Vol 10 # 4 Du 3 au 9 Août 2016

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

PRIVERT/JEAN-CHARLES : UN PAS DANS LA BONNE DIRECTION !



Voir page 4

Le Président provisoire, Jocelerme Privert et son Premier ministre Enex Jean-Charles n'ont pas manqué à leur mission et à leur sens patriotique, ils ont réitéré leur volonté d'organiser les élections avec les ressources financières disponibles des Trésors publics.



PLATEFORME « PITIT DESALIN » EN RETRAITE!



Voir page 4

Au cours de cette retraite un directoire a été mis en place pour l'élaboration de la structure de campagne de la Plateforme et l'articulation d'un discours politique inclusif



Nou Bouke !

Page 6

English

Page 9



De l'ingérence (internationale) à l'indécence politique (nationale) !

Page 7



Les jeux olympiques du XXème siècle, la guerre par d'autres moyens !

Page 10



Libye : Le roi Saïf Kadhafi revient !

Page 17



Moisson incertaine pour Youri Latortue !

Par Berthony Dupont

Bien avant la fin de mandat du Président Michel Martelly, le peuple haïtien dans sa majorité était tout à fait favorable à l'idée d'une commission d'audit pour enquêter sur la gestion de son administration. Alors qu'il réclamait à cor et à cri qu'une instance du pays prenne des mesures urgentes allant dans ce sens, Privert, lui, avait affirmé le 2 mars qu' *« Il n'y aura pas de commission spéciale pour auditer l'administration de Martelly ». « Je suis un homme d'institution. Je reste attaché à ce que la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif, l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) et l'Unité centrale de renseignements financiers (UCREF) soient les institutions autorisées et mandatées pour faire l'audit de l'ancienne administration »* avait-il ajouté. Mais, voilà qu'au grand étonnement de plus d'un, on a un jour appris qu'au Parlement une Commission éthique et anti-corruption voyait le jour, présidée au Sénat par l'ancien conseiller de Martelly, le sénateur de l'Artibonite Youri Latortue ; et à la chambre des députés par Jean René Lochard du PHTK.

La première remarque qu'on peut se faire lorsqu'on parle de cette commission d'enquête du Grand Corps proprement dit, c'est qu'elle a choisi sa propre piste d'atterrissage à savoir « les fonds de Petro Caribe » ; mais quels principes fondamentaux l'ont guidée à se précipiter sur cette piste comme pour entamer un nouveau procès de la Consolidation? Il s'agit là, d'une initiative à deux visages, comme Janus. Mais c'est aussi une expression d'élucidation qui peut être employée dans des sens différents. Et c'est là naturellement qu'elle pourrait être utilisée comme une source inévitable de confusion, d'illusions et de déviations vers d'autres intérêts.

Bien que la dette de notre pays envers le Venezuela s'élève de nos jours à 2 milliards 278 millions 533 mille et 671 dollars américains, la réalité de ces faits dépasse nettement la fiction d'audit en cours. Ce n'est pas pour combattre l'association de malfaiteurs qui ont pillé et gaspillé les fonds de Petro Caribe au sein de l'administration publique, ni pour faire réellement la lumière sur certains événements de corruption et identifier toutes les responsables que cette Commission a été formée ; elle l'a été seulement pour donner l'illusion de pouvoir faire la lumière sur les extravagances dépensières et gaspilleuses du gouvernement Martelly.

Qui serait opposé à un combat contre la corruption ? A moins que ce ne soit pas l'idée d'un combat sans relâche pour empêcher que les mauvais instincts et les mauvaises herbes n'étouffent ce qui doit être développé et protégé. De même que ce ne soit pas une lutte contre tout ce qui est négatif et pernicieux, esprit de lucre, laisser-aller, indiscipline, irresponsabilité, et dilapidation des caisses de l'État. Alors, en un mot le respect scrupuleux des biens de la collectivité devrait être la préoccupation de tous.

Il y a pire ! Le plan mis au point prévoyait d'adjoindre tout particulièrement les masses populaires à un quelconque projet d'audit qui ne servira qu'à innocenter les mercenaires, pilleurs à gages authentiques au lieu de les condamner. Le plan conçu est de prendre ce train dilatoire pour faire échouer lamentablement tout véritable projet d'audit sur le régime tètkale, kaletèt.

Là l'on ne pourrait s'empêcher de poser la question rituelle : A qui profiterait réellement cette commission au Sénat ? Quand les démarches personnelles du sénateur Youri Latortue pourraient fondamentalement servir à faire d'une pierre deux coups dans ce dossier épineux. Tout cela peut bien l'aider à poursuivre son offensive à travers ce tissu de camouflage spectaculairement exploité de sorte qu'il récolte un certain soutien de popularité et que le peuple lui décerne un brevet de champion dans sa lutte contre la corruption.

« Nous ne voulons pas laisser en héritage aux générations futures une dette insurmontable à payer » déclarent les membres de cette Commission. De vraies paroles de dupes ! Il est évident que le sénateur a d'autres visées politiques et ne veut que chercher à se refaire une virginité politique, à être un héros d'éthique et d'anti-corruption, de sorte qu'il efface, si c'est possible, tous les actes qui ont entaché son itinéraire.

C'est tout ce qui explique la volonté, la fermeté, la détermination que déploie le président de la Commission dans l'accomplissement de cette lourde charge afin de redorer son blason et également pour détourner les vraies pistes, masquer tout éclairage possible sur l'utilisation des fonds Petro Caribe depuis l'administration de l'ancien président René Préval pour mieux consolider les fantoches et les corrompus sur lesquels Latortue s'appuyait pour sauver sa peau.

C'est son droit de défendre son obligation de classe et de conscience. Quant à nous, nous devons continuer à protester contre cette iniquité politique, dénoncer d'emblée cette commission qui n'a aucun lien, ni aucune volonté de transformation de l'homme et de la société. Son rapport ne récoltera rien. Il sera tout bonnement enterré sans aucune légitimité ni crédibilité

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Haïti, chronique d'une crise électorale (115)

Juillet 2016, le peuple convoqué dans ses comices !

Par Catherine Charlemagne

Il n'y a aucun doute, Jocelerme Privert assume ses responsabilités de Président provisoire de la République d'Haïti. En tout cas, c'est ce que pensent ses partisans. Devant le blocage politique au Parlement, il s'est rendu compte qu'il n'a pas le choix. Il faut qu'il aille de l'avant. Et en tant que chef de l'Etat, c'est à lui de prendre les initiatives afin de permettre à chacun, chaque citoyen, de voir plus clair dans cette situation de brouillard que traverse le pays depuis cette fameuse date du 14 juin marquant la fin de son mandat selon l'article 7 de l'Accord du 6 février 2016. Dilatoire et langue de bois des parlementaires d'un côté et immobilisme forcé du pouvoir de l'autre, le processus électoral s'est retrouvé pris en sandwich et ne pouvait marcher qu'à minima, même si le Conseil Electoral Provisoire (CEP) démontre sa volonté d'aller vers l'avant. Or, pendant ce temps, les semaines et les mois passent. Tandis que les politiques, même en froid avec le Président Privert, s'activent à remplir les formalités nécessaires pour leurs partis et leurs candidats suivant le calendrier électoral publié par les responsables du CEP.

Bref, au plus haut niveau de l'Etat, il fallait donner de l'assurance au CEP qu'il ne travaille pas en vain ; mais aussi mettre en confiance la population en démontrant la volonté du pouvoir d'organiser les élections aux dates prévues par Léopold Berlanger et ses collègues du CEP. Le Président de la République était placé entre le marteau et l'enclume. D'une part, il est bousculé par ses partisans et amis parlementaires, Organisations Populaires (OP) et une partie de la Société civile qui le poussent à prendre des décisions et des mesures afin d'afficher sa volonté pour que les élections aient lieu comme prévu le 9 octobre prochain et bien entendu affirmer son leadership en tant que chef du Pouvoir exécutif. D'autre part, il y a la Communauté internationale qui lui met la pression sur le dossier électoral tout en le privant des moyens financiers pour avancer.

Face à cette situation, il ne restait au chef de l'Etat qu'une alternative : le passage en force, compte tenu des difficultés rencontrées au Parlement pour clarifier son statut. Libéré du joug et du diktat financiers de la Communauté internationale ; il a donc de la latitude et ayant en grande partie l'opinion publique nationale avec lui pour terminer les élections commencées en 2015, le Président Jocelerme Privert a compris que c'était le moment ou jamais de prendre la dernière grande décision qui lui restait selon l'Accord du 6 février 2016. Selon certains de ses Conseillers, plus tard aurait été une erreur de calcul surtout que l'opposition commençait à se mobiliser sous prétexte qu'il n'est plus légitime pour organiser les scrutins, même avec un CEP plus ou moins acceptable. Le bon « momentum » était bien le mois de juillet, pas avant ni après, selon l'entourage du chef de l'Etat.

Certes, le Président Privert a consulté beaucoup de monde. Pas nécessairement les acteurs politiques ou ceux engagés dans le processus. Mais plutôt des spécialistes de la question électorale pour être sûr que la décision qu'il prendra ne soit pas contestée par les principaux acteurs engagés dans la course et par la Communauté internationale. Une semaine avant, il a autorisé son Porte-parole adjoint, Eddy Jackson Alexis, de lancer un ballon d'essai dans l'opinion publique. Celui-ci, en effet, annonçait partout et sur tous les médias que le Président allait prendre de grandes décisions dans les jours qui viennent. La présidence voulait sonder le terrain tout en s'assurant un fort taux d'écoute le jour où le chef de l'Etat annoncerait les décisions en question. Tout le monde en parlait. Dans les milieux politiques, les Missions diplomatiques, les Organisations Populaires qui font un retour remarqué sur la scène politique haïtienne, la presse, etc. Quelques 72 heures avant, le Président a rencontré dans le plus grand secret le Core Group sur la question des élections et d'autres diplomates dont les gouvernements sont impliqués dans le processus électoral haïtien.

Le lundi précédant la date de ces fameuses grandes décisions, un Communiqué du Palais national annonçait un Conseil des ministres pour le mardi 18 juillet et qu'à l'issue de ce Conseil, le chef de l'Etat s'adressera à la Nation. Ce Communiqué confirmant les annonces du Porte-parole adjoint. Pendant ce temps, chacun y va de ses inquiétudes et de ses appréhensions : sur quoi le gouvernement et le Président vont engager le pays? Rien n'avait encore été annoncé. Mais les deux camps se déchiraient déjà sur la teneur des décisions qui allaient être prises. Les partisans du pouvoir voient une sorte d'heure de vérité vu que le pays ne fonctionne qu'au ralenti. Ils croient que le chef de l'Etat va prendre ses responsabilités et annoncer de grandes choses pour la population. Ils ne croient pas une seconde que le Président Privert puisse abandonner le pouvoir, sinon il l'aurait déjà fait bien avant. Quant aux opposants, ils ne cessent de mettre en garde le Président provisoire prétextant qu'il n'a plus de légitimité pour engager la nation dans quoi que ce soit. Ils croient plutôt que Privert va enfin jeter l'éponge dans la mesure où son mandat est terminé depuis plus d'un mois et qu'il n'y a aucune possibilité, selon eux, de le reconduire à la tête du pays. Des positions diamétralement opposées comme toujours.

En réalité, chacun attend pour voir et espère que ce soit lui qui a raison. Mardi 19 juillet 2016, avant même le Conseil des ministres, la République grouillait de rumeurs et de non-dits. Chacun part de sa petite confidence et d'indiscrétions présidentielles. En vérité, personne ne sait rien. Jusqu'au moment où un Communiqué officiel annonce la nouvelle : « *Le Président de la République, Son Excellence Jocelerme Privert, convoque le peuple dans ses comices ce mardi 19 juillet 2016, dans le cadre de la réunion du Conseil des ministres tenue au Palais national. L'arrêté sera publié incessamment au journal officiel du pays, Le Moniteur* » a fait savoir la présidence. Pour démontrer sa prudence dans ce contexte et signifier que le Palais national n'a pas pris une telle décision tout seul comme un grand, dans le même Communiqué, on a pris le soin de souligner : qu'« *avant d'être adopté et signé, l'opportunité dudit arrêté a été largement débattue au cours du Conseil des ministres présidé par le Président Privert, accompagné du Premier ministre Enex Jean-Charles* ».Voilà pour les « grandes décisions » qu'attendait la République.

Rien d'extraordinaire, sinon la convocation de la population pour aller remplir ses devoirs civiques et citoyens aux prochains scrutins devant être organisés le dimanche 9 octobre prochain. Quoique portant la signature de tous les ministres et du chef de gouvernement, on sent que la prudence est de mise chez le Président provisoire. Il craignait une montée au créneau des sénateurs et députés de l'opposition qui font tout pour le dissuader à prendre une telle mesure avant qu'ils aient décidé de son sort. Toujours dans le Communiqué portant la date du 19 juillet 2016, on peut lire « *Sous aucun prétexte, nous ne pouvons rater cette échéance ! Je vous exhorte tous à participer au processus devant aboutir au respect de cette date et qu'il est nécessaire que ces élections soient libres, honnêtes et démocratiques* ». Chaque mot dans le Communiqué a été pesé et analysé avant d'être retenu afin que personne ne trouve à redire.



Le sénateur Onondieu Louis de la KID qui a toujours les mots pour rire, cette convocation du peuple dans ses comices n'est rien d'autre qu'une « plaisanterie de l'ex-Président » en parlant de Jocelerme Privert

Enfin, le Président Privert insiste sur la nécessité de combler le vide institutionnel dans le pays. Selon le Communiqué « *Ces élections constituent un enjeu majeur et inévitable pour l'avenir politique et démocratique de notre pays. Il s'agit de combler les vides observés et reconnus au niveau des organes des trois pouvoirs de l'Etat et de travailler au renforcement des institutions républicaines comme socle de notre démocratie en marche* ». Le soir même du 19 juillet, à l'issu du Conseil des ministres, le chef de l'Etat, comme prévu, intervient dans la presse (radio et télé) pour expliquer sa décision de convoquer le peuple dans ses comices alors même que l'on discute de sa légitimité au Palais national. Dans un exercice de style, c'était le professeur Privert qui faisait de la pédagogie avec le peuple tout en s'adressant aux acteurs politiques - partis et candidats - que la décision concerne au premier chef.

Tout en convoquant le peuple dans ses comices, le Président Privert dit rester à la disposition du Parlement. Mais il leur explique qu'il ne pouvait attendre car le CEP attendait cette décision pour se rassurer dans ses démarches. Cette date du 9 octobre, selon le locataire du Palais national, est un « *Rendez-vous crucial pour l'avenir politique du pays* ». Rien n'a été oublié ou presque. Rien qui puisse porter à équivoque sur la volonté du chef de l'Etat de passer la main le 7 février 2017 à un Président élu démocratiquement, si cela ne dépend que de lui seul. Justement, le Président de la République n'est pas seul à pouvoir porter ce « Grand corps malade » qui s'appelle Haïti. Pour preuve, malgré toutes les précautions prises, les parlementaires de l'opposition et certains partis qui ne digèrent pas la présence du Président au Palais national depuis que son mandat est arrivé à expiration le 14 juin, voient dans cette décision un acte illégal et anti-constitutionnel.

D'ailleurs, pour le sénateur Onondieu Louis de la KID qui a toujours les mots pour rire, cette convocation du peuple dans ses comices n'est rien d'autre qu'une « plaisanterie de l'ex-Président » en parlant de Jocelerme Privert. Toujours selon ce sénateur du Nord-Ouest, si Privert peut appeler le peuple aux urnes, les ex-Président Jean-Bertrand Aristide, Prosper Avril, Michel Martelly et Boniface Alexandre auraient pu le faire tout autant. Car, d'après lui, il n'y a aucune différence de statut entre ces personnalités et Jocelerme Privert redevenu simple citoyen depuis le 14 juin 2016. Mais l'incapacité du Parlement à se réunir en Assemblée Nationale pour décider du sort du chef de l'Etat selon le point 7 de l'Accord du 6 février 2016 a en quelque sorte réduit la capacité de nuisance des parlementaires vis-à-vis du pouvoir provisoire.

D'où une très faible réaction du côté du Bicentenaire où siège le Parlement, compte tenu de la portée et l'importance d'une telle décision. Or, les parlementaires de l'opposition peuvent beau tourner en dérision l'Arrêté présidentiel convoquant le peuple dans ses comices, l'acte a bel et bien été posé sans qu'il n'y ait eu de grandes protestations sur le plan national encore moins du côté de l'internationale. La quasi-totalité des candidats à tous les échelons de la compétition a très bien accueilli, même sans grand enthousiasme, la décision estimant qu'il fallait avancer avec le processus. Certains concernés admettent que le Président ne pouvait faire autrement dans la mesure où il ne pouvait attendre indéfiniment un vote au Parlement qui ne viendrait peut-être jamais. Surtout, selon ces mêmes personnes, c'est exactement ce que cherchent les parlementaires de l'opposition : empêcher la présidence de fonctionner. En ce qui concerne le peu de réaction de la population par rapport à cette convocation, elle estime que c'est Bonnet-Blanc et Blanc-Bonnet. Elle vaque à ses préoccupations quotidiennes comme si la guéguerre entre les deux pouvoirs - Exécutif et Législatif - ne l'intéresse point. Il reste la réaction de la Communauté internationale devant la décision prise par un pouvoir considéré comme de facto par une partie de l'opposition.

Surtout que les principaux pays de cette Communauté internationale, les Etats-Unis entre autres, ont décidé de ne pas soutenir financièrement le gouvernement dans le processus électoral. Curieusement, il aura suffi que la présidence de la République annonce la parution bientôt de l'Arrêté pris en Conseil des ministres convoquant le peuple dans ses comices pour que toute la Communauté internationale se précipite au chevet de monsieur Privert au Palais national. Les soutiens arrivent de toutes les capitales. De Paris à Washington, en passant par Ottawa, tout le monde reconnaît que c'est une bonne décision que le Pouvoir exécutif exerce ses prorogatives et que cet Arrêté est de nature à mettre en confiance les acteurs du processus électoral. Du Président français, François Hollande, à Barack Obama, tous ont applaudi des deux mains le fait que le peuple soit convoqué dans ses comices le 9 octobre 2016. Dans la même semaine, le Département d'Etat américain (Affaires étrangères) a envoyé son Monsieur Haïti dans la capitale haïtienne, en la personne de Kenneth Merten, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Port-au-Prince et Responsable du dossier Haïti pour le gouvernement américain.

Le Coordonnateur Spécial pour Haïti vient tout particulièrement s'entretenir avec les autorités haïtiennes sur l'avancée du processus. Il a expliqué à des journalistes qui n'en reviennent pas que sa présence en Haïti est le signe que son pays soutien sans réserve les élections. La France, quant à elle, par le biais du Porte-parole du Quai d'Orsay (Ministère des Affaires étrangères), se félicite que le gouvernement haïtien convoque le peuple dans ses comices. Estimant qu'il est temps pour que les Haïtiens puissent choisir librement et démocratiquement leurs dirigeants. Enfin, le Core Group qui était informé bien avant que la décision soit prise officiellement a approuvé et encouragé le gouvernement dans ses démarches. Du coup, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Haïti, madame Sandra Honoré, et les autres membres du « Core Group » (les ambassadeurs du Brésil, du Canada, de l'Espagne, de la France, des États-Unis d'Amérique, de l'Union européenne et le Représentant spécial de l'Organisation des États américains) ont profité pour tacler un peu les parlementaires.

En effet, dans le Communiqué où ils saluent la décision du Président Jocelerme Privert de convoquer le peuple dans ses comices, ils ont écrit : « *Haïti fait face à des défis socio-économiques et humanitaires majeurs de long terme. Ces défis ne peuvent être relevés dans un contexte d'instabilité institutionnelle. Par conséquent, le « Core Group» appelle, une fois de plus, les parlementaires à reprendre la session de l'Assemblée nationale et à prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin à l'incertitude actuelle* ». En gros, la décision du Président Privert de prendre un Arrêté dans le but d'inciter les acteurs actifs et passifs à se positionner clairement a été sans conteste une bonne chose pour lui et son gouvernement qui sont critiqués pour leur inaction. Cela a permis à la présidence de la République de constater qu'il n'est pas tout à fait seul et que beaucoup de monde attendaient une telle décision. Mêmes les Organisations des droits humains et les défenseurs des droits de l'homme n'ont pas critiqué le pouvoir pour cette décision.

Mais une bonne nouvelle comme toujours ne vient jamais seule. Dans la même semaine, une autre déclaration du gouvernement, cette fois-ci au sujet du financement de la campagne des candidats, est accueillie comme une douche froid par les intéressés. En effet, selon le Cabinet du Premier ministre, Enex Jean-Charles, confirmé d'ailleurs par le ministre de

Suite à la page (18)

AVIS JUDICIAIRE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après avoir délibéré conjointementà la loi le défaut octroyé à l'audience susdite, accueille favorablement l'action du demandeur en l'occurrence le sieur André Paul Garaud pour être juste et fondée ; dit et déclare que les cités,à savoir les nommes : Marie Fredeline Charles, Charnel Charles, Yonel Louis ont effectivement troublé ladite portion de terre en question en expulsant les cités des lieux ; rejette l'exécution provisoire ; accorde la contrainte par corps à trois mois d'emprisonnement ; les condamne séparément à dix mille gourdes de dommages-intérêts ; les condamne aux frais et dépens de la procédure ; enfin commet l'huissier Jean Frantz Pierre pour la signification de la présente décision. Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Jean Bello Donissaint, juge de siège à l'audience civile et publique du mercredi six janvier deux mille seize à dix heures du matin avec l'assistance de notre greffier Dieudonné Joseph.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement en exécution ; aux officiers du ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main, à tous les commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Pour expédition conforme collationnée,

Me Jeannith Gerald, Av

Plateforme « Pitit Desalin » en retraite!



A droite : Claudy Gassant et Byron Odigé



Des membres de la Plateforme à l'Arcahaie



Moise s'adressant à ses membres de la Plateforme

Par Thomas Péralte

La plateforme Pitit Desalin que dirige l'ancien sénateur Moïse Jean-Charles, vient d'organiser à l'Arcahaie du 29 au 30 juillet dernier, deux journées de retraite dans la perspective de non seulement définir une stratégie de campagne, mais sans doute de préparer les élections présidentielles et législatives du 9 octobre prochain.

Au cours de cette retraite un directoire de 9 ou 11 membres a été mis en place pour l'élaboration de sa structure de campagne et l'articulation d'un discours politique inclusif. Parmi les membres de ce directoire nous pouvons citer entre autres Mathias Pierre, Dumarsais Sinéus, Raymonde Estimé, Dr Gracien Jean, l'avocat Claudy Gassant etc.

Selon le candidat *« la Plateforme représente la plus grande sélection nationale. Aucune autre ne pourra la défier dans ces prochaines joutes. Elle n'a pas de rival dans ces élections […] »*. Le candidat dans son discours de circonstance a demandé à la Communauté internationale de regrouper les autres candidats en choisissant un seul pour l'affronter lors du scrutin du 9 octobre.

Quant à Mathias Pierre, il a fait savoir sur Vision 2000 ce matin, que le candidat de Pitit Desalin aura un discours électoral qui n'offusquera personne.

L'assistance à la retraite

Privert/Jean-Charles : Un pas dans la bonne direction !



Le ministre de l'Economie et des Finances, Yves Romain Bastien

Par Yves Pierre-Louis



Les membres du CEP de Léopold Berlanger

Depuis le coup d'Etat-kidnapping du 29 février 2004, la communauté internationale a pris le contrôle de la première République nègre du monde, Haïti, tant sur le plan sécuritaire que sur le plan électoral. A travers l'Organisation des Nations Unies (ONU), elle a mis en place tout un ensemble de structures pour asseoir son occupation et sa domination avec la plus grande force. Elle voulait à tout prix s'arranger pour perpétuer sa domination par de pseudo élections pour renouveler le personnel politique qui a pour mission de défendre ses intérêts au détriment du peuple haïtien, poursuivre la scène de pillage des ressources minières et naturelles.

C'était dans cette perspective qu'en 2006 la communauté internationale avait pris également le contrôle des élections à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et créa à cette fin une société fiduciaire qui s'occupe de la finance électorale. Elle a prélevé 7% comme frais de service. Alors que, l'Organisation des Etats Américains (OEA) quant à elle s'occupait de la base de données des registres électoraux. Des observateurs qui prétendent venir observer le processus voulaient se transformer en grands électeurs pour imposer leurs poulains à la tête du pays et contre la volonté populaire. En 2010-2011, elle nous a imposé un président néoduvaliériste en la personne de Michel Martelly (sweet-micky) qui était devenu un sweet-mimi et qui voulait se perpétuer au pouvoir. Il se heurte à la volonté populaire le 22 janvier 2016.

La communauté internationale, à savoir : les Etats-Unis, l'Union Européenne, le Canada et leurs organisations domestiques qui se sont dits toujours des amis d'Haïti se sont transformées en un monstre de cruauté contre le processus électoral que le pouvoir en place est prêt à financer. Les Etats-Unis en tête ont annoncé officiellement qu'ils ne financeront pas les élections et ils ont même forcé l'État à rendre le surplus non utilisé évalué à plus de 2 millions de dollars. Une nouvelle qui a été favorablement accueillie par tous les patriotes et compatriotes et c'est une occasion en or pour qu'Haïti, une fois pour toutes, commence à récupérer sa souveraineté et son autonomie en matière électorale. On dit souvent, c'est dans les moments difficiles qu'on reconnait les vrais amis. Mais l'essentiel, nous ne devrons en aucune occasion dépendre des puissances impérialistes pour nos élections. N'est-ce pas un moment propice de commencer à même de les évacuer du financement de notre budget national ?

Le président provisoire de la République, Jocelerme Privert n'a pas manqué à sa mission et à son sens patriotique, il a réitéré sa volonté d'organiser les élections avec les ressources financières disponibles des Trésors publics. Il a déclaré à tous ceux qui veulent l'entendre : « Je veux rassurer la Nation de l'engagement pris en votre nom, à savoir l'organisation de bonnes élections afin de revenir à l'ordre constitutionnel. »

Le ministre de l'Economie et des Finances, Yves Romain Bastien de son côté a déjà identifié 3 sources de financement possibles pour trouver des fonds nécessaires pour la réalisation des prochaines joutes électorales. Lors du conseil des ministres du mercredi 27 juillet dernier, il a fait savoir : « Nous disons que le meilleur scenario pour nous, c'est le premier que nous avons présenté plutôt. Je vais le reprendre pour le pays. Nous aurions une première source de financement à partir des dividendes des entreprises publiques que nous avons déjà captées, dont l'Autorité Portuaire Nationale (APN), 323 millions de gourdes ; la Banque de la République d'Haïti (BRH), 127 millions de gourdes ; la Banque Nationale de Crédit (BNC), 68 millions de gourdes ; Les Moulins d'Haïti (LMH), 180 millions de gourdes ; la vente des taxes sur les dividendes exceptionnelles, 97.7 millions de gourdes ; le budget rectificatif pour l'exercice 2015-2016, 845 millions de gourdes et la balance des fonds gérés par le PNUD, 390 millions de gourdes.

Le financement des activités électorales à partir du budget est de l'ordre de 1, 542,993, 656 gourdes dont 1.3 milliard de gourdes provenant de crédit que nous allons allouer aux activités électorales et la réaffectation de crédit au niveau du budget ; ce qui nous ferait plus 3, 5 milliards de gourdes équivalant au montant de 55 millions de dollars, avec la possibilité de faire des changements, si toutefois nous arrivons à créer suffisamment de stabilité tant au niveau de la politique qu'au niveau de la gestion des ressources monétaire.»

Cependant dans ce pays appauvri, où la majorité de la population vit dans une misère abjecte, il est ridicule et même criminel et malhonnête de dépenser toute cette somme dans une élection ; alors que les urnes seront en boite de cartons. Il faut que nous utilisions des matériels qui peuvent se conserver de sorte qu'on n'ait pas besoin à chaque élection d'en acheter.

Les membres du Conseil Electoral Provisoire (CEP) de leur côté ont accueilli favorablement la démarche de l'administration du président Privert de mobiliser les fonds nécessaires et de les mettre à la disposition de l'organisme électoral. Le président du CEP, Léopold Berlanger, s'est félicité de cette décision, tout en affirmant : Désormais, cela va mettre fin aux suspenses, aux tractations faisant croire que les élections pourraient ne pas avoir lieu, faute des ressources financières nécessaires. En fait, le gouvernement n'attend qu'un calendrier du CEP pour établir le mécanisme de décaissement ; mais ce n'est pas suffisant. Le gouvernement s'il ne veut pas être complice de la corruption doit forcer le CEP à appliquer une sorte d'austérité dans ses dépenses à commencer par imprimer les bulletins de vote en Haïti même pour que l'argent reste dans le pays, contrairement à ce qui s'est passé lors de la mascarade électorale de 2015. Par ailleurs, des observateurs estiment qu'il n'y a pas lieu maintenant de livrer la gestion des fonds des Trésors publics à la discrétion du PNUD.

Quelques keksyon adressées au président Privert

Par Fanfan la Tulipe

Étudiant à la Faculté de Médecine d'Haïti, j'ai eu en quatrième année, comme professeur de neuroanatomie, le tristement célèbre Jacques Fourcand qui avait annoncé des Himmalaya de cadavres ce jour de malheur où l'on avait tiré sur les gosses de François Duvalier. C'était un homme proprement théâtral. Ainsi, lors de son premier cours, il se livra à un rare exercice de dessin qui eut pour effet de captiver l'attention des étudiants et, même, de les émerveiller.

Armé de deux bâtons de craie de couleur, l'une dans chaque main, il commença à dessiner, au tableau, avec dextérité et exactitude, une coupe transversale du cerveau tout en indiquant les différentes structures cérébrales, au fur et à mesure de sa démonstration ambidextre. Et nous étions fascinés – du moins, moi je l'étais – de voir la précision et *l'ambidextrité* consommées avec lesquelles le prof Fourcand, s'aidant simultanément de ses deux mains, exécutait son croquis anatomique digne d'un Léonard de Vinci.

Il y avait quelque chose de particulier et d'original chez Fourcand à part ses léonardesques extravagances *ambidextrales*. Ce médecin «de bonne famille» s'exprimait très bien en français. Rien à reprocher à sa diction. Pas de bouche «*sûre*». Pourtant, et pour sûr, il avait un vrai problème à prononcer correctement, en français, le mot question. Il disait toujours *keksyon*. On en entendait à nous agacer les oreilles: la *keksyon* est de savoir... reprenez votre *keksyon*... posez votre *keksyon* autrement... la *keksyon* de l'origine embryologique de la crête neurale... une *keksyon* en entraîne une autre... À la vérité, on avait un peu de mal à suivre les descriptions anatomiques de Fourcand, mais çà c'est une autre *keksyon*.

Bien longtemps avant d'être un chroniqueur *pêle-mêlant*, ensuite *twadegoutan*, au journal Haïti Progrès, et finalement *twafeuillan,* dans ce journal, j'ai toujours eu le goût d'un mot créole, d'une expression créole glissée à l'intérieur d'une phrase en français, comme une sorte de dard vengeur au flanc de la langue de l'ancien colonisateur. Aussi, j'ai toujours gardé en mémoire cette piquante, originale, amusante, plaisante, croustillante, pittoresque, drôle, curieuse *keksyonnance fourcande*. Elle fait partie de mon vocabulaire, et je m'en sers aujourd'hui pour adresser quelques pertinentes *keksyon* au président Privert.

Bonjour, monsieur le président, je vous salue jusqu'à terre, *raplanche*. Malgré votre accession à la présidence dans des conditions pas mal discutables, je ne puis m'empêcher de reconnaître que vous avez bien *goudillé*, bien frayé votre chemin à travers les chemins difficiles de la conjoncture pour arriver à prendre les décisions qui s'imposaient, celles qui ont eu la faveur, l'appui de la majorité politiquement bien pensante. Je vous dis : bravo !

Monsieur le président, ai-je besoin de rappeler ces décisions? Vous avez nommé et installé la Commission Indépendante d'Évaluation et de Vérification (CIEVE) des grotesques élections de 2015. Vous avez transmis ses conclusions et recommandations au Conseil Électorale Provisoire (CEP) pour les suites nécessaires. En marge du sommet de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) à Cuba, vous aviez indiqué que le scrutin devrait être organisé au début du mois d'octobre. Le président du conseil électoral provisoire, Léopold Berlanger en a fait confirmation le lundi 6 juin dernier.

Marchant sur vos brisées, les conseillers électoraux ont procédé à la publication du calendrier électoral. Essentiellement, le 1er jour du scrutin est fixé au 9 octobre 2016, lorsque se dérouleront le 1er tour de la Présidentielle, le 2ème tour des Législatives complémentaires et le 1er tour du 1/3 du Sénat dont le mandat prend fin en janvier 2017. Le 2ème jour de scrutin est fixé au 8 janvier 2017. En jeu seront le 2ème tour de la Présidentielle, le 2ème tour du 1/3 du Sénat et les collectivités territoriales.

Bravement vous avez soutenu que « Haïti est un pays souverain, les élections sont un acte de souveraineté nationale. Nous avons des amis et des partenaires, nous avons dit que leur assistance est bienvenue, mais nous devons faire tout l'effort nécessaire pour que nous disposions des moyens pour prendre en charge cet acte de souveraineté nationale». Intervenant devant des diplomates et membres du gouvernement, vous avez eu le courage d'affirmer: « Ce n'est pas l'argent qui va nous empêcher d'avoir ces élections et elles seront tenues avec des ressources nationales ».

Pauvre sénateur Cantave qui s'enorgueillissait de ses petites et molles couilles de magouilleur et de salisseur ! Le couillon ! Et pour qu'il n'y eût plus de couillonneries et de vacheries dans les rangs des PHTKistes, vous avez déclaré avec fermeté, autorité, clarté, témérité, imperturbabilité et virilité : « En conseil des ministres avec les membres du Conseil électoral provisoire, les sources de financement des élections ont été clairement identifiées. Tout l'argent est disponible ». *Men pa w*, Cantave ; voici ta part, Louri Latortue ; *here is your part*, Kenneth Merten.

Et pour leur couper le souffle à tous ces saltimbanques, assouilles, fripouilles, grenouilles, sacripants, chenapans, fainéants, truands, bandits, nervis, malandrins, vauriens, galopins, requins, coquins, gredins nationaux et internationaux, vous avez, monsieur le président, convoqué le peuple en ses comices, le 19 juillet écoulé. Bravo, président ! Vous avez pris toutes ces décisions à la barbe et même à la moustache de la communauté internationale et du *ti frekan* Kenneth Merten. Avec un tesson de bouteille vous leur avez fait la barbe ; *ti san koule*, mais *mouche blan* n'a pu dire *kwik*. Double bravo !

Sans vous en demander la permission, Monsieur le président, je vais, maintenant, vous réclamer instamment de laisser de côté vos cantiques qui ont plu aux masses pour nous mettre à prier autour de la table nationale de *keksyon* qui exigent réponse. Vous n'êtes quand même pas tombé d'une soucoupe volante venue de lointains espaces intersidéraux. *Ou konn tout bagay*. Le peuple haïtien attend urgemment des réponses.

Vous avez vécu, comme tous les Haïtiens, le funambulesque, le caricaturesque, le burlesque, l'ubuesque, le clownesque, le *bouffonesque*, le grotesque quinquennat de l'énergumène nommé Michel Joseph Martelly marqué au coin de la débauche, de la dépravation, de la corruption, de la prévarication, de la perversion, de l'indécence, de l'impudence, de l'inconvenance, de la déliquescence, de la déchéance, de la perversité, de l'obscénité, de l'immoralité, du siphonnage des deniers de l'État, du piratage des fonds de Petro Caribe, et de la honteuse main basse sur l'énorme contribution diasporale à l'économie haïtienne.

Parlons peu, mais parlons bien, monsieur le président. *Keksionnons* d'abord le vécu, la réalité de l'argent des transferts d'argent en provenance de la diaspora, fonds qui furent gérés de façon opaque, illégale par les bandits légaux de la bande à Martelly. Vous verrons-nous jamais, monsieur le président, vous tenir droit, non plus face au Blanc – ce qui était osé et beaucoup plus difficile – mais face à ces larbins antinationaux qui pendant cinq ans écumaient les mers de transactions cri-



Président. Jocelerme Privert. Keksionnons d'abord le vécu, la réalité de l'argent des transferts d'argent en provenance de la diaspora ?

minelles pour s'emplir les poches et la panse, et qui courent encore les rues ?

Que sont devenues ces sommes d'argent, enfin, que deviennent-elles ? Se sont-elles évaporées ? *Kote yo pase* ? Qui les gère ? Est-ce Laurent Lamothe dans les coulisses de quelque banque, de concert avec quelque mafrat aux longs doigts, de même calibre que lui? *Keksionnez* les types de la Sogebank, de la Unibank ou d'autres banques susceptibles de savoir si les fonds en provenance de la diaspora transitent par leurs coffres. La grosse Soso, la grosse et grasse madame de Micky fouine-t-elle encore dans ces transferts d'argent ? Les intercepte-t-elle, les zappe-t-elle par un procédé technologique de dernier cri connu seulement de Bill et Hillary Clinton ?

Pourrait-il y avoir autour de vous, dans l'ombre ou la pénombre, quelque cheval de Troie, quelque bourrique de Fonds des Nègres, quelque cinquième colonne PHTKiste, quelque *aganman*, quelqu'ex-ministre *ravètivore* aux habitudes reptiles, même quelqu'un de votre race politique doué de capacités de nuisance et de *détournance* de ce flot d'argent en provenance de la diaspora vers des comptes en banque secrets, inconnus du grand public mais bien connus de l'ex-famille présidentielle, d'ex-collaborateurs ou collaboratrices de Micky, ces magiciens et magiciennes d'opérations financières occultes ?

Le peuple haïtien veut savoir. Cinq ans de gabegie et de détournement de l'effort financier de la diaspora, à la sueur et aux seize heures de travail de ses membres, c'est trop, c'est inacceptable, c'est révoltant, c'est simplement immoral. Les Haïtiens vivant à l'étranger n'ont aucun problème à ce que leur argent serve le pays, leurs proches, à bon escient. Au moins veulent-ils savoir du *dekiprevyen* de leur effort.

Je viens ici, dans cette rubrique, vous *keksyonner*, monsieur le président : allez-vous mettre un terme aux agissements ténébreux et malsains de l'ex-président Martelly ? Allez-vous faire en sorte que la Nation sache enfin qui gère présentement l'argent reçu de la diaspora, quel en est le montant mensuel et à quoi il sert exactement? Autrement nous allons devoir dénoncer, sans désemparer, votre mauvaise volonté à collaborer à l'effort national d'«Évaluation et de Vérification» (deux mots qui ne vous sont pas étrangers) de la quantité astronomique d'argent volé à la diaspora et au peuple haïtien par Martelly et sa petite clique de rapaces et de charognards.

Ce même discours s'applique à l'argent perçu sur les appels venant de l'étranger et allant vers la diaspora. Les ponctions par la bande à Martelly du flot d'argent généré par ces communications téléphoniques n'a pas soudainement disparu après que vous, monsieur le président, et vos deux complices, avez signé l'Accord du 6 février. Dites. Les hauts responsables de Digicel, de Natcom (ex Teleco), de Haitel, de Comcel (Voilà) doivent pouvoir sans doute vous renseigner là-dessus. Il vous faudra les *keksyonner* là-dessus.

Dans cette fable de Lafontaine, le loup dit à l'agneau : «Si ce n'est toi, c'est donc ton frère... quelqu'un des tiens». Quelqu'un de ta race. Alors, si ce n'est pas Digicel, c'est donc une compagnie de sa «race». Comme je vous l'écrivais, récemment, dans cette rubrique : donnez-nous donc une petite *lossière*, monsieur le président. C'est une *keksyon* d'honneur, de probité, d'éthique, de morale, de devoir présidentiel envers le peuple, même si, monsieur le président, ce dernier ne vous a pas élu. Toutefois, il vous regarde, il attend de vous ce geste qui vous rendra grand à ses yeux.

Finalement, j'en viens à cette dernière *keksyon* ; dois-je rester perplexe, devons-nous rester incrédules à vous voir laisser passer comme une lettre à la poste l'outrageant, l'audacieux, l'impertinent, l'outrecuidant, le choquant, l'arrogant, l'effronté, le culotté défi du fanfaron Guy Philippe à la présidence et à l'État ? Guy Philippe, effrontément, *culottément* candidat au Sénat pour la Grand'Anse sous la bannière du Consortium National des Partis Politiques, comme vous le savez.

Cet agent du «laboratoire», ce pantin mal articulé au service de *Jevèt* vous a qualifié, monsieur le président, de «macaque qui se couvre de la peau d'un tigre» qui «souhaiterait avoir la tête» de la pintade des bois de la Grand'Anse. Il vous a même lancé un défi : «S'il pense être un tigre, qu'il vienne à Pestel mettre ses menaces à exécution de me tendre un piège». Or, le Bureau des Affaires Criminelles (BAC), selon son rapport d'enquête, «souhaiterait que **des mandats d'amener** soient émis par les autorités compétentes à l'encontre des nommés Guy Philippe, Yves Jeudy, Michel Alophène» et 19 autres suspects «pour implication présumée dans cette affaire ».

Par ailleurs, cinq individus, Pierre Bremus Duréus, Jean Céance, Mercidieu Douyon, Claudy Charles, Wilnord Dary et Jean Claude Alcénat, ont été arrêtés pour leur implication présumée, dans le cadre de ce dossier, « pour des actes de terrorisme, d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, d'assassinat, de tentative d'assassinat, de vol à main armée de véhicules et d'armes à feu, de port et détention illégaux d'armes à feu, d'usurpation de titre, d'association de malfaiteurs ».

Ce même rapport a indiqué que des « informations recueillies ont fait croire que le dimanche 15 mai 2016, cette attaque a été planifiée au cours d'une rencontre tenue par un groupe de présumés bandits se faisant passer pour des membres des FAD'H, **sous l'égide du nommé Guy Philippe**, assisté de ses chefs de troupe. Ce **rapport d'enquête** du BAC a été **communiqué au commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance des Cayes le 29 juin dernier**. Or, Guy Philippe a boudé une convocation de la justice. S'il n'est coupable de rien que ne s'est-il présenté devant ses juges ?

Alors, monsieur le président, *où sommes-nous gardes* ? *Ki kote n gad* ? Un individu peut-il, seul ou avec un groupe de malandrins autoproclamés rebelles, vouloir affronter la PNH, l'État, au risque d'une «Himmalaya de cadavres» ? Avons-nous affaire à un rigaudin (noir) égaré au vingt-et-unième siècle ? N'avons-nous plus un État ? Votre gouvernement va-t-il tolérer que l'énergumène Philippe rentre à Port-au-Prince pour se faire inscrire aux prochaines élections ? Autant de *keksyon* qui taraudent l'esprit des haïtiens.

Quand après une «réunion spéciale» avec le Conseil Supérieur de la Police nationale, le premier ministre Enex Jean Charles a parlé de «dispositions urgentes» à prendre relatives au libellé du rapport d'enquête du BAC, était-ce du parler en pile ? Était-ce de la poudre aux yeux ? C'est peut-être une *poudreuse keksyon* que je vous adresse, là, monsieur le président. Allez-vous y répondre ? Car au moment d'écrire cette rubrique, le 31 juillet, Guy Philippe plastronne, parade, se pavane encore dans son bled grand'anselais.

Il est impérieux, monsieur le président, que vous, votre PM et votre ministre de la Justice, preniez vos responsabilités. Guy Philippe n'est pas au-dessus de la loi même lorsque ses amis de la DEA continuent de lui faire des risettes et des yeux doux. Il est l'auteur intellectuel présumé de l'attaque gratuite et criminelle du commissariat des Cayes qui a coûté la vie au policier Tison Jean Louis et fait des blessés, dont les policiers Wendy Dorléan et Dubé Jean Baptiste.

Pour l'honneur du corps policier, pour que justice soit rendue, pour que les citoyens aient confiance en leur État, en leur président, fût-il même provisoire et de facto, vous devez, monsieur le président, prendre ces «dispositions urgentes» dont parlait votre PM : vous devez forcer Philippe à la raison. Allez-vous le faire ? C'est là ma dernière *keksyon*.

Monsieur le président, je vous laisse avec votre conscience...

31 juillet 2016

Nou Bouke !

Lè yon moun rele anmwe li bouke, se lè li pa kapab ankò. Tankou li t ap pote yon chay ki twò lou pou li, rive yon lè, li santi l pa kapab ankò li rele : anmwe li bouke. Sa depann kalte chay la. Si se yon bon chay, l ap mete li atè tou dousman, si se yon move chay pwasenkant, l ap souke kò li, li voye l atè ak repiyans.

Sa nou pral di nan lapawoli jodi a, pinga pyès moun di n ap mande pèp la leve kanpe. Paske nou menm lè n ap pale sou sitiyasyon peyi nou Ayiti, nou pa gen okenn sansasyon karese pyès moun ki responsab rayisab y ap fè anba tab.

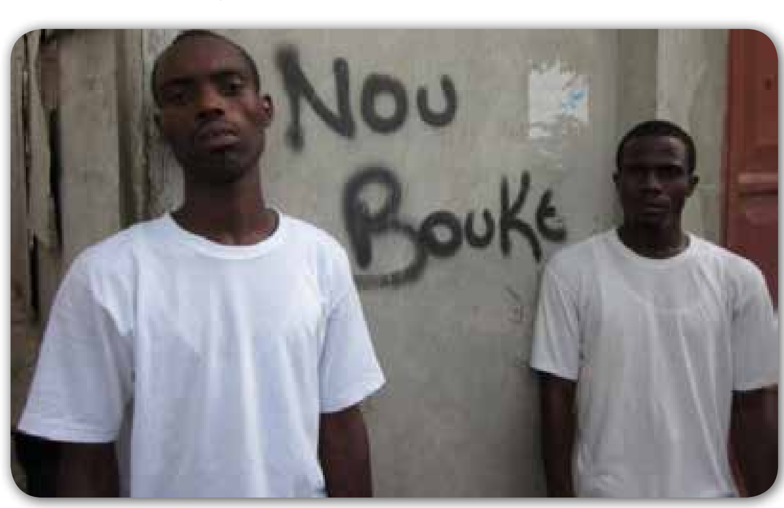
Nou Bouke. **Radio Caraïbes** pa janm bouke bay popilas la pale pou l di sa li panse, chak fwa vakabon pare pou chavire peyi a. Men lè **Caraïbes** bay pèp la pale, pou li di sa li vle, èske reskonsab yo janm reponn egzijans pèp la fè ? Epitou ki egzijans pèp la konn fè yo konsa ? Li konn mande sispann touye pitit li, sispann voye boule mache kote lap penpennen pennitans li. Li konn mande pou lavichè a bese. Li konn mande sispann kite yo mouri swaf dlo ak grangou…

Sa gen plis pase 10 lanne depi *Beetova Obas* te chante : « *Si nou viv nou pa moun* ». Jodi a si nou kontinye ap viv nan sitiyasyon yo mete nou la, sèke nou pa konn sa nou vo. Move tan ak tranbleman politik fè lavalas la retanmen desann ak fatra, bwat katon, bout manmit, papye plastik vin konble tout tou rego larepiblik. Yo fè n ap viv nan grangou labou marekay, nou pa di anyen, nou reziye n, se tankou nou pa moun ki merite byennèt. Chak jou yon dal nan nou ap plede mouri sasinen anba bal, chak jou n ap gade frè

Suite à la page (16)



Chay la twò lou sou tèt nou « Nou bouke »



Nou bouke mande radyo ak televizyon sispann bay vakabon ak bandi ki al kache nan palman mikwo pou yo betize lasosyete

Nòt sou gwo zak represyon Rektora a voye Lapolis fè sou etidyan yo vandredi 29 jiyè 2016 la.

Nou menm ansanm òganizasyon ki siyen nòt sa yo ak plizyè lòt òganizasyon pwogresis toupatout nan peyi a, nou gen gwo tèt chaje devan sitiyasyon k ap deplòtonnen nan Inivèsite Leta a, pi gwo inivèsite piblik peyi a depi plis pase sis (6) mwa. Se ak gwo kè kase nou aprann nan jou ki te 29 jiyè, jou senbolik nan kalandriye makout yo, granm maten sou lidèchip Wilson Dorlus plizyè santèn polisye kò espesyalize nan Lapolis la (CIMO, UDMO, BOID elt…) te debake nan lokal Rektora a ak nan DEP a vin arete, maspinen epi mete etidyan ki okipe espas la deyò. Depi vandredi aprèmidi, apre Lajistis te fin rekonèt li pa gen anyen pou l repwoche etidyan yo, kanmarad yo retounen monte tant yo nan lari devan rektora a (ri Rivyè), kote y ap dòmi sou twotwa anba seren, sou katon pou kontinye make sans batay yo ap mennen pou yon inivèsite tout bon. Pandan tan sa, nan vyolasyon Konstitisyon an ak lalwa, se Lapolis ak ajan sekirite konpayi Bulldog ki okipe espas la.

Pandan n ap manifeste solidarite nou ak tout gwoup moun anndan tankou deyò Inivèsite a k ap batay sou baz revandikasyon jistis, pandan n ap salye kouraj ak detèminasyon etidyan yo ki pa janm manke mobilize pou yon inivèsite tout bon, granmoun nan yon peyi granmoun, n ap denonse epi pwoteste ak tout fòs nou kont rektora tèt kale woz la ki, yon lòt fwa ankò, nan lojik makout-neyodivalyeris ki karakterize l panse represyon, entimidasyon, terè ak maspinay kapab pote solisyon gwo kriz Inivèsite a. Okontrè estrateji sa pral envlimen kriz la piplis toujou.

Jan nou te souliye sa plizyè fwa deja (cf. nòt fevriye 2016 sou kriz Ila), gwo kriz k ap sakaje inivèsite leta depi plizyè lane se konsekans alafwa move politik (neyoliberal) k ap mennen nan peyi a depi sou gouvènman Jan Klod Divalye ansanm ak enkapasite politik dirijan ki nan tèt inivèsite a (depi anviwon 20 lane) pou mete inivèsite a sou bonjan ray altènativ pou l sèvi peyi a. Sèl estrateji yo se marinen konplo pou kenbe pi gwo inivèsite piblik la annotaj pou l pa fè yon pa kita, yon pa nago. Pwoblèm lan se yon pwoblèm

Suite à la page (16)

Mannigèt sou mannigèt : Dekiprevyen? Dekimannigans?

Guy-Gérald Ménard

Nan peyi Ayiti se kan ou pran ou konnen. Sa ki parèt senp nan lòt peyi parèt konplike se pa plis nan peyi pa n. Nou pral genyen yon lane depi nou anbake nan yon zafè eleksyon. Nou anpetre nan koze sa a kou nou pa konnen ; jouk jounen jodi a pwosesis la pa ka bout. Plizyè lòt peyi toupatou nan lemonn ki te tanmen egzèsis sa a menm lè ak nou. Yo reyalize eleksyon yo epi yo bay rezilta nan lespas kèk jou. M konn abitye mande konpatriyòt k ap fè refleksyon dwategòch sou peyi a, si yo panse Ayiti se sou yon lòt planet li ye? Si peyi a pa suiv menm lwa natirèl ak rès peyi ki sou tè a? Lè mwen konstate sa k ap pase nan peyi a sèjousi, sa k rete pou m ta ba yo rezon pa anpil. Se swa politisyen ak dirijan nou yo derefize mache sou kadans prensip sosyopolitik yo, se swa entènasyonal la vle enpoze nou yon seri zak ki pa mache kole ak règ jwèt sosyete lakay yo. Tout kote ou pase se mannigèt sou mannigèt.

Pa gen twò lontan yon gwoup moun abiye ak rechany militè atake komisarya Okay la epi touye yon polisye. Opinyon piblik fin debòde. Lajistis di li voye manda. Akize ak zakolit joure, menase prezidans ak primati, bay lalwa defi. Epi, epi… mannigèt sou mannigèt. Yon ti tan apre lannuit akouche sabotaj estasyon gazolin ak fiziyad sou otèl, konpayi telefòn, konsesyonè otomobil epi lòt biznis. Jijdepè anbranl, lapolis annaksyon, akizasyon alevini kou bal pingpong anba rakèt opozisyon an ak gouvènman an. Rezilta : mannigèt sou mannigèt. Pandanstan vòlè eskaladè achte bouk, seksyon kominal ak komin yo lajan kontan. Yo vòlò machin, kase biwo tribinal pou eskamote dokiman, pati ak divès kalite ekipman nan lopital. Laprès enfòme, rapòte, denonse. Kisa sa bay ? Mannigèt sou mannigèt. Malgre sosyete sivil la endiye, deplore, kondane aksyon zenglendo ki kontinye atake san lakrentif kliyan ki soti labank. Malgre bandi san fwa ni lwa pran plezi desann polisye tout kalite grad, otorite yo pa pran ankenn mezi sekirite serye pou pwoteje popilasyon an. Tanzantan pòtpawòl pran mikwo pou anonse nouvo estrateji. Tanzantan lapolis bloke lari, aliyen motosiklèt, fouye jenn gason. Epi… epi…

Suite à la page (16)

Idantite Kreyòl ak Solidarite: Yon Konba Pèmanan

(Dezyèm pati)

Guy-Gérald Ménard

Pwodiksyon an kreyòl

Rive yon moman, pledwaye pou adopsyon sa moun te rele nan epòk la òtograg fonetik vin tounen chwal batay demokrat ak pwogresis ayisyen. Kit yo t ap viv Ayiti kit yo t ap viv aletranje. Se nan kontèks sa mwen pral antre nan pratik pwodiksyon tèks kreyòl. Menm jan avèk lòt jenn gason laj mwen ki te nan klas tèminal, mwen te kòmanse ap antrene m nan ekri powèm franse. Men moman pye m te touche tè Etazini m te pran yon lòt direksyon. Mwen kapab di se nan kontak ak kominote ayisyen nan vil Nouyòk mwen pral dekouvri ekriti kreyòl. Se peryòd kote egzile ak imigre ayisyen te deklanche yon mouvman patriyotik pou ede mete yon bout nan gouvènman avi Divalye a. Yo te denonse tou pwojè pou pitit diktatè a vin ranplase l sou pouvwa a.

Nan moman n ap pale a, sètadi nan zòn 1971, te gen jounal ki pot non Sèl ki t ap sikile nan dyaspora a. Se yon piblikasyon yon gwoup pè egzile ki te pran non Haitian Fathers te pwodui chak mwa. Sèl te ekri an kreyòl sèlman. E, Se te yon evennman. An jeneral jounal ak revi ayisyen yo te gen abitid rezève yon paj pou pi plis pou ekriti kreyòl. E se te sitou pou zafè kiltirèl. Fòk nou di kanmenm nan lane 1963 gen de ebdomadè ki te parèt ann Ayiti an kreyòl sèlman. Youn se Bon Nouvèl ki se vwa legliz katolik, lòt la se Boukan ki te ekspresyon sektè pwotestan an. Avèk aparisyon mouvman patriyotik la pratik lengwistik ayisyen aletranje kòmanse chanje. Yo vin devlope abitid bay konferans an kreyòl. Patisipan nan rankont piblik tanmen egzije entèvenan pale ak asanble an kreyòl. Piti piti ayisyen nan dyaspora a vin santi yo pi alèz pou itilize lang matènèl yo nan sitiyasyon fòmèl. M te twouve li tou natirèl pou m fonksyone an kreyòl nan milye ayisyen an. Firamezi kolaborasyonm avèk mouvman patriyotik la ap grandi m vin ap pwodui tèks kreyòl pou jounal, revi ak radyo. Patisipasyon m nan gwoup kiltirèl Tanbou Libète mwen te fonde ak Michel-Rolph Trouillot te mennen m nan konpoze chante epi ekri pwezi kreyòl. Fòk mwen di gen yon mouvman kiltirèl ki te devlope an paralèl ak mouvman politik la pou sansibilize epi mobilize kominote ayisyen nan dyaspora a. Se konsa plizyè gwoup kiltirèl te fòme nan New York, Boston, North Miami, Montréal, Paris ak Bruxelles. Fòm atistik yo te itilize pou fè travay sa se : chante, pwezi, dans, mim ak teyat. Lang ki te pote pratik kiltirèl sa yo se te kreyòl sòf pou kèk eksepsyon kote ou ka jwenn detwa powèm franse ki soti nan yon gwoup kiltirèl Boston. Li posib tou pou tonbe sou youn osnon de chante an panyòl ki fè pati repètwa gwoup ki te baze ann Ewòp yo. Gwoup sa yo te gen ladan yo plizyè etidyan latno ameriken. Manm mouvman politik ak kiltirèl sa yo, ki te deside goumen pou liberasyon pèp ayisyen an anba diktati, te konprann pa t gen lòt chwa apa lang kreyòl la pou kominike. Chwa sa ka parèt pi klè lè nou sonje pousantaj moun ki pa t konn li ak ekri nan peyi a lè sa te anviwon 85%. Kidonk li te nòmal pou yon mouvman ki te adopte kòz majorite yon popilasyon ki konnen kreyol sèlman te pwodui nan sèl lang li fonksyone.

Kreyòl ak Invèsite

Apre ranvèsman diktati a ak depa Jean Claude Duvalier, nouvo kontèks demokratik la vin kreye plis ouvèti pou debat kesyon kreyòl la. Sa vin kapab fèt yon fason ki pi laj. Sa te bay tou opòtinite pou poze nesesite elaborasyon yon politik lengwistik k ap jere itilizasyon lang yo nan peyi a. Malgre gwo avanse ki fèt te toujou gen anpil retisans pou bay kreyòl la plas li merite. Lè Université Caraïbes ouvri pòt li ann Ayiti an 1988 li te youn, si se pa premye, nan enstitisyon edikasyon siperyè ki te pwopoze kou kreyòl e kou an kreyòl. Mwen sonje yon jou mwen t ab bay yon kou Introduction à la communication. Youn nan etidyan yo mande m poukisa m ap fè kou a an kreyòl. Mwen esplike l : 1) se paske se lang mwen metrize pi byen, kidonk sa pèmèt mwen transmèt mesaj la pi byen 2) kòm kreyòl se lang matènèl li mwen sèten aprantisaj la ka fèt pi byen bò kote pa l. Misye gade m, li gade m, li pa di anyen men mwen wè gen yon bagay k ap chifonnen lespri l. Lè mwen mande l si li pa konprann tou sa mwen di lan kou a li di wi li konprann. Lè m ensiste pou m konnen si li gen difikilte pou trape diferan konsèp kominikasyon yo fason mwen prezante yo a, li reponn li pa okenn difikilte. Alafen mwen mande l kote pwoblèm nan ye. Li di m ak regrè, li panse nan nivo inivèsite se an franse pou kou an te fèt. Mwen te rive konprann etidyan sa te santi mwen desann valè l lè mwen deside anseye l an kreyòl. Se pa fòt li. Se fason li jwenn y ap trete lang nan nan anviwonnman l depi li tou piti. Se depi lè sa prejije kòmanse enstale nan tèt timoun nan. E se pral tout yon batay pou chanje pèsepsyon negatif ki fin ankre nan sèvo l. Sa ki etonan e ki grav anpil se lefèt ane sa mwen jwenn yon etidyan nan kou kreyòl Faculté des Sciences Humaines ki pa okouran genyen yon òtograf kreyòl ofisyèl ki anvigè depi 1980. Etidyan an pa konnen depi septanm 1979 depite yo vote yon dekrèlwa pou otorize itilizasyon kreyòl nan lekòl kòm lang ansèyman e kòm matyè pou anseye. 31 janvye apre sa Minis Edikasyon National la voye sikilè ansanm ak kopi òtograf la bay tout direktè lekòl pou yo aplike desizyon otorite yo. Kesyon m ap poze : se kijan etidyan sa fè rive kote li rive a.

Eksperyans mwen fè nan kou Kominikasyon kreyòl Université Caraïbes lè mwen fenk retounen Ayiti te pèmèt mwen chanje apwòch pou kou Ekspresyon kreyòl mwen vin bay pi ta nan Faculté des Sciences Humaines. Pou premye seyans kou Kominikasyon kreyòl la, mwen te konn kite etidyan yo di tou sa yo panse sou kesyon kreyòl la, apre mwen fin prezante yo silabis la ak deskripsyon kou an. Metòd sa pa t mache twò byen, paske li te pran m twòp tan pou rekadre etidyan yo epi ekate nosyon ki pa kòrèk yo gentan trape sou kesyon an. Pou evite menm bagay la pa pase nan kou Ekspresyon kreyòl la mwen kòmanse seyans la ak yon powèm Georges Castera mwen ekri sou tablo a epi mwen mande yo reyaji. Tit powèm nan se *San*.

« Ann al gade s an koule

Suite à la page (15)

Zoukoutap

Libète ap pwomennen rèv anba gwo loraj
Anba lapli ak gwo van
Fredi anvayi vil la
Boutèy anlè,
Libète nwaye nan lokipasyon
Papa Desalin !
Peyi a ap vann solèy jounen
Peyi a ap dòmi bò chimen
Kolon touye tout kochon kreyòl
Yo mouri pandye bouch louvri

Ricarson Dorcé

De l'ingérence (internationale) à l'indécence politique (nationale) !

Par Jameson Primé

« Nous avons affaire ici à des personnes d›une insondable perversité et dont il importe de nettoyer la société ». (1)

Si les élections en Haïti ont toujours été un fiasco pour la population souffrante(événements de scandales, de chocs et de traumatismes), aujourd'hui encore, c'est toujours pareil, en ce « *temps de vide sociétal et politique* », suite aux scandales des (s)élections du « *9 Août* » et du « *25 Octobre* » 2015 consacrant des candidats mal élus - et donc des individus illégitimes - dans ce qui se veut être (par défaut) « *le parlement Haïtien* », suite à l'élimination du premier tour de la course à la présidence, compte tenu de fraudes massives par presque tous les camps politiques (selon les rapports des commissions successives d'évaluation), et suite aussi à l'installation de pouvoirs locaux, des communes dans des conditions très peu catholiques. L'indécence du « *dedans* » n'emboite t-il pas le pas à l'ingérence du « *dehors* » pour enfoncer Haïti de plus en plus dans l'inexistence (2) ?

Ici n'est-on pas en droit de se demander, par quelle audace les CEP (Conseil électoral provisoire) successifs sont-ils arrivés à valider dans une sorte d'indécence l'élection frauduleuse (ou du moins, la sélection) de maints candidats aucunement au-dessus de tout soupçon ? Comment des candidats qui se prétendaient élus en toute légalité et légitimité populaire se sont-ils permis d'investir la fonction parlementaire dans le dos de la constitution (3)? En quoi consiste en Haïti cette manière de (toujours) faire la politique à l'encontre de la loi ? Autrement dit, pourquoi l'action politique (même parlementaire) s'inscrit-elle généralement et de manière quasi unanime dans le vide légal et constitutionnel ?

Depuis toujours, ce qu'on appelle la « *communauté internationale* » a choisi son camp du coté de la « racaille politicienne » en Haïti. C'est en ce sens que Frédéric Thomas écrit dans son livre intitulé ***''L'échec humanitaire. Le cas haïtien''*** : « *Convenons-en, il n'y a pas d'État à Haïti, mais un club privé d'affaires aux mains de quelques politiques véreux, qui gèrent le pays comme leur portefeuille d'action. Les journalistes occidentaux se plaisent d'ailleurs à rappeler le sigle sous lequel les diplomates américains rangeaient l'oligarchie haïtienne ; MRE ou Morally Repugnant Elite (élite moralement répugnante). L'hypocrisie de la communauté internationale tient dans la présentation détachée de cette élite, comme si elle était le fruit exotique d'une situation à laquelle elle n'aurait aucune part, et qu'il suffirait de qualifier négativement cette élite pour effacer ses responsabilités. Car aussi répugnante que soit l'oligarchie haïtienne, jamais la communauté internationale n'a répugné traiter avec elle* » (4).

Et ceci se précise de plus en plus à chaque (s)élection, événement par lequel cette soi-disant Communauté internationale joue davantage de pions (politiques et économiques) pour arriver à la concrétisation parfaite de son « Projet » plus que séculaire, qui est de faire d'Haïti le territoire par excellence de la bêtise triomphante (5) (*Bienvenue dans la kleptocratie* !). Pour ce faire, les élections ont toujours été le lieu de prédilection, non seulement en faisant investir les Pouvoirs (et ou Responsabilités) d'État par des individus vides de légitimité dans une sorte de légalité par défaut (6)- ce qui ouvrira toujours la voie à des contestations légitimes de quelque soit le secteur -, mais aussi et surtout permettre qu'une brèche soit en permanence laissée pour toute sorte d'ingérence, vu les turbulences sociales et politiques qui en découleront(7).

Pour les élections du 9 Aout et du 25 Octobre 2015 organisées par le pouvoir d'alors, imposé par la dite communauté internationale dans une période de grande confusion lors des élections de 2010-2011, le mépris du peuple dans ses droits les plus fondamentaux n'a jamais été aussi marqué, l'indécence a fait montre de son triomphe social et politique sans aucune gêne. Ce pouvoir politique « *hors la loi* » jamais connu dans l'histoire d'Haïti s'est réclamé et comporté en ce qu'ils se nomment eux-mêmes des « *bandits légaux* ». Ces derniers étant, comme ils se réclament toujours, les dignes héritiers du duvaliérisme, des tontons macoutes qui se sont fait joindre par des « *Atoufè politik Lavalas* » et « *désespérés dégénérés* » de la sordidité politique en Haïti (8). L'ingérence de la dite communauté internationale a connu un autre degré d'impertinence, et ainsi plus qu'humiliante pour Haïti en tant qu'Etat lors des élections présidentielles de 2006 et 2010. L'imposition de présidents sous couvert d'une « certaine » légitimité populaire illégale (9).

Ainsi les forces politiques rétrogrades et la communauté internationale avaient joué de la rue et ses abonnés affamés, naïfs et surtout oisifs bambochards pour sonner la pagaille, créer la peur et imposer l'indécence comme ce qui fait sens au plus haut niveau de l'Etat par l'utilisation encore et toujours de groupes musicaux traditionnels appelés « BANN A PYE ». Ces derniers ne fonctionnent qu'au plus offrant, et sans état d'âme. La communauté internationale se charge parfaitement (par l'entremise d'acteurs-comptoirs politiques et économiques en tant que restes indomptés du colonialisme) du trouble et de la confusion politique en Haïti. Ce qui lui confère une fonction d'arbitrage dans le (ou du) champ politique où l'incapacité des principaux acteurs Haïtiens à disposer d'eux-mêmes permet qu'ils soient toujours soumis aux diktats des étrangers comme des enfants auxquels il faut absolument apprendre l'art d' « être » et de « faire ensemble ». Et ceci tout particulièrement dans le sens des « Autres ».

C'est en ce sens qu'il faut saisir la gravité de « *la question électorale* » sous commande internationale, et réaliser qu'il est plus qu'inconcevable que les Haïtiens puissent accepter que celle-ci soit mise en coupes réglées par des pays aux projets impérialistes assassins envers Haïti depuis des lustres(10). Ainsi, comment ne pas saisir dans sa grande profondeur de compréhension ce que relate N. Chomsky dans la tragédie d'Haïti lorsqu'il écrit: « [...] les Etats-Unis, qui étaient naturellement indignés et effrayés par *« la première nation au monde à faire valoir la liberté universelle pour toute l'humanité, révélant ainsi la définition limitée de la liberté adoptée par les révolutions française et américaine. »*

Voilà ce qu'écrit l'historien haïtien Patrick Bellegarde-Smith, décrivant avec exactitude «la terreur dans les états esclavagistes voisins, terreur peu soulagée par le combat d'Haïti pour sa libération, avec pertes et fracas, qui avait ouvert la voie à l'expansion vers l'ouest en forçant Napoléon à accepter l'achat de la Louisiane. Les Etats-Unis continuèrent à faire tout ce qu'ils pouvaient pour étouffer Haïti, allant jusqu'à soutenir la France dans son insistance pour que l'île paie un lourd tribut pour avoir commis le crime de se libérer, fardeau auquel elle n'a jamais échappé. (11) »

De ce fait, ce qu'on appelle la communauté internationale ne s'est jamais gêné de supporter et de valider l'absurdité politique en Haïti. Jouant toujours selon son bon vouloir au « pour » et au « *contre* », en imposant son objection même à l'élimination totale d'un processus électoral plus que grandement frauduleux (12). L'argument d'autorité reste le seul fait de l'avoir financé et qu'elle (la communauté internationale) ne financera pas une autre élection, si ce n'est qu'un second tour avec les candidats spécialement choisis pour des programmes spécifiques (13). De cette situation, Alain Reneault en dresse bien un tableau par lequel on peut voir et comprendre comment la communauté internationale en complicité avec des acteurs politiques locaux installent ensemble en Haïti, et dans le mépris total des souffrances du peuple, ce qu'il appelle : « *le désordre (qui) fait autorité* » (14).



Cette soi-disant Communauté internationale joue davantage de pions (politiques et économiques) pour arriver à la concrétisation parfaite de son « Projet » plus que séculaire, qui est de faire d'Haïti le territoire par excellence de la bêtise triomphante

Et contre cette absurde et absconse « *ingérence de la (dite) communauté internationale en Haïti*», les voix qui se sont élevées (comme) pour réclamer une prise de conscience (nationale) vers un renforcement ou un rapatriement de la souveraineté par la prise en charge citoyenne et nationale du coût des élections, celles-ci ne laissent entrevoir aucune véritable solution digne d'un geste élevé [« *de et pour* » la nation en gestation] dans les formes exposées de ceux-ci. De ce fait, en quoi et /ou comment peut-on expliquer ce geste de la sortie de l'ingérence qui tout autant se donne à voir comme une indécence ?

Pour répondre à cette question, on va évoquer quelques éléments fondamentaux sur lesquels il est important de réfléchir.

La proposition lancée par Maitre André Michel (appelé par certains « *l'avocat du peuple* ») de rapatrier le processus électoral (toujours d'une manière ou d'une autre sous tutelle ou obédience internationale) était déjà bel et bien celle de nombre d'Haïtiens qui ne cessaient d'évoquer et de faire voir une telle issue, comme plus qu'importante, pour contrer l'ingérence extérieure faite à Haïti depuis toujours par les puissances occidentales, et en particulier les USA.

La proposition en elle-même ne saurait être qualifiée de mauvaise, mais partir de soi par une déclaration (teintée d'exhibitionnisme) pour dire être disposé à y prendre part avec un montant de 100 000 gourdes relève en quelque sorte du « *Show off politique* ». C'est une erreur politique grave, dans la mesure où la proposition déjà implique une disposition personnelle de participation. Ainsi, rendre public du même coup d'un certain montant de participation ne laisse entrevoir aucunement un geste citoyen, mais au contraire un pion jeté dans le jeu politique toujours soupçonné d'être perverti et corrompu par l'argent. L'invitation à rendre effective une telle proposition ne devrait pas ouvrir la voie à la course au plus donnant.

C'est en quelque sorte dans ce jeu là qu'on semble se lancer sans que rien ne soit encore mis en marche pour une telle entreprise. Dans les lieux d'inscription de Maitre André Michel, certains défenseurs diront que «*charité bien ordonnée commence par soi-même* ». Oui, mais celle-ci ne doit en aucune manière jouir de publicité intentionnée ou intentionnelle. En ce sens, on peut répliquer en Haïtien du terroir imprégné de proverbes plein de sagesse pour dire: « *Sa men goch bay (oubyen ap bay), men dwat pa bezwen konnen* ».

Et ceci donne à voir une sorte d'indécence vis-à-vis du pays qui, je pense, ne souffre pas de manque d'argent pour organiser des élections, mais d'honnêteté et de crédibilité des acteurs politiques et des Responsables Publics qui devraient être constamment dans des postures éternelles et fières de Responsables d'Etat. Personne au sein du pays ne peut et ne doit s'arroger le droit et se targuer d'une manière ou d'une autre de faire (comme) de la charité à Haïti. Le « *devoir citoyen* » ne peut et ne doit aucunement (chercher à) jouir de publicités et privilèges politiques pour la jouissance unilatérale du pouvoir.

Si on prend le cas des douze sénateurs qui auraient offert deux mois de salaire parlementaire aux CEP pour contribuer à l'organisation des élections (15), c'est là encore quelque chose de ''*scandaleux*'' dans la mesure où ces derniers seraient placés pour faire des lois, respecter la loi le plus que possible, et veiller à ce qu'elles soient appliquées en bonne et due forme par les autres pouvoirs de l'Etat reconnus par la constitution pour en quelque sorte permettre la bonne marche des institutions dans le sens du « *bien-être collectif* ». Ils ne sont pas là pour inscrire leurs démarches dans des propositions politiques qui témoignent d'un vide des instances de la puissance publique dans ses Responsabilités d'Etat. Autrement dit, ils n'ont pas à emboiter le pas d'une logique d'actions politiques aux couleurs d'irresponsables en leur qualité d'Homme d'Etat.

Car l'irresponsabilité marque l'absence !

Pourquoi ne pas user des prérogatives constitutionnelles pour arrêter la machine de corruption roulant à toute vitesse sur la pente du clientélisme, du clan et de la petite clique au niveau de l'administration publique ? Pourquoi ne pas proposer la réduction de privilèges absurdes et abscons dont ils jouissent dans une sorte d'oisiveté presque totale (Une sinécure inconcevable !) pendant que le peuple ne cesse de patauger dans la crasse la plus humainement intenable ?

Ces problématiques sociopolitiques abordées avec sérieux projetteront l'image de ce que devrait être une véritable institution parlementaire où le débat invite les arguments informés et clairvoyants, pétris d'Humanité et du sens de la « *Responsabilité Nationale* », à prendre le dessus sur la médiocratie et la bêtise en liberté d'Etat.

Suite à la page (18)

Haïti : Le Tribunal Populaire, une nécessité historique

Communiqué du Regroupement des Haïtiens de Montréal contre l'Occupation d'Haïti (REHMONCO)

Le REHMONCO salue l'initiative des organisations progressistes et des mouvements sociaux haïtiens de mettre sur pied le TRIBUNAL POPUL AIRE CONTRE LA DOMINATION ET L'OCCUPATION, à l'occasion du 101ème anniversaire du débarquement des militaires étasuniens en Haïti.

L'idée de juger symboliquement la mainmise de l'impérialisme des États-Unis sur Haïti constitue un tournant capital dans la lutte du peuple pour retrouver sa souveraineté.

Ce tribunal permet, d'une part, de mettre à nu les crimes et les exactions commis pendant plus de 101 ans d'occupation et de domination; d'autre part, il constitue un lieu de réflexion et de discussion pouvant amener non seulement les classes exploitées mais aussi les étudiants à une plus grande conscience des verrous de la domination et de l'exploitation.

Cet aspect pédagogique du tribunal est essentiel dans la mesure où il peut jouer un rôle important dans la mobilisation des classes populaires en vue d'une véritable transformation de la société haïtienne.

Rappelons que la «pratique» du tribunal populaire n'est pas nouvelle. Celui qui, sans doute, est le plus connu est le Tribunal Bertrand Russel institué en 1966 et présidé par Jean-Paul Sartre. Son objectif : juger les crimes de guerres commis par l'impérialisme américain au Vietnam.

Depuis, d'autres tribunaux populaires ont vu le jour. Soulignons celui sur la Palestine pour juger les crimes de l'occupation sioniste, celui sur l'exploitation sexuelle, etc.

Dans sa forme actuelle, le tribunal populaire est avant tout une arme idéologique consistant à dénoncer et à condamner les crimes perpétrés par un système de domination. Ce système est bien entendu hors de la portée de toute juridiction officielle, laquelle constitue même l'une de ses composantes (Exemple : le Tribunal Pénal International).

Le tribunal populaire est donc une réponse légitime des peuples dans un monde sans justice, où l'acte de juger n'est qu'un instrument au service de ceux qui détiennent le pouvoir et la richesse.

Chez nous, comme dans beaucoup d'autres pays du Sud, ce tribunal populaire incarne à la fois une mémoire historique et une exigence de justice.

Une mémoire : dans la mesure où il nous rappelle et nous éduque sur la signification de la première occupation américaine de notre pays, une occupation dont l'objectif était de réduire notre économie et nos institutions dans un état de domination et de dépendance totale vis-à-vis de la république étoilée.

Conformément aux intérêts de Wall Street, les militaires américains dirigeaient directement le pays après avoir massacré plusieurs milliers de paysans. Pour assurer sa totale dépendance, l'économie nationale est inféodée à l'économie étasunienne. Au départ des marines, la domination se poursuit par l'armée fraichement constituée.

Mémoire également du milieu de notre XXe siècle ensanglanté, où l'impérialisme allié aux classes dominantes ont massacré, exproprié, réduit en un quasi esclavage notre classe paysanne.

Mémoire aussi du soutien systématique de l'impérialisme au régime sanguinaire des Duvalier, régime responsable du massacre de plus de cinquante mille compatriotes, particulièrement des paysans et des travailleurs.

Mémoire récente, déchirante, de la destruction de notre agriculture, de l'imposition des programmes d'ajustement structurel, du coup d'État de 1991, de la liquidation des industries nationales, du massacre des paysans de Jean-Rabel, de l'imposition du régime mafieux de Martelly, du carnage impuni et continu du choléra, etc.

Cette mémoire nous aide à comprendre pourquoi le pays se trouve dans l'état actuel.

Pourquoi depuis 1986, à la chute du régime de Duvalier qui maintenait la «stabilité politique», l'impérialisme joue pieds et mains pour prendre le contrôle et la destinée du pays?

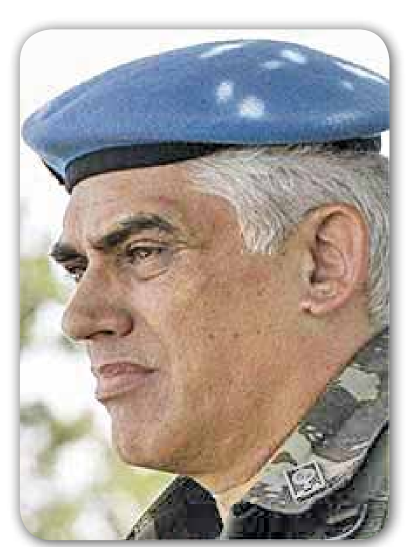
Face à tous ces crimes, à qui demander justice et réparation?

C'est bien l'objectif fondamental de ce tribunal populaire: paysans, paysannes, ouvriers, ouvrières, travailleurs, travailleuses et patriotes d'Haïti ont le droit de demander justice et réparations pour tous les crimes infligés par l'impérialisme et l'oligarchie.

Le REHMONCO salue fraternellement et patriotiquement les organisations progressistes, les militants et militantes qui ont pris l'initiative de ce tribunal et les encourage à renforcer la mobilisation populaire pour le procès en bonne et due forme contre l'impérialisme américain en Haïti.

Pour authentification
Renel Exentus
Ricardo Gustave

“Narco” Links and Opportunism:
What Wikileaked U.S. Cables Reveal about Guy Philippe and Evans Paul



MINUSTAH chief General Urano Teixeira da Matta Bacellar was found with a bullet in his head in his Port-au-Prince hotel room in January 2006. Dominican officials dismissed the official story that it was suicide, insisting he was killed by a sniper



Former Dominican President Leonel Fernandez (above) was convinced a sniper had killed MINUSTAH’s military chief in January 2006, and he suspected paramilitary leader Guy Philippe was involved

by Kim Ives

(The second of three articles)

Almost two years after the Feb. 29, 2004 coup d’état, Dominican President Leonel Fernandez had a 75-minute meeting with U.S. State Department Deputy Assistant Secretary Patrick Duddy on Jan. 11, 2006.

“Fernandez inquired about the circumstances surrounding the death of Brazilian Army General Urano Teixeira da Matta Bacellar,” reported U.S. Ambassador Hans Hertell in his Jan. 17, 2006 cable, classified “Secret,” on the meeting. Bacellar, the military chief of the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), was found dead in his hotel room at the Montana Hotel on Jan. 7, 2006 with a bullet in his head. “Duddy confirmed that all indications pointed to suicide. Fernandez expressed skepticism. He had met General Bacellar; to him, suicide seemed unlikely for a professional of Bacellar’s caliber. Fernandez said he believes that there is a small group in Haiti dedicated to disrupting the elections and creating chaos; that this group had killed MINUSTAH members in the past (a Canadian and a Jordanian, and now the Brazilian General); and that there would be more violence against MINUSTAH forces as the election date approaches. The President said he knew of a case in which a Brazilian MINUSTAH member had killed a sniper.”

Hertell went on to report that Fernandez, whose Dominican intelligence agents had investigated the killing, “believes that the Brazilian government is calling the death a suicide in order to protect the mission from domestic criticism. A confirmed assassination would result in calls from the Brazilian populace for withdrawal from Haiti. Success in this mission is vital for President Lula of Brazil, because it is part of his master plan to obtain a permanent seat on the U.N. Security Council.”

Despite Duddy’s pushback, Fernandez insisted “there was a cover-up of an assassination,” and he “was firm in this view,” the cable says.

Duddy was accompanied by Ambassador Hertell, who asked Fernandez “who might be behind such an attack.” Fernandez said “he did not know” but voiced his suspicions about “Haitian activist Guy Philippe” who had organized demonstrations against Fernandez’s visit to Port-au-Prince in December 2005 and “had people working for him inside [Haiti’s] National Palace,” Hertell wrote.

Fernandez reiterated that “entities within Haiti had killed MINUSTAH troops via sniper attack on previous occasions” and “their goal was chaos.”

The next day, Duddy met with Dominican Foreign Minister Carlos Morales Troncoso who told him that “he believed that the Haitian chief of security had been involved in arranging the demonstrations that occurred outside the palace,” Hertell reported in a confidential Jan. 23, 2006 cable.

“I saw Guy Philippe there,” at the demonstration, Troncoso told Duddy.

It is unclear from Hertell’s cables to which Palace Security Chief the Dominicans were referring. There are two possibilities. The first is Youri Latortue, who was a security chief and advisor (as well as nephew) to then Haitian de facto Prime Minister Gérard Latortue. Youri Latortue, who was recently reelected Senator in a highly controversial 2015 vote, is a close political ally of Guy Philippe and former President Michel Martelly. Accused by an eye-witness of leading the death-squad that fatally machine-gunned liberation theologian Jean Marie Vincent in August 1994, Youri Latortue is also described in the U.S. diplomatic cables as a “Mafia boss,” a “drug dealer,” and a “poster-boy for political corruption.”

The Dominicans may also have been referring to Bernard Elie, who also served as a Palace security chief. He was an ex-Haitian soldier who had been trained in the 1990s in Ecuador with Guy Philippe and other former soldiers. The trainees became an elite clique known as the “Ecuadorians” and came to occupy key posts in the Haitian National Police (PNH) and Palace Security.

Overall, it is entirely plausible that the Dominicans officials’ suspicions were justified that Guy Philippe “had people working for him inside” the National Palace, that he was involved the December 2005 demonstrations against Fernandez, and that he had snipers among his band of paramilitaries.

In recent weeks, as Philippe has declared war against the government of provisional President Jocelerme Privert, gunmen, and possibly snipers, have killed many policemen and civilians, and fired dozens of rounds at corporate buildings. After men claiming to work for him attacked the Aux Cayes police station on May 16, an arrest warrant for Philippe was issued, but he remains a Senate candidate, defiant, and free in the small coastal town of Pestel.

Much of the discussion that U.S. Embassy officials in both Haiti and the Dominican Republic were having in late 2005 and early 2006 centered around the upcoming Feb. 7, 2006 presidential elections that brought President René Préval to power.

For example, on Oct. 13, 2005, officials of the U.S. Embassy in Haiti met with “moderate Lavalas” leaders Louis Gérald Gilles, Rudy Hériveaux, Yvon Feuille, Sorel François, and Jonas Coffy, who were promoting the candidacy of Marc Bazin, the former World Bank official who had been Jean-Bertrand Aristide’s principal opponent in the Dec. 16, 1990 election and was later a Prime Minister under the 1991-1994 coup government.



Paramilitary leader Guy Philippe ran for president in 2006, receiving less than 2% of the vote. Today, he is running for the Haitian Senate, hoping to use parliamentary immunity to avoid arrest

When asked if there were “certain candidates [who] will cause trouble if the elections do not go their way,” the group “unanimously responded that Evans Paul, Guy Philippe, and [former soldier and renegade Lavalas Senator] Dany Toussaint can be counted upon to agitate, possibly violently, if their campaigns are unsuccessful,” wrote U.S. Ambassador to Haiti Timothy Carney in an Oct. 21, 2005 secret cable.

Indeed, both Evans Paul, under the banner of the Democratic Alliance Party, and Guy Philippe, under that of the National Reconstruction Front (FRN), ran for president in the 2006 election. Evans Paul ended up garnering 2.49% of the vote while Guy Philippe got a paltry 1.92%.

In 2006, their unpopularity was so evident that neither “agitated” too much against the vote. But today, both Paul and Philippe are unhappy that an Independent Verification Commission found the Oct. 25, 2015 presidential polling was fraudulent. They are both openly working to derail new elections now scheduled for Oct. 9, 2016. Toward that end, they are both directing their followers and troops in a paramilitary and political campaign to destabilize and uproot President Privert.

(To be continued)

“People’s Tribunal” Launched in Haiti to Commemorate 101 Years of U.S. Occupation



On Jul. 28, hundreds marched from Fort National to the Stenio Vincent Auditorium to take part in a People’s Tribunal on U.S. Occupation/ Domination

by Mark Schuller

Thu., Jul. 28, when Hillary Rodham Clinton took to the stage to accept the Democratic nomination to be the first female candidate of a major political party for president, was also the 101st anniversary of the U.S. military occupation of Haiti that lasted 19 years.

Hundreds of people took to the streets and filled a gym named after president Stenio Vincent, who negotiated the departure of the U.S. Marines in 1934, to launch the People’s Tribunal on U.S. Occupation/Domination. The march began at Fort National, of historic significance. Equally significant was the rapprochement of various segments of Haiti’s progressive movements, often fragmented along political lines.

As the U.S. is gearing towards what will almost certainly be an expensive, combative, and highly charged general election, Haitian authorities have rescheduled elections for Oct. 9. While some praised interim President Jocelerme Privert for declaring financial independence from the U.S., vowing to hold the elections without U.S. funding, this assertion of sovereignty was eroded as much of the $55 million budgeted for the elections will go to foreign firms to print the ballots. Privert’s tightening of the state’s belts has asphyxiated the already fragile public sector, notably education and health care. The State University of Haiti is in a prolonged crisis deepened Jul. 29 by the arrests of protestors occupying the administrative building, and doctors at the State Hospital have been on strike for months.

These contemporary struggles underscore the stakes in the efforts to re-unify the Haitian left. And they also underscore the need for a historical analysis and reparations. Without naming them all, here are six contemporary legacies of the first 1915-1934 U.S. Occupation:

1/ Creating a new constitution that gave foreigners the rights to land in Haiti. Today, land rights – intimately linked with food sovereignty – remains one of the biggest struggles. International projects – free trade zones, export-oriented agriculture like Agritrans, high-end tourist development such as that at Île-à-Vache, or mining – threatens this right.

2/ Creating an army – which had devastating consequences of human rights violations and massacres, not to mention setting the stage for the Duvalier dictatorship.

3/ Appropriating wealth – the U.S. stole $500,000 in gold reserves on Dec. 17, 1914, right before the Occupation. During the occupation, National City Bank took control of Haiti’s central bank. Since this time, Haiti’s financial management remains under international agencies’ rule.

4/ Centralizing political and economic power in Port-au-Prince. Regional economies were undermined as nearly all wealth and all industries were developed in the capital. Political power was also centralized. These factors contributed to the hyper-urbanization, and certainly after the killing of the Haitian pig population in the early 1980s. The 2010 earthquake exposed the consequences of this centralization in the “Republic of Port-au-Prince.”

5/ Fanning the conflict with other neighboring countries, certainly the Dominican Republic – it is not coincidence that the Dominican state chose the date of 1929, wherein if someone was born after this date their citizenship status was revoked in 2013. The U.S. occupied both sides of the island for several years, triggering a migration of Haitian laborers to cut Dominican sugar cane. Since Jun. 18 of last year – where tens of thousands were either expelled or left ‘voluntary’ fearing mob violence – this situation has become a crisis and massive human rights violation.

6/ Submitting the country under international agencies’ tutelage – many in Haiti argue that the Occupation that began 101 years ago has never stopped. The 1915 military occupation prepared the ground for foreign control of development and fiscal policies. Haitian sovereignty has been eroded ever since. The debt claimed by international agencies was the opening for what used to be called “Structural Adjustment” programs, where international agencies forced the country to be open to foreign products, especially U.S. rice. In effect, Haiti was turned into a dumping ground for the U.S. and neighboring countries. In addition to this direct control, the 1915 Occupation prepared the country for what Sauveur Pierre Etienne called an “invasion of NGOs.” After the earthquake, Haiti was often called a “republic of NGOs” undermining state capacity and authority. This “humanitarian occupation” is accompanied by a U.N. invasion. These troops, who have brought cholera to the country with several documented cases of rape and sexual assault, have immunity.

The march, several hundred people strong, gained strength as it wound its way through low-income neighborhoods where several onlookers, handed a cartoon depicting an emaciated Haitian man feeding an already bloated Uncle Sam, joined. David Oxygène,

continued on(15)

LES JEUX OLYMPIQUES DU XXÈME SIÈCLE, LA GUERRE PAR D'AUTRES MOYENS !

Par Chems Eddine CHITOUR

« Le spectacle du monde ressemble à celui des Jeux olympiques : les uns y tiennent boutique ; d'autres paient de leur personne ; d'autres se contentent de regarder. » - **Pythagore**

Un feuilleton dans le droit fil de l'anomie du monde. Les Occidentaux veulent interdire les Jeux olympiques à la Russie pour cause de dopage avéré sous la supervision directe des autorités russes. Avant de tenter d'y voir clair, nous allons décrire l'histoire des Jeux olympiques, l'avènement du dopage, une ancienne méthode de triche. Ensuite nous expliquerons pourquoi la décision du CIO est injuste, enfin nous ferons le constat de l'anomie du monde.

Les Jeux olympiques symboles de paix

Les Jeux olympiques ont accompagné la civilisation grecque. A une période de l'année tous les quatre ans les cités se déclaraient la paix. Ce sont des concours sportifs organisés entre les cités grecques antiques créés au cours du VIIIe siècle av. J.-C. et perdurent pendant plus de mille ans. On fixe traditionnellement les derniers jeux en 393 ap. J.-C. après l'interdiction de l'empereur Théodose sous les conseils d'Ambrose l'évêque de Milan. (1)

Tenir mille ans, c'est dire si cette manifestation sportive a eu du souffle. Près de 1500 ans plus tard, les Jeux olympiques ont été réhabilités dans une forme différente. Pierre de Coubertin fut l'un de ceux qui participèrent à la réhabilitation. Ce dernier nous dit l'encyclopédie Wikipédia « Fervent partisan de la colonisation » - « dès les premiers jours, j'étais un colonial fanatique » il voit dans le sport, à l'instar de nombreuses élites de la IIIe République, un instrument utile de « disciplinisation des indigènes ». (1)

« Pour certains, Coubertin est, de surcroît, clairement raciste : « Les races sont de valeur différente et à la race blanche, d'essence supérieure, toutes les autres doivent faire allégeance ». Fidèle en cela à une vision inclusive des indigènes ayant l'apanage d'une certaine force physique, dont l'homme occidental lui apprend à se servir. Cette vision du monde ne se limite d'ailleurs pas aux seuls domaines colonial et ethnique ; elle frise parfois l'eugénisme. Pour lui, toute société est divisée entre forts et faibles. « Il y a deux races distinctes : celle au regard franc, aux muscles forts, à la démarche assurée et celle des maladifs, à la mine résignée et humble, à l'air vaincu. » (1)

Il n'est pas étonnant de ce fait que les Jeux olympiques de 1936 eurent lieu dans une Allemagne hitlérienne et que personne ne trouva à redire quand Hitler ne voulut pas serrer la main de Jesse Owen qui rafla les médailles de la course à pied. On dit aussi que le baron Pierre de Coubertin, y assista, fasciné par le Führer qui lui aurait octroyé une pension.

Le dopage dans les jeux : une histoire toujours d'actualité

S'agissant du dopage, durant les Jeux olympiques anciens, les athlètes suivent un régime et une hygiène stricts. Initialement, le régime est commun (pain d'orge, de bouillie de froment, de noix, de figues sèches et de fromage frais). Pausanias mentionne qu'au milieu du Ve siècle, l'entraîneur Dromeus de Stymphale, ancien vainqueur olympique, introduit un régime carné plus adapté. L'hygiène de l'athlète consiste à



Les jeux olympiques actuels sont un outil de pression, une arme de l'Empire contre tous ceux qui ne plient pas

prendre un bain puis s'enduire le corps d'huile d'olive et le saupoudrer de sable afin de régulariser sa température et le protéger du soleil.(1)

« C'était les premières tentatives d'augmenter les performances musculaires autrement que par l'exercice physique. La disqualification de Ben Johnson provoque donc une sorte de séisme olympique à forte visibilité médiatique, et le monde entier prend soudain conscience du problème du dopage. Pourtant, le dopage dans le sport, et plus particulièrement aux Jeux olympiques, est loin d'être un phénomène nouveau. De tout temps, l'homme a en effet cherché à augmenter ses capacités physiques par l'absorption de diverses substances : ainsi, durant les Jeux de l'Antiquité grecque, les concurrents consommaient de grandes quantités de viande pour augmenter leurs chances de victoire, ce qui était interdit et sanctionné. Les sauteurs mangeaient de la viande de chèvre en raison des aptitudes de cet animal alors que les lanceurs et les lutteurs préféraient la viande de boeuf. » (1)

Pour ce qui est des Jeux modernes, Thomas Hicks, vainqueur du marathon en 1904 à Saint-Louis, ne put rallier l'arrivée que grâce à l'« aide » de son entraîneur qui lui fit deux injections de sulfate de strychnine et lui fit avaler une bonne rasade de cognac français. À cette époque, on ne parle pas de dopage et Hicks est félicité pour sa victoire. On commence à parler de dopage en 1928 : la Fédération internationale d'athlétisme interdit le recours à des substances stimulantes ; mais il n'existe ni moyens de contrôle ni règlements spécifiques en la matière ; cette interdiction demeure très symbolique, le respect de celle-ci relevant donc de la seule rigueur morale des concurrents. Une pratique « dopante » se répand dans les années 1930 : comme le déficit en oxygène limite les performances dans les sports d'endurance, les Japonais inaugurent l'inhalation d'oxygène avant les compétitions. Puis les hormones synthétiques s'invitent aux Jeux dans les années 1950. »(2)

« En 1960, le cycliste danois Knud Enemark Jensen décède, prétendument victime d'une insolation, dans la course contre la montre par équipes de 100 kilomètres : l'autopsie révèle des traces d'amphétamines, dont l'absorption est plus sûrement là [...] En 1967, le CIO a interdit l'utilisation de drogues améliorant la performance dans la compétition olympique. Lors des Jeux olympiques d'été de 1968 ; le CIO officialise les contrôles antidopage et oblige les femmes à se soumettre à des tests de féminité. En 1989, le CIO met en place les contrôles inopinés. Le premier athlète olympique contrôlé positif pour utilisation de drogues améliorant la performance est Hans-Gunnar Liljenwall, un athlète suédois pratiquant le Pentathlon moderne. Lors des Jeux olympiques d'été de 1968, il perd sa médaille de bronze pour consommation d'alcool. Il est le seul athlète à être contrôlé positif pour une substance interdite aux Olympiques de 1968. »(2)

« Le cas le plus connu



d'usage de drogues est le vaste programme de dopage des athlètes en Allemagne de l'Est de 1970 à 1980. Durant tous les jeux qui se sont déroulés, aucun pays n'est épargné et il est malvenu de donner des leçons. Le CIO prend les devants dans la lutte contre les stéroïdes, lorsqu'il crée une Agence mondiale antidopage (AMA) indépendante en novembre 1999. Cette lutte antidopage se ressent dès les Jeux olympiques d'été de 2000 et Jeux olympiques d'hiver de 2002 où, alors que les Jeux ne sont pas encore terminés, plusieurs médaillés en haltérophilie et au ski de fond furent disqualifiés en raison d'avoir échoué à un test antidopage. Pendant les Jeux olympiques d'été de 2012, plus de 6 000 contrôles ont été effectués. Les contrôles d'urines tests sanguins ont été utilisés dans un effort coordonné pour détecter les substances interdites et les récentes transfusions sanguines. Avant même le début des Jeux de Londres, 107 athlètes furent écartés. » (2)

Participation de la Russie aux JO de Rio

On dit que le CIO soumis à de multiples pressions, surtout de l'Agence mondiale antidopage (AMA) et l'agence américaine antidopage (Usada) a décidé de laisser les fédérations décider à sa place Le CIO a pris une sage décision concernant la suspension ou la participation de la Russie aux JO : cette décision est très flottante sur le plan juridique. Mais comme l'intérêt est ailleurs... le dimanche 24 juillet, le CIO a rendu une décision qui ne plaît pas aux nouveaux combattants de l'intégrité sportive. En voici les éléments les plus intéressants. Dès le début, le CIO reconnaît que l'enquête n'a pas respecté les droits de la défense et n'a que survolé le dossier, en le justifiant par les contraintes liées à l'urgence - ce qui met déjà en doute « l'indépendance » et la pertinence de la commission McLaren. Toutefois, rejetant formellement le principe de la responsabilité collective, le CIO demande aux Fédérations internationales de se prononcer sur la composition des délégations russes par sport. Mais les Fédérations internationales, elles, sont libres d'appliquer la responsabilité collective, comme le fait la Fédération internationale d'athlétisme. »(3)

Le deux poids, deux mesures du CIO

Il n'empêche que la décision n'est pas juste : « En rendant cette décision, le CIO, qui s'appuie tout d'un coup sur le droit, viole au passage plusieurs principes juridiques universellement reconnus. Le CIO exige que seuls les athlètes russes n'ayant jamais été touchés par une affaire de dopage puissent participer aux JO de Rio. Même s'ils ont été sanctionnés auparavant et que la durée de la sanction est passée. Autrement dit, un athlète suspendu pour deux ans, par exemple, pour dopage il y a cinq ans, ne pourra pas participer aux JO alors que sa peine a expiré. C'est totalement illégal. Imaginez qu'un homme soit condamné pour vol... et privé de ses droits à vie. Par l'exigence précédente, le CIO viole également le principe d'égalité. Car des sportifs non-russes ayant été condamnés pour dopage et ayant passé le temps de leur disqualification pourront participer aux JO de Rio. Tous les sportifs ne sont donc pas sur un pied d'égalité. La « présomption d'innocence » ne peut donc leur être appliquée dans ce cas. L'affaire sort de la volonté de l'agence américaine antidopage Usada de s'attaquer au sport russe. C'est elle qui lance l'AMA, qui demande par la presse la suspension de la Russie, qui soutient « les transfuges » qu'elle s'est payée en les personnes de Rodchekov et Stepanova. Cette même hargne se voit au sein de la Fédération internationale d'athlétisme dont le président, le Britannique Sebastian Coe, a été changé au bon moment, en 2015, pour lancer toute l'affaire. (...) Même lorsque le verdict est tombé, ils n'ont pas baissé les bras, et l'AMA et l'Iaaf ont proposé immédiatement aux autres fédérations de les aider à bien « choisir » les sportifs russes qu'ils laissent passer ». (3) Il y a à n'en point douter deux poids, deux mesures car les athlètes russes sont soumis au triple contrôle. Ne jamais avoir été contrôlé positif même si on a purgé sa peine. Avoir subi des contrôles crédibles hors Russie et ne pas être porté sur une liste secrète élaborée par l'expert Mc Laren réputé être indépendant. En clair ne sont concernés nommément que les athlètes russes et pas ceux des autres nations qui ont été contrôlés positifs par le passé.

Les Jeux olympiques comme un outil de la nouvelle Guerre froide

Il n'est pas étonnant que l'on parle des Jeux olympiques comme outil de la nouvelle Guerre froide. : « Le sixième principe fondamental de l'olympisme (non-discrimination de toute nature, y compris sur la nationalité et l'opinion politique) semble être oublié depuis longtemps. Dans la Grèce antique, la compétition des meilleurs athlètes a été en mesure de mettre fin à une guerre et servir comme un pont de compréhension entre deux ennemis récents. Mais au cours du XXe siècle, les Jeux olympiques sont devenus une arme politique. En 1980, les États-Unis et leurs alliés ont boycotté



Le plus important pour la Russie, c'est que son drapeau défile avec ses athlètes au vent à la cérémonie d'ouverture ; ce que les pays occidentaux Etats Unis et Europe ont à tout prix voulu empêcher dans cette grande messe mondiale.

les Jeux à Moscou comme une protestation contre les troupes soviétiques qui étaient entrées en Afghanistan à la demande du gouvernement légitime de ce pays (en revanche, les Jeux olympiques de l'Allemagne nazie de 1936 ont eu lieu comme d'habitude, sous les applaudissements du monde civilisé). » (4)



« Le 8 mai 2016, le programme CBS 60 Minutes a diffusé une émission au sujet du dopage en Russie. Les interviews tournaient autour de l'enregistrement des conversations entre un ancien membre du personnel de l'Agence antidopage de Russie (Rusada), Vitaly Stepanov, et l'ex-directeur du laboratoire antidopage de la Russie à Moscou, Grigory Rodchenkov. Ce programme était le quatrième épisode d'une longue série à propos de la prétendue existence d'un système pour soutenir le dopage dans le sport russe. Quelques jours plus tard, le New York Times a publié une interview avec Rodchenkov. C'est l'ancien fonctionnaire qui affirme qu'un programme de dopage soutenu par l'État était actif aux Jeux olympiques de Sotchi et que la commande de ce programme était venue presque directement du président russe. » (4)

Pourquoi la guerre encore et toujours ?

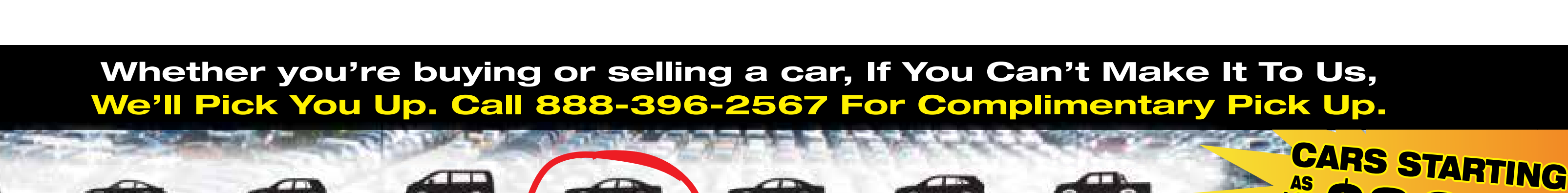
L'hégémonie planétaire des Etats-Unis ne doit jamais être remise en cause. De ce fait, tout sera fait par les vassaux de l'Empire et par les médias mainstream pour maintenir cet état de tension. Dans une contribution remarquable, Paul Craig Roberts parle à la fois de la malhonnêteté des journalistes, mais aussi de la colère de Poutine concernant les boutefeux.

Il écrit : « (..) Toute personne informée sait qu'il n'y a pas besoin d'une force de défense contre la Russie dans les pays baltes et en Pologne. Cela mis à part, seul un imbécile total peut penser que 3000 ou 4000 soldats (...) Récemment, le président Poutine a carrément passé un savon aux médias occidentaux prostitués qui attisent les flammes de la Troisième Guerre mondiale en répétant sans les remettre en question les mensonges propagandistes de Washington. Ces mensonges sont irresponsables. Ils mettent en danger toute vie sur la planète Terre. Pendant ma vie, des présidents américains ont travaillé à réduire les tensions entre les deux grandes puissances nucléaires. JFK a travaillé avec Khrouchtchev pour désamorcer la situation dangereuse provoquée par l'installation de missiles américains en Turquie et, en réponse, le placement de missiles russes à Cuba. Le président Nixon a donné naissance à SALT I, le traité de limitation des armes stratégiques et le traité ABM [sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques, NdT]. Le président Carter a travaillé à SALT II ».(5)

« Le président Reagan a négocié avec Gorbatchev la fin de la Guerre froide, la réalisation la plus prometteuse du XXe siècle. Les régimes de Clinton, George W. Bush et d'Obama ont fait tout ce qui était possible pour exacerber les tensions entre les puissances nucléaires à des hauteurs dépassant celles des jours les plus dangereux de la Guerre froide. Le régime malfaisant de Clinton a trahi la promesse du gouvernement des États-Unis,ruinant ainsi l'honneur de ce même gouvernement, en amenant l'Otan aux frontières de la Russie. Le régime funeste de George W. Bush a retiré les États-Unis du traité ABM et a réécrit leur doctrine militaire afin de faire passer les armes nucléaires d'un instrument de rétorsion à une arme de première frappe. Cet acte insensé a mis les Russes en garde. Le régime diabolique d'Obama vise à placer des missiles nucléaires aux frontières de la Russie, en Pologne et en Roumanie, et a manigancé un coup d'État en Ukraine dans l'intention de priver la Russie de sa base navale dans la mer Noire en Crimée. (5)

« Le 18 juillet, le président russe Vladimir Poutine avait exhorté l'Agence mondiale antidopage à présenter des preuves des accusations

Suite à la page (16)





3,000 QUALITY PRE-OWNED CARS

READY TO DRIVE AWAY TODAY!

GET PRE-QUALIFIED IN SECONDS AT MAJORWORLD.COM WITHOUT IMPACTING YOUR CREDIT SCORE


'12 CHEVY SONIC
BUY FOR: $5,995
PLUS TAX & TAGS
Stk# 20964, 32k mi.


'12 FORD ESCAPE
BUY FOR: $5,995
PLUS TAX & TAGS
72k miles, Stk#7278


'15 NISSAN VERSA
BUY FOR: $7,495
PLUS TAX & TAGS
Stk#22078, 11k mi.


'07 ACURA MDX
BUY FOR: $7,995
PLUS TAX & TAGS
104k miles, Stk#10125


'13 TOYOTA COROLLA
BUY FOR: $7,995
PLUS TAX & TAGS
48k miles, Stk#23027


'14 NISSAN SENTRA
BUY FOR: $7,995
PLUS TAX & TAGS
4k miles, Stk#12691


'12 HONDA ACCORD
BUY FOR: $8,995
PLUS TAX & TAGS
32k miles, Stk#1223


'13 NISSAN ALTIMA
BUY FOR: $8,995
PLUS TAX & TAGS
27k miles, Stk#19051


'14 HYUNDAI SONATA
BUY FOR: $8,995
PLUS TAX & TAGS
42k miles, Stk#17885


'13 CHEVY MALIBU
BUY FOR: $8,995
PLUS TAX & TAGS
35k miles, Stk#8357


'13 TOYOTA CAMRY
BUY FOR: $9,495
PLUS TAX & TAGS
28k miles, Stk#17946


'14 FORD FUSION
BUY FOR: $9,995
PLUS TAX & TAGS
19k miles, Stk#22534


'15 VOLKSWAGEN JETTA
BUY FOR: $9,995
PLUS TAX & TAGS
21k miles, Stk#25068


'15 TOYOTA COROLLA
BUY FOR: $10,995
PLUS TAX & TAGS
11k miles, Stk#22424


'14 TOYOTA CAMRY
BUY FOR: $10,995
PLUS TAX & TAGS
52k miles, Stk#21929


2014 HONDA ACCORD
BUY FOR: $11,995
PLUS TAX & TAGS
Stk#22987, 33k mi.


'14 NISSAN MAXIMA
BUY FOR: $12,995
PLUS TAX & TAGS
30k miles, Stk#18077


'15 NISSAN ALTIMA
BUY FOR: $12,995
PLUS TAX & TAGS
Stk#20624, 7k mi.


'13 NISSAN ROGUE
BUY FOR: $12,995
PLUS TAX & TAGS
22k miles, Stk#22503


'14 HONDA CRV
BUY FOR: $14,995
PLUS TAX & TAGS
33k miles, Stk#21947


'13 TOYOTA SIENNA
BUY FOR: $14,995
PLUS TAX & TAGS
26k miles, Stk#11973


'15 HONDA ACCORD
BUY FOR: $15,995
PLUS TAX & TAGS
13k miles, Stk#25130


'14 TOYOTA RAV4
BUY FOR: $15,995
PLUS TAX & TAGS
26k miles, Stk#22240


'12 JEEP GRAND CHEROKEE
BUY FOR: $16,995
PLUS TAX & TAGS
20k miles, Stk#1934


'15 CHRYSLER 300 LTD
BUY FOR: $16,995
PLUS TAX & TAGS
23k miles, Stk#22238


'13 FORD EXPLORER
BUY FOR: $17,888
PLUS TAX & TAGS
27k miles, Stk#20434


'14 BMW 320X
BUY FOR: $17,995
PLUS TAX & TAGS
33k miles, Stk#22334


'14 NISSAN PATHFINDER
BUY FOR: $18,995
PLUS TAX & TAGS
31k miles, Stk#24402


'14 MERCEDES C CLASS
BUY FOR: $18,995
PLUS TAX & TAGS
28k miles, Stk#20433


'14 HONDA PILOT
BUY FOR: $19,995
PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 9k miles, Stk#10085


'13 MERCEDES E CLASS
BUY FOR: $19,995
PLUS TAX & TAGS
52k miles, Stk#17256


'12 MERCEDES ML-350
BUY FOR: $22,995
PLUS TAX & TAGS
48k miles, Stk#18214


'15 INFINITI Q50
BUY FOR: $23,995
PLUS TAX & TAGS
Stk#25528, 30k mi.


'13 LEXUS GS350
BUY FOR: $23,995
PLUS TAX & TAGS
Stk#16079, 48k mi.


'13 BMW X5
BUY FOR: $26,995
PLUS TAX & TAGS
47k miles, Stk#13791


'13 MERCEDES GL-450
BUY FOR: $39,995
PLUS TAX & TAGS
45k miles, Stk#2320

Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!

MAJORWORLD.com

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101

CARFAX

Look for this logo when buying your car.

TAKE THE R M SUBWAY TO 46TH ST STOP IN QUEENS



Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ††All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. §Will match maximum refund up to $3,000 must show proof of tax return. See dealer for details. Offers cannot be combined. NYC DCA#2003442, DMV#7117189. Publication date: 8/03/16. Offers expire 48 hours after publication.

WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET • EASY FINANCING! BEST CHANCE TO GET APPROVED IS HERE! EASY FINANCING! ††

WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET • EASY FINANCING! BEST CHANCE TO GET APPROVED IS HERE! EASY FINANCING! ††

Entrevue du Président Bachar al-Assad à la chaîne américaine NBC News ! 1ère partie

En ce 14 juillet 2016, où le peuple français a eu à souffrir du même terrorisme qui déchire et bafoue quotidiennement la Syrie depuis plus de cinq ans, dans un contexte d'hypocrisie meurtrière d'une grande majorité de dirigeants régionaux et occidentaux, la chaîne américaine NBC News a publié un entretien accordé par le Président syrien à son journaliste Bill Neely. Pour préparer son questionnaire [1], M. Neely nous dit qu'il a visionné les vidéos et lu les transcriptions de presque tous les entretiens accordés par le Président syrien ces dernières années, en plus d'avoir bénéficié des suggestions de toute l'équipe de NBC News, « y compris celles qui occupent l'esprit de beaucoup de gens ». Il a retenu de l'entretien : « Je lui ai dit qu'il était un dictateur brutal avec le sang de centaines de milliers sur les mains. Il a répondu à cela. Il n'a pas flanché. Je présume que c'est un homme qui avait déjà entendu toutes ces questions ». Quel scoop !

À lire les points essentiels retenus par nos médias aux ordres, nous pouvons nous demander s'ils s'intéressent, un peu plus que M. Neely, à ce qui préoccupe « l'esprit des gens » et surtout s'ils écoutent les vraies réponses aux sujets qu'ils refusent d'aborder.

Admettront-ils, un de ces jours, que la guerre des Syriens est de défendre la Syrie contre le terrorisme, tandis que la guerre des coalisés à Washington, Paris et Londres, est de la détruire par ce même terrorisme qu'ils ont excellemment utilisé, nourri et soutenu, avant qu'il ne se retourne contre eux ? Retiendront-ils, contrairement à M. Neely, que diaboliser le Gouvernement et l'Armée nationale syrienne ne dissipera pas la peur qui s'est emparée de nous ? Ou bien se contenteront-ils de continuer à nous servir des insanités du style des rédacteurs de Libération ; lesquels osent encore commenter, en ces termes, la mort de plus de 120 civils, ce 19 juillet, à Manbej, une ville au nord d'Alep, par une supposée bavure [2] : « Cette bavure de la coalition internationale fait le jeu à la fois du gouvernement syrien et de l'Etat islamique, qui se sont rapidement emparés de l'information pour leur propagande... Selon des témoins sur place en contact avec Libération, l'implication de l'aviation française serait fausse. Cette accusation du régime syrien révèle tout de même sa volonté de s'attaquer à la France. Et pour Bachar al-Assad, d'appuyer sa volonté de participer à la coordination des frappes de la coalition internationale » ? Rien que ça !

Nous aurons compris qu'ils n'ont pas encore reçu les ordres pour tenir compte du message évident du Président syrien malgré l'arrogance et le nombrilisme de M. Neely : aidez-nous à combattre les terroristes pour les empêcher de retourner chez vous. Faites en sorte de ne pas nourrir leur arsenal et surtout leur idéologie.

Nous aurons compris que nos dirigeants n'ont toujours pas renoncé à leur projet initial et que le « bon boulot », défini initialement par Laurent Fabius, consiste toujours à tuer plus de Syriens.

Puissent les blessés se remettre au plus vite. Puissent les victimes innocentes, ici et ailleurs, reposer en paix. Puissent leurs familles surmonter la douleur de leur absence [NdT].

* * *

Bill Neely : Monsieur le Président, nous vous remercions de nous avoir reçus et de permettre à NBC de vous poser quelques questions importantes.

Le Président al-Assad : Vous êtes les bienvenus à Damas.



Le Président Bachar al-Assad interviewé par Bill Neely de NBC News

Bill Neely : Il y a quelques semaines, vous avez dit devant les membres du Parlement syrien que vous reprendriez chaque pouce de la Syrie. Le Département d'État américain a qualifié cette déclaration de « délirante ». Vous êtes loin de gagner cette guerre, n'est ce pas, sans même parler de reprendre chaque pouce de la Syrie ?

Le Président al-Assad : En fait, l'Armée syrienne a fait beaucoup de progrès récemment, ce qui est le but de toute armée ou de tout gouvernement. Je ne pense pas que cette déclaration des États-Unis soit pertinente. Elle ne reflète ni le respect du droit international et de la Charte des Nations Unies, ni le respect de la souveraineté d'un pays ayant le droit de contrôler l'ensemble de son territoire.

Bill Neely : Mais, à votre avis, combien de temps vous faudra-t-il pour gagner cette guerre ?

Le Président al-Assad : Vous parlez d'une question liée à nombre de facteurs, le facteur le plus important étant : « Combien de temps les soutiens de ces terroristes vont-ils continuer à les soutenir, en particulier la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite, avec l'appui de certains pays occidentaux, y compris les États-Unis ? ». Si ce soutien cessait, cela ne prendrait pas plus de quelques mois.

Bill Neely : Pas plus de quelques mois ? Voyez-vous, je me suis trouvé ici une dizaine de fois et j'ai entendu vos responsables dire : « Il faudra un mois pour reprendre Homs… Il faudra six mois pour reprendre ailleurs… » Cela prend toujours plus de temps. Donc, d'un point de vue réaliste, cela prendra des années. Non ?

Le Président al-Assad : Voilà pourquoi j'ai dit que cela dépend de l'importance du soutien que les terroristes vont continuer à recevoir et de l'importance de leur recrutement en Turquie grâce à l'argent saoudien, pour toujours en expédier un plus grand nombre en Syrie. Leur but est de prolonger la guerre. Ils peuvent la prolonger tant qu'ils le voudront et ont déjà réussi à ce faire. Si bien que la réponse dépend de votre question. Si vous parlez du temps qu'il faudra pour régler le conflit, en tant que conflit syrien isolé, cela ne prendra pas plus de quelques mois. Mais si vous en parlez comme d'un conflit où interviennent nombre de puissances régionales et internationales, comme c'est le cas aujourd'hui, cela prendra beaucoup de temps et nul ne peut répondre à votre question. Nul ne sait comment la guerre va évoluer.

Bill Neely : Il y a un an, la guerre évoluait tout autrement. Dans l'un de vos discours, vous avez dit que vous étiez à court de troupes et que vous aviez dû renoncer à certaines zones à contrecœur. Qu'est-ce qui a changé depuis ? Est-ce l'intervention de la Russie ? Voilà la vraie raison du tournant pris par cette guerre, n'est-ce pas ? Le fait que la Russie soit de votre côté.

Le Président al-Assad : Certainement, le soutien russe à l'Armée syrienne a fait pencher la balance contre les terroristes.

Bill Neely : C'est le facteur crucial ?

Le Président al-Assad : Il l'est, sans aucun doute. En même temps, la Turquie et l'Arabie saoudite ont envoyé plus de troupes depuis que cette intervention légale de la Russie a commencé. Mais, malgré ce fait, ce fut le facteur crucial, comme vous venez de le mentionner.

Bill Neely : Donc, vous devez beaucoup au Président Poutine.

Le Président al-Assad : Tout le monde sait quels sont ceux qui se sont tenus à nos côtés : les Russes, les Iraniens, et même les Chinois, chacun à sa manière, qu'elle soit politique, militaire ou économique, car il ne s'agit pas d'une question à facteur unique. Vous ne pouvez donc pas parler uniquement de la puissance de feu ou des ressources humaines. C'est une question à plusieurs facteurs. Tous ces pays ont soutenu la Syrie, à côté d'autres pays qui l'ont soutenue à un degré moindre.

Bill Neely : Est-ce que le président Poutine a exigé quelque chose de vous ? Quel est le « deal » ?

Le Président al-Assad : Il n'a rien demandé.

Bill Neely : Rien ?

Le Président al-Assad : Pour deux simples raisons : la première est que leur politique est fondée sur des valeurs, ce qui est très important ; la deuxième est qu'actuellement nos intérêts sont communs parce qu'ils combattent les mêmes terroristes qu'ils auraient à combattre en Russie. Nous combattons des terroristes qu'il faudra peut-être combattre en Europe, aux États-Unis et partout ailleurs dans le monde. Mais la différence entre le Président Poutine et les autres responsables occidentaux est qu'il le voit clairement, alors que les autres responsables en Europe, et plus généralement en Occident en sont incapables. Voilà pourquoi son intervention repose à la fois sur des valeurs et sur l'intérêt du peuple russe.

Bill Neely : Vous vous parlez souvent ?

Le Président al-Assad : Quand il le faut. Nous nous parlons directement ou par l'intermédiaire de nos fonctionnaires réciproques.

Bill Neely : Pour exemple, combien de fois vous vous êtes parlé cette année ?

Le Président al-Assad : Je ne les ai pas comptées. Nous nous sommes parlé à plusieurs reprises.

Bill Neely : Comment décririez-vous votre relation avec lui ?

Le Président al-Assad : Très franche, très honnête, respect mutuel.

Bill Neely : Mais il ne vous a rien demandé, c'est bien le cas ?

Le Président al-Assad : Rien du tout.

Bill Neely : Parce que le soupçon est que la Russie puisse travailler de concert avec les États-Unis. Le secrétaire d'État Kerry devant rencontrer Vladimir Poutine ce jeudi à Moscou, le soupçon est qu'ils en viennent à une sorte de « deal » qui pourrait porter de mauvaises nouvelles pour vous.

Le Président al-Assad : Tout d'abord, concernant la première partie de votre question, si Poutine voulait me demander quelque chose, il me demanderait de combattre les terroristes, parce que c'est là que résident ses intérêts en tant que Président d'un pays tel que la Russie. Ensuite, concernant cette allégation qui revient de temps à autre afin de suggérer que les Russes et les Américains se sont réunis et se sont entendus sur l'avenir de la Syrie, les responsables russes ont déclaré clairement, et à maintes reprises, que la question syrienne dépend du peuple syrien. Hier encore, le ministre Lavrov a dit : « Nous ne pouvons pas nous asseoir avec les Américains pour définir ce que veulent les Syriens. C'est une question syrienne et seul le peuple syrien peut définir l'avenir de son pays et comment résoudre son problème ». Le rôle de la Russie et des États-Unis est d'offrir l'atmosphère internationale susceptible de protéger les Syriens de n'importe quelle ingérence. Le problème est que les Russes sont honnêtes, tandis que les Américains n'ont rien offert dans ce domaine ; mais cela ne signifie pas qu'ils décident de ce que nous avons à faire en tant que Syriens.

Bill Neely : Donc, juste pour être clair, ni le ministre des Affaires étrangères Lavrov, ni le Président Poutine, ne vous ont jamais parlé de transition politique et du jour où vous aurez à quitter le pouvoir ? Ce n'est jamais arrivé ?

Le Président al-Assad : Jamais, parce que, comme je l'ai dit, cela dépend du peuple syrien. Seul le peuple syrien décide qui peut être Président, comment il arrive au pouvoir et quand il doit le quitter. Ils ne m'ont jamais dit un seul mot à ce sujet.

Bill Neely : Et vous n'avez donc pas la moindre inquiétude que la rencontre entre le Secrétaire Kerry et Vladimir Poutine aboutisse à une entente qui pourrait vous obliger à quitter le pouvoir ?

Le Président al-Assad : Non, parce que contrairement à la politique américaine, la politique russe ne repose pas sur la conclusion d'accords, mais sur des valeurs. C'est en raison de ces principes différents que je ne vois pas ce genre d'entente entre les Russes et les Américains.

Bill Neely : Pourtant, il n'y a pas que la Russie qui bombarde vos ennemis, ce qui est sûr est que les États-Unis en font autant. Accueillez-vous favorablement les frappes aériennes américaines contre l'EIIL [État Islamique en Irak et au Levant] ?

Le Président al-Assad : Non, parce qu'elles ne sont pas légales.

Bill Neely : Elles ne sont pas légales pour la Russie non plus. N'est-ce pas ?

Le Président al-Assad : Non. Premièrement, les Russes sont invités légalement et officiellement par le gouvernement syrien. Tout gouvernement a le droit d'inviter tout autre pays à l'aider dans n'importe quel domaine. Par conséquent, les frappes russes sont légales en Syrie, tandis que les frappes américaines et évidemment celles de tous leurs alliés ne le sont pas. Deuxièmement, depuis l'intervention russe, le terrorisme, disons-le, a subi une régression ; alors qu'avant cela et au cours de l'intervention illégale des Américains et de leurs alliés, l'EIIL et le terrorisme étaient en expansion et s'étendaient sur de nouvelles zones syriennes. Ils ne sont pas sérieux. Je ne peux donc pas accueillir favorablement leur manque de sérieux et leur présence illégale en Syrie.

Bill Neely : Des milliers de missions, des centaines de frappes aériennes, et les États-Unis ne sont pas sérieux en Syrie ?

Le Président al-Assad : La question ne relève pas du nombre de frappes, mais du résultat. Telle est la question. La réalité du terrain dit que depuis le début des frappes aériennes américaines, le terrorisme s'est étendu et s'est renforcé, non l'inverse. Il n'a diminué que quand les Russes sont intervenus. C'est cela la réalité. Nous devons parler des faits et non seulement des actions superficielles qui ont été menées.

Bill Neely : Donc, les frappes aériennes américaines sont inefficaces et contre-productives ?

Le Président al-Assad : Oui, d'une certaine façon. Lorsque le terrorisme est en croissance, les frappes sont contre-productives. C'est exact.

Bill Neely : A qui la faute ? Est-ce une faute militaire, ou bien est-ce tout simplement le Président Obama qui n'a pas été, disons-le, suffisamment impitoyable ?

Le Président al-Assad : Non, il ne s'agit pas d'être impitoyable, mais d'être authentique. Il s'agit des intentions réelles. Il s'agit du sérieux et de la volonté. Les États-Unis n'ont pas la volonté de vaincre les terroristes. Ils veulent les contrôler et les utiliser en tant que carte comme ils l'ont fait en Afghanistan. Ce qui se reflète sur le terrain militaire. Si vous comparez les résultats de plus de 120 à 130 frappes aériennes russes sur quelques zones en Syrie, aux 10 à 12 frappes américaines avec tous leurs alliés en Syrie et en Irak, vous constateriez que leur résultat est non significatif, militairement parlant, et que cette inefficacité militaire traduit leur volonté politique.

Bill Neely : Selon votre propre expression, il y avait la « volonté politique » de vous écarter du pouvoir. Telle était la volonté de Washington. Il semble que ce ne soit plus le cas. Avez-vous une idée pourquoi les États-Unis ont apparemment changé d'avis sur votre avenir ?

Le Président al-Assad : Non, parce que le problème avec les responsables américains est qu'ils disent quelque chose, masquent leurs intentions, et avancent dans une autre direction. Ils disent quelque chose, puis disent son contraire. Vous ne pouvez donc pas parler de leurs vraies intentions. Ce dont je suis sûr est qu'ils n'ont pas de bonnes intentions à l'égard de la Syrie. Peut-être sont-ils en train de manœuvrer ou de modifier leurs tactiques. Mais, ce que je crois est

Suite à la page (18)

La convention démocrate : Sanders couronne une journée de tromperie et de démagogie !

Par Barry Grey

Bernie Sanders a terminé sa tâche assignée de chercher à canaliser la colère de masse et l'opposition de la classe ouvrière derrière le Parti démocrate à l'élection présidentielle 2016 avec un discours lundi soir qui a couronné une journée de fraude et de démagogie politique.

Plus tôt dans la journée, Sanders a été hué quand il a dit lors d'une réunion de ses délégués et partisans devant la salle de congrès de Philadelphie qu'ils devront faire avancer sa « révolution politique » en votant pour Hillary Clinton. En réponse à l'éruption de colère et de dégoût de sa propre périphérie, Sanders a déclaré cyniquement : « C'est un monde réel dans lequel nous vivons. »

Lui, bien sûr, avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour veiller à ce que ce « monde réel » exclût l'émergence d'un mouvement indépendant de la classe ouvrière contre le système capitaliste de plus en plus haï, et restait politiquement étranglée par la domination de deux partis militaristes de droite de l'aristocratie financière et patronale.

Les développements avant l'ouverture officielle de la convention avaient déjà souligné le caractère réactionnaire de la campagne que Hillary Clinton envisage de mener et du gouvernement dont elle sera à la tête si elle remporte l'élection en novembre. En réponse à la révélation, par l'intermédiaire de courriels divulgués, du complot de ses alliés à la direction du Comité national démocrate pour saboter la campagne de Sanders dans les primaires, les aides de Clinton ont accusé, sans fournir aucune preuve, que la Russie avait orchestré cette fuite afin d'installer son larbin supposé, Donald Trump, à la Maison blanche.

Cela fait partie d'un effort pour déborder sur sa droite le fascisant Trump en l'accusant d'être « mou » à l'égard du président russe Vladimir Poutine parce qu'il dit ne pas vouloir attaquer la Russie en défense des alliés de l'OTAN à la frontière occidentale de la Russie, ainsi que d'être insuffisamment agressif dans la préparation d'une guerre contre la Chine.

La journée a également mis en haut de l'affiche un discours flatteur par Clinton à la convention nationale des anciens combattants de droite pro-guerre des Vétérans de Guerres à l'étranger dans lequel Clinton a couvert de louanges le républicain faucon de guerre John McCain. La veille, le président Obama avait clairement exprimé l'orientation des démocrates en faveur des républicains mécontents en louant une longue liste d'anciens titulaires républicains dans un entretien sur le programme de télévision « Face the Nation ». Il a étoffé cela en classant Ronald Reagan parmi les « plus grands présidents de l'Amérique ».

Au cours des travaux de lundi à l'intérieur du Wells Fargo Center, l'un après l'autre représentant de la classe moyenne aisée s'est levé pour louer Clinton comme une combattante infatigable en faveur de l'égalité et de la justice. Les divers éléments de la politique identitaire étaient exhibés, avec les intervenants Afro-Américains, Hispaniques, femmes, homosexuels et handicapés se succédant pour louer ce symbole largement détesté de l'establishment politique, qui est personnellement impliqué dans des crimes de guerre qui ont tué des millions de gens, et tristement célèbre pour ses relations corrompues avec Wall Street.

Mais il revenait à Sanders de




Trump et Sanders

terminer la tâche de mettre la réalité à l'envers en présentant Clinton et le Parti démocrate comme des combattants pour les intérêts des gens ordinaires. Son discours était un étalage de cynisme et de malhonnêteté purs. À l'entendre parler, on n'aurait jamais su pourquoi il s'est opposé à Clinton en premier lieu.

Tenter d'énumérer tous les mensonges et contradictions flagrants dans son discours consommerait des dizaines de pages. Il suffit à ce stade de noter que si ses déclarations élogieuses au sujet de Clinton étaient vraies, sa propre campagne serait incompréhensible, tout comme le large soutien qu'il avait reçu. La base des 13 millions de voix dont il se vantait dans ses remarques était le désir passionné de masses de travailleurs et de jeunes pour une alternative à la politique réactionnaire avec laquelle Clinton a été associée pendant plus de trois décennies.

L'exercice de fraude politique de Sanders semblait être fondé sur l'hypothèse que le peuple américain souffre d'amnésie collective. Mais les faits sont les faits. La dernière fois que les Clinton ont occupé la Maison-Blanche, ils ont présidé une période de corruption financière sans précédent.

Le gouvernement de Bill Clinton était la période de « l'exubérance irrationnelle », quand les taux d'intérêt extrêmement bas ont assuré une augmentation de 400 pour cent du marché boursier. Toutes les politiques des Clinton, du démantèlement de la loi Glass-Steagall et tout ce qui restait de la réglementation bancaire, à la destruction du programme fédéral de l'aide sociale, menèrent à un vaste enrichissement de l'élite patronale et financière. Ce fut la période qui a produit Enron et l'explosion de la rémunération des PDG. Tous les processus qui ont conduit à l'effondrement financier et la dépression de 2008, avaient mûri sous les Clinton.

Malgré toutes les dénonciations de Trump par Sanders, le fait est que l'ascension politique du magnat milliardaire de l'immobilier ne fut possible qu'en raison de la désillusion des masses et de la frustration envers l'hypocrisie et les politiques de droite du Parti démocrate.

Une chose qui a été particulièrement frappante à propos du discours de Sanders était l'absence de ne serait-ce qu'une seule référence à la politique étrangère. Il n'a pas dit un mot sur le rôle de Clinton, alors sénatrice, en soutien de l'invasion et de l'occupation de l'Irak en 2003, ou de son rôle de ministre des affaires étrangères pour soutenir le bombardement de la Libye et assassiner son dirigeant Mouammar Kadhafi, ainsi que d'une horrible effusion de sang, en Syrie pour obtenir un changement de régime et le bellicisme de plus en plus agressif envers la Chine et la Russie.

Sanders a eu le culot de présenter son soutien retentissant pour Clinton (« Hillary Clinton fera un président remarquable et je suis fier d'être à ses côtés ce soir ») comme la poursuite de sa « révolution politique » contre la « classe des milliardaires ». Cette soi-disant

Suite à la page (14)

Hillary Clinton : élection d'une espionne étrangère à la présidence des États-Unis ?

Par James Petras*



Hillary Clinton

Au cours des 4 ans où elle a occupé le poste de secrétaire d'État (2009-2014), Hillary Clinton contrôlait la politique étrangère des États-Unis. Elle avait accès à l'information et aux documents d'état les plus confidentiels : des dizaines de milliers venant des principaux ministères et organismes gouvernementaux, du renseignement, du FBI, du Pentagone, du Trésor et du bureau du président.

Elle avait un accès sans restriction aux informations vitales et secrètes touchant à la politique étasunienne concernant toutes les régions clés de l'empire.

Aujourd'hui, les critiques contre Mme Clinton mettent l'accent sur les aspects techniques : ses violations de procédures et des lignes directrices du Département d'Etat concernant le traitement des correspondances officielles, ses mensonges éhontés à propos de l'utilisation de son serveur courriel privé pour des affaires d'Etat, y compris la violation des lois fédérales concernant le maniement de documents classés hautement confidentiels, la dissimulation de documents officiels au regard de la loi sur La liberté de l'information (Freedom of information Act) et l'organisation de son propre système, en marge de la surveillance officielle, règlement auquel tous les autres fonctionnaires sont soumis.

Pour de nombreux analystes, par conséquent, la question est d'ordre procédural, moral et éthique. Mme. Clinton s'était érigée au-dessus et au-delà des normes de discipline du Département d'état. Cette preuve de son arrogance, de sa malhonnêteté et de

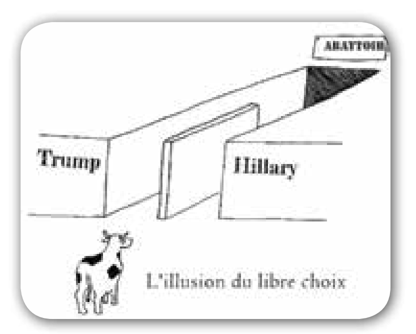
Suite à la page (14)

Hillary, le « moindre mal » : une impression de déjà vue !

Par Fausto Giudice

« Politiquement, la faiblesse de l'argument du moindre mal a toujours été que ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal »

Annah Arendt



De Mikael Moore à Uri Avnery, un seul cri semble résonner à travers la planète bien-pensante/libérale/progressiste (PBPLP) : il faut voter pour Hillary, afin d'éviter la catastrophe Trump ! Bien sûr, Hillary aussi fait peur, mais moins que l'homme orange. Donc, elle représente le moindre mal. N'étant pas citoyen des USA, je n'aurai donc pas à choisir entre ces deux maux en novembre 2016, mais, vu que le président des USA est censé être l'homme – ou la femme – le plus puissant de la planète, tout habitant de la planète doit avoir son mot à dire sur cette affaire.

Personnellement, ce n'est pas la première fois que je suis témoin d'une telle situation électorale, où les BPLP appellent à voter pour un moindre mal afin de conjurer un mal encore pire. Souvenez-vous de cette étonnante manifestation parisienne du Premier Mai 2002, où l'écrasante majorité

Suite à la page (15)

Suite de la page (13) Hillary...

son flagrant mépris des règles devrait la disqualifier de la charge de président des États-Unis. Alors que des révélations sur sa mauvaise utilisation de documents officiels, son système privé de communication et de correspondance, ainsi que sa destruction des dizaines de milliers de ses échanges officiels, y compris des documents hautement confidentiels, sont des questions importantes qui méritent une investigation. Toutefois ceci ne répond pas à la question politique primordiale : Pour le compte de qui la Secrétaire d'état Clinton exerçait-elle les affaires de politique étrangère des États-Unis, à l'insu de la surveillance du gouvernement ?

La signification politique et la motivation des crimes de Clinton contre l'État

La manipulation illégale et privée par la Secrétaire d'état Clinton de documents officiels a suscité une enquête majeure du FBI concernant la nature de ses activités. Cette enquête est distincte de l'enquête menée par le Bureau de l'Inspecteur général et implique des violations de sécurité nationale.

Il y a plusieurs directions à l'enquête contre Mme. Clinton :

1. A-t-elle travaillé avec des gouvernements et des services de renseignement étrangers - encore inconnus - dans le but de renforcer leurs positions contre les intérêts des États-Unis ?

2. A-t-elle fourni des informations sur les opérations et les positions politiques des différents décideurs étasuniens, à des concurrents, adversaires ou alliés, minant les activités des militaires, du renseignement et des fonctionnaires du Département d'Etat ?

3. A-t-elle cherché à rehausser son pouvoir personnel au sein de l'administration étasunienne pour forcer sa politique agressive de guerres préventives en série, sur et contre des fonctionnaires vétérans du Département d'Etat et du Pentagone qui étaient favorables à la diplomatie traditionnelle et une confrontation moins violente ?

4. A-t-elle préparé une « équipe secrète » à l'aide d'un opérateur étranger ou de double nationalité, afin de jeter les bases de sa candidature à la présidence et son but ultime, le pouvoir suprême politique et militaire ?

Contextualiser les opérations clandestines de Clinton

Il ne fait aucun doute que Mme Clinton a échangé des documents et des lettres officiels de faible et de majeure importance, par l'intermédiaire de son système de courriel privé. Des communications familiales et même intimes pourraient avoir été transmises par le même moyen.

Mais la question essentielle est qu'un grand volume d'informations gouvernementales hautement confidentielles arrivait à Clinton par un « canal dérobé » privé, non-sécurisé, lui permettant de conduire les affaires d'Etat en secret avec ses correspondants.

Qui exactement étaient ces correspondants, parmi ceux de la secrétaire d'état Clinton, les plus durables, persistants et influents ? Quels types d'échanges avaient cours, pour qu'ils exigent le contournement d'une surveillance normale, tout en manifestant une insouciance condamnable pour la sécurité ?

Les politiques de guerre clandestine de Clinton, qui comprenait le renversement violent du gouvernement ukrainien normalement élu, ont été menées par son « lieutenant », la Sous-secrétaire d'État Victoria Nuland, un virulent vestige néo-conservateur de la précédente administration Bush, quelqu'un d'engagé à provoquer la Russie et à rehausser la puissance d'Israël au Moyen-Orient. L'idée originale « très dangereuse et économiquement déstabilisante de Clinton, de militairement encercler la Chine, la dite politique de « pivot vers l'Asie », aurait nécessité des échanges clandestins avec des éléments du Pentagone – en dehors de la surveillance du Département d'État et éventuellement du contrôle.

En d'autres termes, dans le circuit politique de Washington, l'escalade par la Secrétaire Clinton des politiques de guerre nucléaires contre la Russie et la Chine exigeait des correspondances secrètes qui ne se conformaient pas nécessairement avec les politiques et les estimations du renseignement d'autres agences gouvernementales étasuniennes et des intérêts commerciaux privés.

Clinton s'est profondément engagée dans des échanges privés avec plusieurs régimes politiques étrangers peu recommandables, dont l'Arabie saoudite, Israël, le Honduras et la Turquie, concernant des activités secrètes violentes et illégales. Elle a travaillé avec des parties grotesquement corrompues de l'opposition du Venezuela, de l'Argentine et du Brésil.

La correspondance de Clinton avec les forces armées du Honduras et les oligarques brutaux, ont conduit au coup d'Etat militaire contre le président élu Zelaya, aux conséquences violentes et à l'élection bidon d'une marionnette pliable. Compte tenu de la campagne gouvernementale des escouades de la mort contre des militants de la société civile hondurienne, Clinton voudrait certainement couvrir son rôle direct dans l'organisation du coup d'Etat. De même, Mme. Clinton aurait détruit ses communications avec le président turc concernant les opérations de renseignement, et l'appui des terroristes-mercenaires islamistes en Syrie et en Irak.

Les courriels de la secrétaire Clinton auraient montré son engagement vis-à-vis des Saoudiens, alors qu'ils avaient brutalement envahi le Bahreïn et le Yémen pour réprimer les organisations civiles indépendantes et des rivaux politiques régionaux.

Mais l'engagement au long terme et à grande échelle de Clinton avec Israël va bien au-delà de ses discours publics de loyauté et de vassalité à l'Etat juif. Toute la carrière politique d'Hillary Clinton a été intimement dépendante de l'argent sioniste, la propagande médiatique de masse sioniste et les opérations du Parti démocratique sionistes.

En échange de la dépendance de Clinton au soutien politique de la configuration du pouvoir sioniste aux États-Unis, elle serait devenue le principal canal d'informations confidentielles des États-Unis vers Israël et la courroie de transmission pour la promotion de politiques centrées sur Israël au sein du gouvernement des États-Unis.

L'ensemble complexe des liens et des correspondances Clinton-Israël a compromis les services de renseignement étasuniens, le Département d'Etat et le Pentagone. La secrétaire Clinton a mis en œuvre des moyens extraordinaires pour servir Israël, même en portant atteinte aux intérêts des États-Unis. Il est bizarre qu'elle ait recouru à de telles mesures grossières, comme la mise en place d'un serveur de courriels privé pour conduire les affaires de l'État. Elle a allègrement ignoré la politique et la supervision officielle du Département d'État et transmis plus de 1.300 documents confidentiels et 22 documents hautement confidentiels très sensibles liés au Special Access Program (Programme d'accès spécial). Elle a détaillé des documents militaires et de renseignement sur les politiques stratégiques des États-Unis sur la Syrie, l'Irak, la Palestine et d'autres régimes vitaux. Le rapport de l'Inspecteur général indique « qu'elle avait été avertie » à propos de ses pratiques. Si ses actions ne sont pas poursuivies comme de la haute trahison, c'est uniquement dû à la mainmise extraordinaire de Tel Aviv et de la cinquième colonne israélienne aux États-Unis sur le gouvernement et la justice étasuniens. C'est le comble de l'hypocrisie que les lanceurs d'alertes au sein du gouvernement aient été persécutés et emprisonnés par l'administration Obama pour avoir fait part au système de surveillance de l'Inspecteur général de leurs préoccupations, alors que la secrétaire Clinton est en route pour devenir présidente des États-Unis !

Conclusion

Beaucoup parmi les plus grands critiques de Clinton, dont deux douzaines d'anciens agents de la CIA, ont forgé le mythe présentant l'infraction principale d'Hillary comme de la « négligence » dans le traitement de documents officiels et ses tromperies délibérées vis-à-vis du gouvernement comme insignifiantes.

Ces critiques ont banalisé, personnalisé et moralisé ce qui est en fait un comportement étatique délibéré et hautement politisé. Mme la secrétaire d'état Hillary Clinton n'a pas du tout été « négligente dans l'usage d'un serveur de messagerie non-sécurisé ». Si Clinton était engagée, était en liaison politique avec des fonctionnaires étrangers, elle a délibérément utilisé un serveur de messagerie privée pour éviter la détection politique par les organes de sécurité au sein du gouvernement des États-Unis. Elle a menti au gouvernement des États-Unis sur l'utilisation et la destruction de documents officiels de l'Etat parce que les documents étaient des échanges politiques entre un traître et son hôte.

Les 22 plus importants rapports secrets sur les « programmes d'accès spéciaux » que Clinton avait manipulés au moyen de son ordinateur privé fournissaient à des gouvernements étrangers les noms et les dates d'agents opérateurs et mandataires étasuniens, et ont permis des contremesures infligeant des pertes se comptant en milliards de dollars, en dommages à des programmes et possiblement en pertes de vies.

Le Rapport de l'Inspecteur général (IGP) traite uniquement des méfaits en surface. Le Federal Bureau of Investigations (FBI) a franchi une étape supplémentaire dans l'identification des liens politiques, mais rencontre d'énormes obstacles de la part des alliés domestiques d'Hillary dans la poursuite d'une enquête criminelle. Le FBI, dont le directeur est nommé par la voie politique, a subi une série de défaites dans ses tentatives d'enquêter et de poursuivre l'espionnage en faveur d'Israël, y compris dans l'affaire d'espionnage AIPAC - Rosen et Weismann -, ainsi que dans son opposition à la libération du notoire espion israélo-étasunien, Jonathan Pollard. Le pouvoir des sionistes au sein du gouvernement a mis un terme à leur enquête sur une douzaine d'espions israéliens capturés aux É-U juste après les attentats du 11 septembre 2001 existe.

Le choix de Clinton de mener des communications privées secrètes, en dépit de plusieurs années de mises en garde par le Département d'état lui enjoignant de se conformer aux strictes règles de sécurité, est une indication de sa base de pouvoir sioniste, et non pas un simple reflet de son hubris personnel ou de son arrogance individuelle.

Clinton a divulgué des documents et du matériel classés hautement confidentiels plus vitaux que ceux qu'avait communiqués Jonathan Pollard. Le président Obama et d'autres hauts responsables du Cabinet partagent ses alliances politiques, mais ils opèrent par des canaux « légaux » et sans compromettre de personnel, de missions, de financements ou de programmes.

La direction exécutive doit maintenant se confronter au problème de comment réagir face à un traître, qui serait peut-être le candidat du Parti démocrate à la présidence, sans porter atteinte à la quête des États-Unis au pouvoir mondial. Comment les dirigeants de l'exécutif et les agences du renseignement peuvent-ils soutenir un espion étranger comme président, alors qu'elle a été profondément compromise et peut être soumise à un chantage ? Cela peut expliquer pourquoi le FBI, la NSA et la CIA hésitent à porter plainte ; hésitent même à enquêter sérieusement, malgré le caractère évident de ses infractions. Plus que tout cela explique pourquoi il n'y a aucune indication sur l'identité des correspondants de la secrétaire Clinton dans les différents rapports disponibles à ce jour.

Comme Sherlock Holmes disait : « Nous entrons dans des eaux profondes, Watson » *James Petras est professeur Bartle (émérite) de sociologie à l'Université de Binghamton, New York.

Information Clearing House June 07, 2016
Traduction Alexandre MOUMBARIS
Relu par Marie-José MOUMBARIS
Comité Valmy 16 juin 2016

Suite de la page (13)

« révolution » s'est avérée avoir comme but la remise en selle d'une démocrate à la Maison blanche, accompagnée d'une majorité démocrate à la chambre des Représentants et au Sénat. Sanders est resté muet sur la décision de la campagne de Clinton d'accorder à l'ancien maire républicain multimilliardaire de New York, Michael Bloomberg, une intervention en première partie de soirée mercredi soir pour déclarer son soutien à Clinton.

Non seulement Sanders, mais toutes les différentes organisations de la classe moyenne – International Socialist Organisation, Socialist Alternative, Solidarity, et le Green Party – qui l'ont promu sont maintenant politiquement responsables des conséquences.

Les leçons politiques de l'expérience Sanders doivent être tirées. Comme cela a été si souvent le cas par le passé, le Parti démocrate devient le cimetière d'un mouvement de protestation sociale, avec Sanders remplissant le rôle des pompes funèbres. Les avertissements prononcés à plusieurs reprises par le Socialist Equality Party (Parti de l'égalité socialiste) et le World Socialist Web Site, qui ont insisté pour dire que Sanders ne fut pas le représentant d'un mouvement de révolte sociale, mais plutôt l'instrument pour contenir et dissiper ce mouvement, ont été entièrement confirmés.

La campagne du Parti de l'égalité socialiste et ses candidats à la présidence et vice présidence, Jerry White et Niles Niemuth est la seule campagne dans cette élection qui est véritablement indépendante de la politique capitaliste et qui avance un programme socialiste révolutionnaire.

Wsws 26 juillet 2016

Suite de la page (13)

de la gauche et de l'extrême-gauche exprimaient leur choix de voter Chirac pour faire barrage à Jean-Marie le Pen. A Paris, ils furent 500 000 et un million et demi dans toute la France. Et le 5 mai, Jacques Chirac fut élu. Le début de son deuxième mandat fut marqué par le refus éclatant de participer à l'invasion de l'Irak ; alors que, parallèlement, l'armée française intervenait en Côte d'Ivoire. Et son mi-mandat fut marqué par le référendum du 29 mai 2005 sur le Traité constitutionnel européen, rejeté par la majorité des votants "contre toute attente". Les Néerlandais et les Irlandais ont à leur tour rejeté cette "constitution" bruxelloise. Bruxelles a autant tenu compte de ces "non" que le gouvernement Tsipras a tenu compte, dix ans plus tard, du "non" des Grecs au programme de destruction de leur pays concocté à Paris, Bruxelles, Francfort, La Haye et Berlin. On a repris le texte du Traité de Mastricht, on l'a trituré et on l'a refourgué comme "Traité de Lisbonne". Mais comme il ne s'agissait plus d'une "constitution", il n'était plus nécessaire de la soumettre à référendum. Bref, même si la présidence suivante, celle de Sarkozy, pouvait faire regretter celle de Chirac, avec tous ses ratés, celle-ci n'a pas été vraiment brillante.

Mais revenons aux USA. La campagne électorale actuelle avec son duel du siècle entre l'homme orange et la dame blonde, m'en évoque une autre, dont j'ai été le témoin lointain. Flash back.

Cela se passait en 1964. Le vice-président démocrate texan Lyndon Baines Johnson, dit LBJ, avait pris la succession du John Kennedy suite à son assassinat à Dallas le 22 novembre 1963. Après avoir éliminé aux primaires démocrates le gouverneur raciste de l'Alabama, George Wallace, il affronte le Républicain Barry Goldwater, un homme de l'Arizona plutôt progressiste en début de carrière qui s'est progressivement déporté de plus en plus à droite, allant jusqu'à proposer d'en finir avec ces salopards de Rouges vietnamiens en leur balançant une ou plusieurs bombes atomiques. Johnson, qui a pris la suite de Kennedy pour mener la sale guerre au Vietnam, préfère s'en tenir à des méthodes plus civilisées, qui ne feront "que" quelques millions de morts vietnamiens et, de 1961 à 1969, 47 000 morts parmi les soldats US, en majorité noirs. Et s'il a engagé au printemps 1968 le processus de paix avec les Vietnamiens qui devait aboutir à l'accord d'armistice de janvier 1973, sous Nixon et Kissinger, ce fut contraint et forcé par les victoires militaires des Vietnamiens sur le terrain et le mouvement anti-guerre déferlant aux USA et dans le monde.

Le slogan électoral de Goldwater, In your heart, you know he's right (Dans votre cœur, vous savez qu'il a raison), fut détourné par les démocrates en In your guts, you know he's nuts (Dans vos tripes, vous savez qu'il est dingue). Mais les Démocrates firent encore mieux. On s'accorde à dire que c'est ce film d'une minute diffusé une seule fois, sur NBC le 7 septembre 1964, qui a fait gagner LBJ le 3 novembre.

La publicité démarre avec une petite fille de quatre ans dans une prairie avec, comme fond sonore, un chant d'oiseaux. Elle arrache lentement les pétales d'une marguerite, tout en comptant dans le désordre. Quand elle arrive au chiffre neuf, une voix masculine engage un décompte sinistre. La fillette lève alors les yeux et fixe le ciel, la caméra fait un gros plan sur sa pupille, la noircissant. Quand le décompte atteint zéro, l'écran noir est illuminé par un flash et un champignon d'explosion nucléaire.

La voix de Johnson résonne : « Voilà l'enjeu : ou bien faire un monde où tous les enfants de Dieu puissent vivre, ou bien entrer dans l'obscurité, nous devons soit nous aimer les uns les autres, soit mourir. » Une autre voix (celle de Chris Schenkel) prend le relais : « Le 3 novembre votez pour le président Johnson. Les enjeux sont trop élevés pour que vous restiez chez vous. »

Ce genre de film, entré dans l'histoire sous le titre de Daisy Girl (Fille à la marguerite), n'est aujourd'hui plus possible ni nécessaire. L'impact massif unidirectionnel de la télévision il y a 52 ans est remplacé aujourd'hui par l'impact tentaculaire, capillaire de dizaines de milliers de chaînes, de sites web, de pages de réseaux sociaux. Bref, un totalitarisme décentralisé qui procède par contagion. Si Trump est "nuts", Hillary ne l'est malheureusement pas du tout. Elle sait ce qu'elle veut et là où elle passera, une fois intronisée à la Maison blanche, l'herbe ne repoussera pas. La famille Kagan, Victoria Nuland comprise, qui compte parmi les maîtres à penser du néoconservatisme washingtonien le plus dur, ne s'y est pas trompée, qui a apporté son soutien à Killary.

Bref, pour parler comme l'acteur chicano Danny Trejo (Machete), Trump est la plus belle chose qui pouvait arriver aux Démocrates. S'il n'était pas multimilliardaire, on pourrait soupçonner qu'il a été payé par les Clinton and Co. pour jouer à fond son rôle de repoussoir. Et Killary, après avoir récupéré une bonne partie des électeurs de Bernie Sanders le social-démocrate, déjà assurée du soutien des LGBT, a attaqué l'électorat noir, car, comme dit l'autre "Black votes matter" (Les votes noirs, ça compte). Mais avec ses "grandes lois" en faveur des "niggas" (dit avec l'accent texan), LBJ n'avait-il pas déjà, comme il disait, "assuré le vote des Nègres pour les démocrates pendant 200 ans" ?

Alors, demanderez-vous, pour qui voter ? Je ne sais pas. Comme l'écrasante majorité de l'humanité, je ne suis pas inscrit sur les listes électorales US. Et je partage toujours plus l'opinion d'Emma Goldman : *" If voting changed anything, they'd make it illegal"* : si voter changeait quelque chose, ils rendraient ça illégal. Et cette anarchiste russe déportée des USA bien que citoyenne US par mariage, et qui ne fut autorisée à revenir aux USA que sous forme de cadavre, savait de quoi elle parlait, quand elle parlait de "l'Amérique".

Bastayekfi 1 Aout 2016
Tlaxcala 01 Aout 2016

Suite de la page (9)

of MOLEGHAF, spoke to the press across from the site of the demolished National Palace and barracks.

In the gym, at least 600 attended the formal launch of the People's Tribunal. An initiative of the People's Democratic Patriotic Movement, MPDP in the original Haitian Creole, and other agencies, the People's Tribunal's principal objective is "To reinforce the people's foundations of consciousness-raising and mobilization to accomplish a political de-occupation, economic de-occupation, and a cultural and ideological de-occupation of the country."

These may seem like lofty goals, raising questions of why now? And why would this be a priority given so many other urgent realities in the country, and indeed the region and world.

In his presentation at the launch of the People's Tribunal, Camille Chalmers pointed out the historical amnesia, as a result of the lack of investment in education. "When people hear about this process, they are thirsty for more information." Chalmers recounted the impact of the 1967-1968 International War Crimes Tribunal, organized in by philosophers Bertrand Russell and Jean-Paul Sartre, which turned the tide of public opinion, mobilizing support for the eventual U.S. withdrawal.

Specifically answering why now, history professor Jean Eddy Lucien pointed out the continuities and historical roots of many contemporary social problems in Haiti. In addition to several noted above, Lucien pointed out the roots of poverty and Haiti's role as provider of cheap labor that began with the U.S. Marines occupation. Lucien noted how 82% of Haitian college educated professionals live outside the country, a result of these processes of migration and underdevelopment.

Longtime refugee rights activist Collette Lespinasse emceed the event, which began with women's rights activist Danielle Magloire's presentation honoring Haitian resistance to the occupation, specifically noting Haitian women's participation in the struggle. Mirebalais high school teacher Fégues Germain testified about the U.S. Marines' massacre of peasants in the Central Plateau. French solidarity activist Claude Quémar of CATDM outlined the calls for reparations from France, especially the 1825 debt. Engineer-agronomist David Nicolas offered testimony of the destruction of the Haitian pig. Mario Joseph of Bureau des Avocats Internationaux (BAI) spoke of the impact of cholera and BAI's lawsuit against MINUSTAH, also detailed in a recently published book, *Deadly River* by epidemiologist Ralph Frerichs.

MPDP coordinator Ernst Mathurin unveiled the list of the committee to investigate and bring forth the lawsuit, as well as the jury, available on the People's Tribunal Facebook page. Both teams include leaders of public opinion, seasoned NGO professionals, social movement participants, and university professors. Music of many styles and poetry also spoke to the importance of this encounter with history.

The People's Tribunal is moving ahead: the investigative committee is gathering facts to prepare its case. And it's already begun building bridges.

Especially in this volatile electoral season – in Haiti as in the U.S. – it is easy to lose sight of history and structural causes of today's social ills. The People's Tribunal allows for an imagination and articulation of solutions.

This article was first published on CounterPunch. Mark Schuller is Associate Professor of Anthropology and NGO Leadership and Development at Northern Illinois University and affiliate at the Faculté d'Ethnologie, l'Université d'État d'Haïti.

Suite de la page (6)idantite...

cheri.
Pou yon fwa lan lavi,
se pa san moun k ap koule,
pou yon fwa lan lari,
se pa san bèt k ap koule.
Ann al gade san koule,cheri.
Se solèy ki pwal kouche ».

Etidyan yo toujou pran yon ti tan anvan yo reyaji. M gen enpresyon se paske yo pa fin konprann si pou yo fè yon analiz literè osnon reflechi sou òtograf oubyen tou lòt bagay. Lè konsa mwen ankouraje yo ak dezoutwa kesyon. M mande yo si yo renmen powèm nan, si yo pa renmen l. Ki emosyon li leve lakay yo. Ki konsta yo ka fè. Konsa piti piti yo tanmen bay opinyon yo pandan m ap note mo kle yo sou tablo. Lè egzèsis la bout mwen tou pwofite entwodui nosyon fonksyon powetik. An jeneral nou rankontre nosyon sa ankò lè nou abòde fonksyon langaj de semèn apre. Mwen remake patisipasyon klas la nan boukante lide sou powèm nan, tèm li. sa li di ak jan li di l, toujou pike kiryozite etidyan yo ki parèt pi reseptif pou al dekouvri sa ki gen nan kou an.

Kreyòl ak sistèm edikatif la

Sistèm edikatif ayisyen an pa prepare elèv yo pou apresye kilti yo epi valorize lang yo. Gen kèk move pratik pwofesè ak direktè lekòl te konn egzèse kont elèv ki pale kreyòl sou lakou osnon nan klas nan tan lontan. Nou te konprann pratik sa yo pa t egziste ankò. Sanble nou te twonpe nou. Gen yon nòt pou laprès ki soti 29 mas ane sa, jou anivèsè konstitisyon 1987 la, pou denonse yon seri abi elèv toupatou nan peyi a ap sibi poutèt yo pale kreyòl nan espas lekòl yo. Nan lis pinisyon yo nou jwenn e n ap site : « kou ak baton ki gen klou, ak bout tiyo PVC, ak moso planch; pinisyon pou ekri mil ak de mil liy ki di elèv la ap sispann pale kreyòl nan klas, kanpe sou chèz ak chay valiz sou tèt, valiz nan kou, valiz sou bra, kanpe sou yon pye nan solèy, fè timoun nan ranmase fatra nan tout lakou lekòl la paske Kreyòl se lang fatra ; fè timoun yo bay kòb amand dèske yo pale kreyòl, epi chak fwa yo pale l, kòb la monte ; anonse paran yo nan reyinyon paran, lis timoun lekòl la pral mete deyò lòt ane, paske y ap pale kreyòl ; fè timoun yo al fè plizyè jou lakay yo pase yo siprann yo ap pale kreyòl nan klas la ». Elèv yo pa konprann anyen nan koze sa. Sa ki parèt yo dwòl anpil se lefèt non sèlman lekòl la bay kou kreyòl, men pwofesè yo pale kreyòl antre yo oubyen avèk zanmi ki vini wè yo. Li difisil pou nou anvizaje bagay konsa posib nan 21èm syèk la. Mwen menm mwen fè eksperyans ak direktè lekòl ki deklare m, pandan yon seminè fòmasyon, li pa aksepte pwofesè fè kou an kreyòl nan nivo segondè lakay li. Kidonk ajisman sa yo pi kouran pase jan nou ta panse. Sa gen ventan, pandan mwen te sekretè jeneral yon entiti etid afriken, mwen vin ap pase bò kote dwayen an ki te nan konvèsasyon ak yon pwofesè. Dwayen an rele m pou mande m si kreyòl pa yon patwa. Mwe ta pral reponn li dapre Andre Martinet se an Frans sèlman li konstate fenomèn sa, men mwen pito fè yon gwo souri epi mwen mache pòs mwen. Se pou mwen di kijan prejije ki antoure lang kreyòl la pèvèti entelijans nan pi wo nivo sosyete a.

Akademi Kreyòl Ayisyen

M pa ka fini prezantasyon sa san mwen pa di de mo sou akademi kreyòl ayisyen an. Lè Komite Inisyativ pou mete kanpe Akademi Kreyòl Ayisyen an lanse envitasyon pou enstitisyon nan diferan domèn pwopoze moun pou vin fè pati Akademi a mwen pa t wè tèt mwen ladan. Tousuit lide m te frape sou pèsepsyon negatif sèten entelektyèl genyen de Akadeni fransèz. Yo abitye prezante mesyedam sa yo tankou yon bann gwo kole k ap gonfle nan kostim ansyen tan. Yon ekip moun konstipe k ap palabre vitam etènam pou alafen yo otorize mete nan diksyonè mo popilasyon an ap itilize depi byen lontan. Ki fè kan yon etidyan m te mande si m ap kandida m te reponn li mwen pa enterese, men si yon enstitisyon pwopoze m m a konsidere sa. Se konsa Sant Kiltirèl Anne-Marie Morisset ak Inivèsite Leta vin soumèt non mwen epi mwen asepte. Kontrèman ak sa mwen te panse Akademi a se youn nan enstitison leta ki travay pi di. Konsèy administrasyon an ki te sipoze rankontre chak si mwa reyini chak semèn. Bonkou nan 33 manm Akademisyen yo bò pa yo pa sispann debat kesyon òtograf, gramè, mòfoloji, sentaks eksetera. Anvan Akademi a te fòme mwen te abitye bay konferans sou kreyòl ak dwa lengwistik nan sant kiltirèl ak biblyotèk kominotè. Jodi a m kontan pou m wè akademi kreyòl ayisyen an etann aktivite sa nan lekòl ak inivèsite yo tou. Kounye a li ap inisye yon karavàn nasyonal pou pataje wòl ak misyon Akademi a ak popilasyon tout peyi a. Malgre sa e petèt poutèt sa advèsè kreyòl yo pa manke pa choute sou jenn enstitisyon sa. Deja se nan gwo fòse enstalasyon akademisyen yo te rive fèt 4 desanm 2014. Prezidan peyi a ki te sipoze patwone seremoni a pa t mete pye e jis jodi a li pa janm bay ankenn esplikasyon. Ki fè mezanmi nou wè zafè kreyòl ann Ayiti pa mens. Batay pou enpoze kreyòl nan tout nivo ak nan tout domèn nan lavi sosyete a kòmanse lontan. E sanble l ap dire yon bon ti tan ankò. Mèsi.

Florida International University
18 jiyè 2016

Suite de la page (6)Nou bouke...

nou ak sè nou k ap mouri arebò lari, sou pil fatra nan malpwòpte tankou endijan nou toujou rete menmjan, nou kwaze bra nou n ap gade, èske sa pap chanje. Nan rete tann chanjman yo pran nou tout pou yon bann kannannan, nou pa janm revòlte pou n di nou bouke.

Sa fè kèk tan depi yo fè n ap konjige vèb pouvwa ak eleksyon sèlman. Kimoun pèp la pral bay pouvwa pou vin prezidan ? Kimoun pèp pral bay vwa pou al nan palman ? Kimoun ki dwe minis, kimoun ki dwe direktè nan leta, kimoun ki pral sekretèdeta ? Poukisa se kesyon sa yo nèg isit toujou ap poze? Yo pa janm poze kesyon kijou y ap wete pèp la nan grangou? Kilè jenn gason ak Jenn fanm Matisan ap sispann benyen nan san ? Kijou moun Kafou ap sispann foure pye yo nan labou pou yo desann lavil?

Poukisa pèp ki fin vote toujou ap pyange bat lokobe nan salte? Poukisa byen travay byen swe pa janm egal byen touche ? Li pa posib pou nou leve chak jou pòtre yon dal moun fou ki pèdi lespwa ki nan fatra. Fatra, se la n dòmi, se la n leve, se la n manje…

Chak swa lè n al dòmi nou toujou ap veye nan *Nouvèl Granboulva* a, ki lòbèy traka peyi a ap leve denmen. Sa fè plis pase 10 lanne depi Bòb Bovano te chante sou tè sa « *Pèp toujou ap lite* », men yon jou nan lite fòk sitiyasyon pèp sa ta chanje !

Ou ta di mizè fè pèp la vin saj pa fòs. E se menm sajès sa tout vakabon bandi valpa itilize pou yo egzije moun rele yo depite, ba yo pil lajan pou yo gaspiye, bèl machin vit filme pou yo woule, ba yo pouvwa pou yo fè dilatwa, ba yo tout sa yo bezwen pou pase menm pèp la nan tenten bliyel nan yon kwen pou maleng li anvlimen.

Anpil gouvnman pase, anpil paleman moute nan non pèp, lèn leve tèt nou gade sa yo rele gouvènman, sa yo rele paleman, epi nou gade pèp la, nap wè ni paleman ni gouvènman yo nan paradi (si gen paradi) epi pèp la nan simityè.

Chak ekip ki bezwen moute sou do pèp, yo tanmen kritike denonse ekip ki anplas la kòmkwa se yo ki posede kle chanjman. Ekip ki la jodi a, tap repwoche ekip ki te la ayè a pou 20 mil dola suit Miki te konn touche kòm pèdiyèm lè lap vwayaje. Èske ekip ki la jodi a desann pri a ? Sou miki li te 20 mil dola vèt, enben





Se tout pèp la ki bouke !

jodi a anyen pa janm chanje. Sim te konn pale franse m tap di : « Le Prix est encore vert » n'est ce pas monsieur le Président?

Sou lòt gouvènman pase, palmantè pat janm konn goumen pou pèp, jodi a se menm bagay la, palmantè fè gwoup pou yo goumen pou ministè, pou yo mete direktè, pou yo gen kontwòl ladwann, ayopò elatriye. Mwen konnen byen sa map di la yo ap fè yo pa renmen mwen, yap kanpe lwen mwen, men sa pa fè anyen.

Paske jodi a, lè a rive tout bon pou pèp sispann karese zam kap tire sou li a. Se pou nou di nou bouke pandan n ap poze kesyon ki enpòtan pou nou yo : « Ki vrè wòl yon palmantè ? **Eske se fè mache nwa ak manda pèp la ba li a, pou l jere biznis pèsonèl li, ti fanm li, ti zanmi pèsonèl li ? Ki wòl yon prezidan, ki wòl yon gouvènman ? » Eskè se foure dwèt nan kès leta jouk yo kreve li pou gaspiye lajan, bay depite ak senatè lajan pou ride yo kenbe pouvwa menm si pi fò popilas la ap manje fatra ?**

« Nou bouke » se yon kout anmwe pou nou pouse pou nou di chay palè, chay



Nou bouke, se yon kout anmwe pou nou pouse pou nou di chay palè, chay palmantè, chay ministè, sekretè ak direktè yo twò lou sou do nou.

palmantè, chay ministè, sekretè ak direktè yo twò lou sou do nou.

Paske se nou ki toujou swe pou yo, se nou ki toujou tonbe pou yo lè nou fin vote pou yo. Nou bouke mande radyo ak televizyon sispann bay vakabon ak bandi ki al kache nan palman mikwo pou yo betize lasosyete.

Ki sa pèp janm benefisye nan yon depite? Pou ki sa yon palmantè, dilè, malfèktè, gen glis valè pase yon pwofesè nan peyi a? Yo te fòse nou vale miki, miki fòse nou vale pipi pou ji. Jodi a peyi a ap peye yon **Prix-Vert** ki vle fè plis benefis pase sa li te depanse pou li te ht (achte) echap la nan men mafya ak agaman ki nan palman an.

« Nou bouke » se yon kout anmwe pou nou pouse pou pèp la di li bouke ak yon palman kote se youn youn grenn palmantè ki fè siksè san li pa vòlè.

Yo rele m Bòs Madichon kite mele m yo vle make m, sa pa gade m. Pinga pyèsmoun vin di m : O wi, m ap mande pèp la leve kanpe. Wi, yon jou se pou pèp la leve kanpe ! Pou li mande Palman ak Gouvènman regleman ! Gade y ap mande pèp la al vote, apre sa pou l rekòlte ba l sou konsyans politisyen krizokal.

Annegad mwenmenm, lè y ap vin mande nou, pou n al vote konsa, se pou nou tout ta kanpe pou n di yo : **Nou resi bouke atò !**

Bòs Madichon
Radio Caraibes 29 Jiyè 2016

Suite de la page (6)Nou sou...

politik kidonk li dwe jwenn bonjan solisyon politik. Se dayè nan konklizon sa plizyè medyatè tankou OPC, Komisyon Ledikasyon nan Palman an elt.. te rive lè rektora li menm te mande yo vin jwe wòl mitan jwèt. Se nan menm konklizyon sa Lajistis anpatikilye Komisè Danton Leger abouti ki fè yo libere tout etidyan Lapolis te maspinen yo vandredi. Se sèl rektora sousèt la ak pwofesè machòkèt alye l yo ki panse vyolans, entimidasyon ak terè kapab rezoud yon kalite kriz konsa.

Faz kriz jounen jodi a montre non sèlman enkapasite sa piklè men tandans makout mesyedam sa yo afiche nèt. Si nan ka yon moun tankou Dezòm atachman makout li te gen tan klè depi lontan (lè n ap konsidere istwa pèsonèl, pwofesyonèl ak pratik li), sa etone n pou lòt moun ki te di yo se militan lagoch tankou Jean Vernet Henry tonbe nan nivo sa. Memwa mesye sa yo kout anpil. Depi 2008-2009 batay pou transfòmasyon Inivèsite Leta a angaje apati gwo kriz ki te sekwe Fakilte Medsin pandan plizyè mwa ak mobilizasyon pwofesè yo pou bonjan kondisyon travay ak bonjan salè. Jisteman nan lane 2009, pou rezoud gwo kriz ki t ap brase bil fakilte a nan mwa out-sektanm se Lapolis rektora a te fè vyole entegrite espas fizik Inivèsite a.

Men jan tout moun kapab obsève sa, malgre reprezay, malgre terè, malgre maspinay, batay la pa janm kanpe. Li pran kou, li pran gwo kou men l kontinye paske revandikasyon yo reyèl. Pozisyon ideyolojik retwograd pifò Konsèy Inivèsite a, rektora a ak mete ansanm ak estrateji opòtinis ti gwoup pwofesè alye l yo, eksplike revandikasyon sa yo pa janm satisfè. Chak lane, pwoblèm monte sou pwoblèm vin mete absè sou klou. Nan kriz sou kriz jounen jodi a, Vènè-Dezòm-Pwensi montre yo se yon bann san koutcha, malveyan malonèt, kriminèl ki pa gen plas yo nan tèt Inivèsite lè non sèlman : 1) yo voye lèt revokasyon bay manm Sendika ak pwofesè poutèt angajman yo men 2) yo voye Wilson Dorlus al chita bay manti nan Laprès pou kriminalize batay etidyan yo epi sal repitasyon moun k ap batay.

Menmsi yon moun ta kapab repwoche etidyan UEH yo estrateji nan fason yo ap mennen lit yo a pou defann revandikasyon jis ak lejitim pèsonèl la, pwòp revandikasyon pa yo ak revandikasyon plis transparans ak demokrasi pou tout inivèsite a sou kesyon bidjè, eleksyon elt…; pa gen anyen ki ka jistifye lojik malveyan ak estrateji gwo ponyèt rektora a.

Pou fini, n ap lanse yon apèl mobilizasyon jeneral bay tout popilasyon an, sektè pwogresis la, sendikalis yo, òganizasyon popilè ak sosyete sivil majorite a anpatikilye. Depi 1960, nan peryòd diktati bout di Divalye a pase nan FENEH rive jounen jodi a, batay etidyan yo ap mennen pou bonjan Inivèsite nan yon peyi tout bon se batay tout moun ki kwè nan yon Kou sa pa gen dwa pase !

Moun ki siyen pou òganizasyon yo :

UNNOH,
MODEP,
GREPS,
SEK GRAMSCI,
LAKOU,
MOLEGHAF,
MOVID,
ESKLAV REVOLTE,
ANBAKE POU CHANJE

Pòtoprens 1e out 2016

Suite de la page (6)manniget..

se mannigèt sou mannigèt.

Ansyen fonksyonè ak otorite nan Leta ki detounen lajan peyi a ap penpennen, rakètè tout koulè ap fè bè yo nan bwat fonksyon piblik la. Kote enstans leta ki la pou konbat koripsyon yo ? Komisyon etik ak antikoripsyon nan Lachanm ap bat tanbou, l ap chante kantamwa. Sou Bisantnè , Palman an tounen yon mache kote nèg ap achte an gwo vann an detay. Epi… mannigèt pi rèd. Ofis Nasyonal Idantifikasyon fè konnen genyen de milyon edmi kat elektoral k ap flannen. Ki sa ki fèt pou lokalize yo pou nou pa tande yon fwa ankò se mò ak zonbi ki al vote nan eleksyon yo? Malgre dekrè elektoral la klè sou sanksyon abi nan pwosesis elektoral la merite, nou pito kase fèy kouvri sa. Nou pito fèmen je nou sou akizasyon fwòd, mank ak melanj, k ap peze sou ansyen manm KEP, pati politik ak moun ki fòme machin elektoral la. Dirijan Ayisyen se tanbou de bouda. Yon bò y ap deklare Ayiti ap fè eleksyon ak resous lokal. Yon lòt bò gen swadizan òmdeta k ap mande lòt peyi avèk enstitisyon entènasyonal vin ranplase Etazini ki deside pa finanse nouvo seri eleksyon yo. Nou pa dwe bliye nan lis dezagreman an : pòt lopital piblik peyia ki fèmen depi senk mwa menm jan ak pòt Rektora Inivèsite Leta a. Tankou chante a di : Mannigèt sou mannigèt, Ayiti pran nan mannigèt manman.

Suite de la page (10)

de dopage à grande échelle. « Nous l'avons dit depuis toujours : le dopage n'a pas sa place dans le sport qualifiant néanmoins de 'dangereuse'' l'intrusion de la politique dans le sport. « La question [du sort] des sportifs russes est sortie du champ juridique et dépasse l'entendement », a-t-il déclaré au cours d'une cérémonie organisée au Kremlin avec la sélection olympique russe, avant son départ au Brésil. Sans eux, « la compétition sera moins spectaculaire » et les victoires des autres sportifs « auront une saveur totalement différente, voire n'en auront pas », a encore jugé le président russe. La délégation russe est déjà amputée d'une centaine de sportifs exclus pour leur implication ou leur implication présumée dans des affaires de dopage, conformément à la demande du Comité international olympique (CIO). Je pense, et vos collègues des autres grandes puissances sportives mondiales le comprennent, que la qualité de leurs médailles sera différente. C'est une chose de gagner face à des rivaux à sa hauteur, c'en est une autre de gagner face à ceux d'une classe inférieure », a-t-il affirmé. Pour le président russe, qui a dénoncé une « tentative de transfert dans le sport des règles de la politique », cette exclusion « injuste » a en fait porté « un coup de poignard à l'ensemble du monde de sport ».(6)

Tous les pays ont à un moment ou un autre triché, notamment les donneurs de leçons. En l'occurrence, il n'y a pas de manu polite (mains propres). Les jeux actuels sont un outil de pression, une arme de l'Empire contre tous ceux qui ne plient pas. Le plus important pour la Russie, c'est que son drapeau défile avec ses athlètes au vent à la cérémonie d'ouverture ; ce que les pays occidentaux Etats Unis et Europe ont à tout prix voulu empêcher dans cette grande messe mondiale, son absence aurait eu des conséquences très négatives pour sa place en tant que grande puissance mondiale. Elle pourrait immédiatement après s'être retirée avec dignité boycotter cette grand mascarade d'un CIO politisé sera que la tentative d'exclure la Russie des jeux fait partie de ce combat d'arrière-garde de l'administration Obama sur le départ. Nous sommes loin de la symbolique des Jeux olympiques tels que la Cité grecque les mettait en œuvre pour assurer la trêve qui souvent débouchait sur la paix définitive. Dans ce XXIe siècle de tous les dangers, les Jeux olympiques, pour paraphraser Carl Von Clausewitz, sont « *la continuation de la guerre par d'autres moyens* ».

Notes

1. Les jeux olympiques https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_de_Coubertin
2. P. Lagrue, : http://www.universalis.fr/encyclopedie/jeux-olympiques-le-dopage-et-les-jeux/
3. http://russiepolitics.blogspot.fr/2016/07/participation-de-la-russie-aux-jo-de.html
4. http://lesakerfrancophone.fr/les-jeux-olympiques-comme-un-outil-de-la-nouvelle-guerre-froide
5. http://lesakerfrancophone.fr/vladimir-poutine-est-le-seul-dirigeant-qua-loccident
6. http://www.lemonde.fr/jeux-olympiques-rio-2016/article/2016/07/27/jo-pour-vladimir-poutine-l-exclusion-des-sportifs-russes-depasse-l-endement_4975469_4910444.html#4csilQz4RY5FL4dT.99

Professeur Chems Eddine Chitour
Ecole Polytechnique enp-edu.dz
Le Grand Soir 28 Juillet 2016

Au Brésil, il y aura bien un procès Lula !

Par Gaël Vaillant

A quelques jours des JO de Rio, la justice brésilienne a tranché : vendredi soir, elle a décidé d'inculper l'ancien président Lula "en raison d'une tentative d'entrave à la justice". L'ancien chef de l'Etat devra donc répondre devant un tribunal dans le cadre du vaste scandale de corruption Petrobras qui a forcé sa sucesseur Dilma Roussef à se retirer du pouvoir.



La justice brésilienne a décidé d'inculper officiellement l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva, ici en larmes au cours d'une manif à Sao Paulo au mois de mars dernier

Les Jeux olympiques d'été de Rio débutent dans une semaine. Mais le Brésil est encore loin de se passionner pour l'événement sportif. Pour cause, un nouveau rebondissement dans le vaste scandale de corruption Petrobras pourrait appesantir un peu plus le climat politique du pays. Vendredi soir, la justice a décidé d'inculper officiellement l'ancien président Lula. Luiz Inacio Lula da Silva, au pouvoir entre 2003 et 2010, a été inculpé "en raison d'une tentative d'entrave à la justice", dans le cadre de l'enquête sur l'opération "Lavage express" autour de Petrobras, a déclaré vendredi à l'AFP une responsable du parquet de Brasilia.

Selon le parquet, Lula aurait tenté d'acheter le silence d'un ancien directeur de Petrobras, Nestor Cervero, détenu en janvier 2015 dans cette vaste affaire. L'inculpation tombe à une semaine de l'ouverture des jeux Olympiques de Rio, attribués en 2009 au Brésil en grande partie grâce au charisme de cet ancien ouvrier métallurgiste, alors que le pays était en plein boom économique et que des millions de personnes sortaient de la misère. Depuis, le Brésil a connu la récession économique et Dilma Rousseff, successeur de Lula réélue en 2014, est devenue très impopulaire. Elle aussi accusée au scandale Petrobras a été forcée de se mettre en retrait du pouvoir en mai dernier.

Lula : "Je suis fatigué"

Le procès Lula qui s'annonce est une première en bien des points. C'est la première fois qu'un ancien président de la République devra répondre devant un tribunal. C'est aussi la première fois que l'une des personnalités les plus populaires du pays se trouve autant impliquée. Six autres personnes impliquées dans le scandale Petrobras, dont le banquier André Esteves (ex-président de la banque d'affaires brésilienne BTG Pactual), l'éleveur de bétail et ami de Lula ; José Carlos Bumlai, et l'ancien sénateur du Parti des Travailleurs (PT-gauche), Delcidio do Amaral, ont aussi été inculpés vendredi par la justice.

Lula, 70 ans, qui participait à un événement à Sao Paulo, a réagi en disant qu'il était "fatigué" de tout ça, en apprenant son inculpation. "La seule chose que je veux c'est du respect, que je ne sois pas jugé par les gros titres des journaux", a-t-il encore réagi. Lula "a déjà tout expliqué au procureur général de la République, dans une déclaration : qu'il n'a jamais interféré ou tenté d'interférer dans des déclarations liées à (l'opération) Lavage express", ont affirmé pour leur part ses avocats du cabinet Teixeira, Martins et Abogados, dans un communiqué.

Lula qui, en tant qu'ex-président ne bénéficie d'aucun privilège, fait aussi l'objet d'une enquête pour avoir bénéficié de paiements présumés d'entreprises de BTP qui obtenaient des contrats de Petrobras en échange de pots-de-vin. Lula a présenté jeudi une demande auprès du Comité des droits de l'Homme de l'ONU à Genève pour dénoncer des "abus de pouvoir" à son encontre, ont annoncé ses avocats à Londres. Dans une conférence de presse dans la capitale britannique, les avocats, qui ont présenté la demande au siège de l'organisme à Genève, ont dit que le juge Sergio Moro, qui dirige l'enquête Lavage Express, serait coupable "d'abus de pouvoir" en violant le Pacte international sur les droits civils et politiques.

Le JDD 30 Juillet 2016

Libye : Le roi Saïf Kadhafi revient !

Par Richard Galustian



Saïf Al Islam Kadhafi reçu en héros par le peuple libyen

Début mai, j'avais écrit « Gardez à l'esprit que Saïf Kadhafi pourrait jouer un rôle important dans le futur. » Beaucoup d'étrangers ont été surpris d'apprendre que Saïf Al Islam Kadhafi, l'héritier naturel de son père, avait été libéré d'une prison libyenne de Zintan, mais ce n'est rien en comparaison de ce qui pourrait se produire : son retour au pouvoir d'une manière ou d'une autre.

Pendant le soulèvement du printemps arabe de la Libye en 2011, Saïf a rejoint son père et ses frères sur les barricades pour combattre les rebelles soutenus par l'OTAN dans une âpre guerre révolutionnaire. Les rebelles ont par la suite attrapé et assassiné son père et son frère Mouammar Moatassim à Syrte, mais Saïf, lui, a été capturé vivant alors qu'il essayait de fuir à travers le désert du Sahara au Niger.

Il a peut-être dû sa bonne fortune au fait que les unités qui l'ont capturé étaient de Zintan, une ville montagneuse du sud de Tripoli, qui a combattu par la suite l'Aube de Libye, un groupe islamiste qui a pris la capitale en 2014. Lors du procès collectif d'anciennes personnalités du régime, Zintan a refusé de livrer Saïf, lui épargnant ainsi les brutalités infligées à d'autres prisonniers dont l'ancien chef de renseignement Abdullah al Senussi et son jeune frère Saadi. Un film montre ce dernier en train d'être tabassé dans la cellule d'une prison de Tripoli.

Les Zintanis n'étaient pas des amis de l'ancien régime. Ils étaient l'un des groupes rebelles les plus efficaces dans la lutte contre les forces de Kadhafi pendant le soulèvement que les bombardements de l'OTAN ont permis de remporter.

Mais d'après ce qu'en ont dit les quelques personnes autorisées à lui rendre visite dans un lieu étroitement gardé quelque part dans la ville, Saïf était bien traité et jouissait d'un régime similaire à l'assignation à résidence. Il y a un an un tribunal de Tripoli, opérant sous le contrôle du groupe Aube de la Libye, l'a condamné à mort ainsi que quelques autres, dont Al Senussi. A Zintan, peu de choses ont changé pour Saïf, parce que Zintan a refusé obstinément de l'envoyer à la misérable prison d'Al Hadba à Tripoli.

Le chaotique Gouvernement d'entente nationale (GNA), soutenu par l'ONU et dirigé par un premier ministre homme de paille, qui opère à partir de la base navale de Tripoli, la seule partie de la ville qu'ils contrôlent, semble toutefois être à l'origine de l'acte d'amnistie dont ont bénéficié Saïf et d'autres prisonniers en avril, annulant leurs condamnations à mort et ordonnant leur libération.

Depuis lors, l'endroit où se trouve Saïf est un mystère, mais l'attitude des Zintanis à son égard est tempérée par leur alliance avec les tribus qui soutenaient Kadhafi auparavant, dont celles de Beni Walid et de Warshefani, pour lutter à mort contre les islamistes d'Aube de la Libye. La tribu de Kadhafi elle-même a une base au sud de Zintan près de Sebha, et fait cause commune avec les Zintanis contre les milices d'Aube de la Libye qui contrôlent la capitale et le Gouvernement d'entente nationale (GNA).

Saïf Al Islam Kadhafi, l'héritier naturel de son père Mouammar

Avant le soulèvement en Libye, Saïf sillonnait le monde pour chercher des soutiens à son projet de démocratisation du pays. Il est difficile de savoir si ses ambitions dans ce domaine ont avorté parce qu'il n'était pas sérieux, ou à cause de la ligne dure de ses frères et sœurs Moatsem et Khamis. Quoiqu'il en soit, il sort de captivité pour retrouver une Libye profondément changée, ce qu'il avait prédit.

En février 2011 Saïf al-Islam a fait un discours où il prédisait ce qui allait arriver. Et il ne s'est pas trompé. « Il y aura la guerre civile en Libye ... nous allons nous entretuer dans les rues et toute la Libye sera détruite. Il nous faudra 40 ans pour parvenir à un accord sur la façon de diriger le pays car, désormais, tout le monde voudra être président ou émir, et tout le monde voudra diriger le pays. »

Saïf savait que son pays serait déchiré si le régime de son père était détruit par l'Occident. Les brutalités du régime de son père ont, depuis, été égalées par celles de certaines des milices qui l'ont renversé, comme on le voit avec le passage à tabac de son frère Saadi dans une prison de Tripoli, filmé dans tous ses macabres détails par ses geôliers. La plupart des tribus qui soutenaient autrefois Kadhafi se battent maintenant contre les islamistes et leurs alliés opportunistes de Misrata d'Aube de la Libye, et elles verront en Saïf une personnalité qui peut unifier leurs revendications et empêcher leur éviction de la vie politique libyenne.

Il semble que l'opposition à ce qu'il joue un rôle politique soit en train de diminuer, parce qu'il n'a jamais fait partie du « muscle » du régime de Kadhafi ; il passait beaucoup de temps à Londres et fréquentait le cercle doré des riches magnats, des universitaires et de l'élite politique de Tony Blair.

En d'autres termes, de nouvelles perspectives s'ouvrent à cet homme qui a été châtié par les rebelles pour avoir condamné leur rébellion à la télévision verte de Kadhafi pendant le soulèvement, mais qui n'a jamais tiré une seule balle. Sa libération pourrait lui permettre de mettre en œuvre le projet qu'il a toujours prétendu porter : réformer son pays et unir les principales tribus qui se sentent marginalisées par ceux qui détiennent le pouvoir en Libye.

Les choses se mettent en place pour qu'il puisse faire éventuellement partie d'une sorte de grand conseil. Comme le Gouvernement d'entente nationale (GNA) est incapable de convaincre aucun des deux autres gouvernements de Libye de se joindre à lui, certains pensent qu'il faudrait faire appel à une médiation plus large, l'Arabie Saoudite et surtout Oman s'offrant comme médiateurs. Cela sera discuté à Bruxelles le 18 juillet avec le secrétaire d'Etat américain John Kerry.

Dans ce pays, livré au chaos et à la destruction, dont les gouvernements se battent entre eux et où l'Etat islamique progresse, Saïf Kadhafi pourrait devenir une partie de la solution plutôt que du problème. Depuis la nouvelle de sa libération, il y a 24 heures, des Libyens de différentes villes du pays brandissent des photos de Saïf en criant son nom. A ma connaissance, c'est la première fois qu'il y a des manifestations pro-Kadhafi aussi ostensibles dans tant d'endroits du pays à la fois depuis 2011.

Il est temps que Saïf joue un rôle, avec d'autres libertaires, dans et au dehors de la Libye pour promouvoir l'ancienne constitution et surtout pour bannir les membres du Groupe islamique combattant en Libye (GIGL, Al-Jama'a al-Islamiyyah al-Muqatilah bi-Libya), une ancienne filiale d'al-Qaeda.

Moon of Alabama
Traduction : Dominique Muselet
Publié en français par : Comité Valmy 7 juillet 2016

Suite de la page (7)

Ainsi, il faut souligner que la non existence d'Haïti en tant qu'État dans le sens le plus accompli du terme (16), c'est-à-dire doté de capacité [nationale (17)] autonome à décider de son propre destin social, économique, politique et culturel, est tributaire en grande partie de la constante existence d'un champ politique (18) constitué de corps (sociopolitiques) incapables de se donner à voir dans la logique d' « *Etre et de Faire Ensemble* » comme une unité nationale fondamentale (centrale) dans la diversité (et/ou la différence) des « *regards nationalistes* » qui devaient composer ce champ.

Et pour conclure, dans ce défilé de donateurs locaux bienfaiteurs (et /ou bienveillants) qui s'annoncent en se déclarant au bruit du « *Je donne …* » ; à qui le tour exhibitionniste ? À qui le tour du plus offrant ou du plus donnant ?

Alors, dans cette dynamique déclenchée, on s'attend à voir défiler toute une cohorte de « *m'as-tu vu* », de « *mains sales de tous poils* (19) » qui viendront se laver comme toujours ici dans l'eau putride et fétide de la pratique politique en Haïti.

Les méthodes par lesquelles on est habitué à répondre aux problèmes posés dans le champ politique haïtien sont toujours entachées de couloirs qui dupent. Et donc, de mesquineries politiques intentionnellement corrompues et perverses pour des projets égoïstes et claniques rétrogrades (la prise et la conservation du pouvoir par n'importe quel moyen).

Comment (Penser) pallier l'ingérence extérieure en Haïti en proposant des méthodologies du « faire politique » qui ne seraient aucunement érigées aux frontières du merveilleux et du sordide ?

Notes

1- André Gide, Les faux-monnayeurs, Gallimard, 1925, p. 18)

2-Voir Christophe Wargny, Haïti n'existe pas : eux cents ans de solitude, Autrement, 2003

3-L'installation des députés le dimanche 10 janvier 2016 (contrairement aux prescrits de la constitution du 29 mars 1987 en son article 92-1 qui stipule que l'installation doit se faire le deuxième lundi du mois de janvier) témoigne de ce que j'appelle de la « voyourie politique ». (De la chambre des député/Article 92-1 : Ils entrent en fonction le deuxième lundi de janvier et siègent en deux (2) sessions annuelles. La durée de leur mandat forme une législature.)

4-Voir Frédéric Thomas, L'échec humanitaire. Le cas haïtien, Éditions Couleurs livres asbl, Bruxelles, 2013, pp. 44-45

5-Voir Noam Chomsky, La tragédie d'Haïti, Éditions L'Herne, 2006

6- Selon la constitution, certaines fonctions publiques doivent être investies par des citoyens en passant par les élections, mais celle-ci ne dit nullement qu'au-delà des élections on peut faire dans le dos de la loi par la fraude, la violence et les compromis et compromission avec l'étranger.

7-Jean Bricmont, Impérialisme humanitaire : Droits de l'Homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?, Éditions Aden, Mars 2003

8-Voir Jameson Primé, Pour la démocratie en dictature je t'aime, Publié par jamesonprimeup.over-blog.net, Samedi, 14 Mars 2015

9-Les présidentielles Haïtiennes de 2006 avaient vu un très probable deuxième tour entre deux anciens présidents : Leslie François Manigat et René Garcia Préval. Ce probable deuxième tour a été mis hors jeu par l'imposition d'un acte illégal qui est la comptabilisation des votes blancs. Ce qui était interdit par la loi électorale Haïtienne d'alors et suggéré par un député brésilien pour trancher entre les candidats en présence. Tandis que dans le même temps, une élection venait d'être organisée au Brésil où les votes blancs ont été annulés compte tenu des prescrits légaux sur ces derniers. En ce sens on peut comprendre comment tout ce qu'exige la loi en Haïti est encouragé à être contredit par les agents de la communauté internationale. Et dans les élections de deux tours 2010 et 2011, presque le même scenario s'était produit avec les candidats Mirlande Hyppolite Manigat et Joseph Michel Martelly où le candidat placé en cinquième position (Le chanteur-comédien des indécences les plus abyssales Michel Martelly) a été imposé par la communauté internationale pour le deuxième tour face à Mirlande Hyppolite Manigat (La professeure respectée et veuve d'une sommité de l'intelligentsia Haïtienne au renommé internationale, l'ancien président et professeur d'universités Haïtiennes et étrangères : Leslie François Manigat).

10 -« Plus que la deuxième plus ancienne république du Nouveau Monde, plus même que la première république noire du monde moderne, Haïti fut la première nation libre d'hommes libres à apparaître dans la constellation naissante des colonies européennes d'Occident, tout en leur résistant.» (Ira Lowental cité par Noam Chomsky dans « La tragédie d'Haïti, Éditions L'Herne, 2006 »)

11-Noam Chomsky, Ibid.

12-Les rapports des deux commissions successives de gouvernements successifs (l'une mise sous pied par le « Pouvoir Martelly-Paul », et l'autre par le « Pouvoir Privert-Jean-Charles ») révèlent tous que les élections du 9 Aout et du 25 octobre 2015 ont été entachées de fraudes massives et d'irrégularités graves. (On peut voir « Haïti : La commission électorale recommande l'annulation de la présidentielle, Le Monde.fr avec AFP, 31.05.2016 à 05h27)

- Voir aussi : Haïti : Rapport de la Commission indépendante d'évaluation et de vérification électorale (Document complet) HAITI PRESS NETWORK , 30 MAI 2016

« La proportion de votes irrétractables (29%) appliquée au total des votes valides (1,560,631) signifie que les BVs auraient autorisé 448,000 citoyens à voter sans pour autant dresser un procès-verbal de carence, tel que stipulé dans le décret électoral. Le deuxième élément critique est la proportion du nombre de CIN correcte comparées aux signatures et/ou empreintes. Le pourcentage de fausses CIN retrouvées est de 16.2%. Pour les 1,112,600 votes rétractables (votes valides rapportés sur les PV moins le nombre de CIN inscrit à la main) 180,250 seraient de fausses CIN pour un total de 628,000 votes irrétractables.

Les nombre de votes irrétractables, (628,000 votes, soit 40% des votes valides), est plus élevé que le nombre de votes obtenu par le candidat placé en tête de liste selon les résultats du CEP, plus élevé que le nombre total de vote obtenu par le deuxième et le troisième candidat, et plus élevé que l'écart entre le premier et le cinquième candidat. De plus, en appliquant certains critères définit par la CIEVE (Commission indépendante d'évaluation et de vérification électorale) en fonction de l'article 171.1 du décret électoral, la situation devient encore plus grave car le pourcentage de votes valides se réduit à 9% du total des votes.

Conformément au mandat de la CIEVE consistant, pour l'essentiel, à épurer le processus dans le but d'y rétablir la confiance des acteurs politiques, elle recommande la reprise du processus, tout en prenant les dispositions qui s'imposent pour garantir le respect du droit de vote des citoyens et celui des candidats (droit de se faire élire). »

LIRE LE RAPPORT DE LA CIEVE AU COMPLET

http://hpnhaiti.com/site/pdf/Rapport_CIEVE.pdf

13- Voir Alain Deneault, La médiocratie (« Le télé-pillage » au Chapitre 2), Lux éditeur, Canada, 2015, pp.116-125

14--« Après le coté réjouissant, les Haïtiens découvrent le coté pragmatique de la « gouvernance ». Le business minier que des panneaux d'ONG cherchent à dissimuler. La culture rhétorique, technique et monétaire de l'Occident procède alors d'une mise à distance, laquelle rend irresponsable. On n'en est plus à l'époque où, téméraires et éperdus, les chercheurs d'or s'abandonnaient à leur délire, enjambaient les cadavres de leurs semblables pour installer un campement de misère dans l'hiver hostile du Klondike. Ils espéraient à l'époque extraire du sol les quelques pépites qui changeraient leur vie, laquelle ne valait pas davantage. Aujourd'hui tapis derrière l'ordinateur de leur bureau feutré, les aventuriers de l'or devenus investisseurs du lointain exposent cette fois les autres au pire, mettant en péril des vies et des écosystèmes qui ne sont pas les leurs. Ce ne sont plus tout à fait eux qui se lancent dans des conquêtes, mais leurs lobbyistes, leurs avocats, leurs ingénieurs, leurs comptables, leurs communicants, leurs intermédiaires locaux et leurs milices. » (Alain Deneault, La médiocratie, p. 119)

15- Voir : « 12 sénateurs signent le pari de réaliser des « élections souveraines » - See more at: http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/160968/12-senateurs-signent-le-pari-de-realiser-des-elections-souveraines#sthash.8bIRNp2b.dpuf (Publié le 13 juillet 2016)

Voir aussi : « Haïti - Élections : 12 sénateurs donnent leurs salaires » publié par SL/ HaïtiLibre, 14/07/2016 09:33:56

16 - Voir C. Wargny, Haïti n'existe pas.

17- Voir Edgar Morin, Sociologie, Fayard,1994 (Pour une théorie de la nation, pp.165-173)

18-Pierre Bourdieu, Propos sur le champ politique, Presses Universitaires de Lyon - PUL (28 janvier 2000)

19- Voir Jean-Paul Sartre, Les mains sales, Gallimard, 1948

Suite de la page (3)

l'Economie et des Finances, Yves Romain Bastien, cette année il n'y aura aucune subvention pour les candidats en lice. Alors que l'Etat qui peine à joindre les deux bouts ne pourra financer la campagne d'aucun prétendant à la présidence d'Haïti encore moins les autres postes électifs. Selon le ministre Yves Romain Bastien fini le temps où l'Etat avait constitué une cagnotte de 500 millions de gourdes afin de permettre à toutes sortes de candidats de parcourir le pays, son département, sa Circonscription ou sa Commune pour vendre son programme et rameuter les potentiels électeurs.

C'est le temps des vaches maigres pour tout le monde aujourd'hui, y compris pour le gouvernement qui a toutes les peines du monde à trouver quelques 55 millions de dollars américains réclamés par le Président du CEP Léopold Berlanger pour les élections. Normalement, le gouvernement n'aurait pas eu de problème d'argent pour ces scrutins si le CEP de Pierre-Louis Opont n'avait pas eu le temps de tout distribuer aux partis politique en janvier 2016. Pratiquement tous les partis politiques avaient retiré leur ardoise pour un scrutin qui n'aura jamais eu lieu puisque deux jours avant le scrutin, soit le vendredi 22 janvier 2016, Pierre-Louis Opont, à la demande de la Communauté internationale, avait dû annoncer en catastrophe la suspension de toutes opérations électorales jusqu'à nouvel ordre. Des partis politiques comme Ayiti An Aksyon (AAA), Consortium, Plate-forme Leve Kanpe, KID, Canaan, PHTK, Bouclier, VERITE, APLA, KONA, pour ne citer qu'eux, avaient eu le temps de récupérer leurs enveloppes auprès du ministère de l'Economie et des Finances quelques jours avant l'annulation du scrutin du 24 janvier 2016.

Ainsi, il ne reste pas grand-chose dans les caisses du CEP sinon que l'argent pour les deux finalistes d'alors, Jude Célestin et Jovenel Moïse qui devraient recevoir près de 19 millions de gourdes (18, 750,000) chacun. A cette rondelette somme, il faut rajouter 22.5 millions de gourdes pour quelques circonscriptions non encore pourvues de députés et 15 millions de gourdes afin de terminer avec les élections au niveau sénatorial, soit un total de 75 millions de gourdes. C'est ce que Léopold Berlanger devrait trouver sur le compte du Conseil Electoral Provisoire qu'il préside avec Me Carlos Hercule. Voilà ce qu'on peut écrire sur la décision du Président provisoire de la République Jocelerme Privert en date du 19 juillet 2016 pour convoquer le peuple dans ses comices le dimanche 9 octobre 2016.

C.C

Suite de la page (12)

que leurs intentions n'ont pas changé.

Bill Neely : Le Président Obama voulait vous éjecter. Il va bientôt quitter son poste, alors que vous restez en place. Avez-vous gagné ?

Le Président al-Assad : Non, ce n'est pas entre lui et moi. C'est entre moi et qui veut détruire ce pays, surtout les terroristes sévissant actuellement en Syrie. Notre victoire en tant que Syriens se situe là où nous pouvons nous en débarrasser et rétablir la stabilité en Syrie. Sinon, nous ne pouvons pas parler de victoire. Il est vrai qu'ils n'ont pas réussi à exécuter leur plan. Mais s'ils ont essuyé un fiasco, cela ne signifie pas que nous avons gagné la guerre. Je dois donc être réaliste et précis dans le choix des termes à cet égard.

Bill Neely : Mais l'un des principaux objectifs du Président Obama, qui était de vous éjecter du pouvoir, a clairement échoué. Pensez-vous qu'il a échoué ?

Le Président al-Assad : Oui, je l'ai dit, il a échoué. Mais cela ne signifie pas que je gagne, parce que pour lui la guerre est de m'éjecter, alors que pour moi la guerre est de restaurer la Syrie, non de rester à mon poste. Donc, vous parlez de deux guerres différentes. Pour moi, il ne s'agit pas d'une guerre personnelle. Ma guerre est de protéger la Syrie. Je ne me soucie pas de ce que veulent les autres présidents. Je me soucie de ce que les Syriens veulent. S'ils veulent que je reste, je resterai ; s'ils veulent que je parte, je partirai. Ce sont là des situations différentes, complètement différentes.

Notes:

[1] 'He Didn't Flinch': NBC's Bill Neely on Interviewing Syrian President Bashir al-Assad http://www.adweek.com/tvnewser/he-didnt-flinch-nbcs-bill-neely-on-interviewing-syrian-president-bashir-al-assad/298950

[2] La coalition internationale aurait tué au moins 85 civils dans un village syrien http://www.liberation.fr/planete/2016/07/20/la-coalition-internationale-aurait-tue-au-moins-85-civils-dans-un-village-syrien_1467386

Sources : SANA / NBC News 14 Juillet 2016

Traduit de l'anglais par Mouna Alno-Nakhal

Le Grand Soir 22 Juillet 2016

A Suivre

Suite de la page (20)

permis à Gazzman de rattraper la distance. Le morceau **Klere yo** délivré en homélie sur des chapeaux de roue:"… ***mikwo nan menm lan se yon chandèl pou klere yo,*** affirme G.C; tout en revendiquant diverses sonorités des années, 70. 80, 90 etc; pour en faire du neuf. Mais toujours du konpa à cent pour cent.

L'adaptation Heartbreak & misery est délivré dans une allure tempérée avec des arrangements en synchronisation, délicieusement supportés par un clavier orchestral; permettant à Gazzy d'exhiber son coté soft attelé de profondes déchirures pour en faire une éponge absorbante. Même quand le tempo semble s'amenuiser, la mélodie a résisté. ***San manti*** se montrant en super tube du c.d, démarrant en trombe sur du congo via méringue nordiste effleuré de kadans plake. Pour trouver sa voie vers l'inévitable konpa. Quel rythme et quel entrain ! Sous la dominance du clavier et des chœurs allégoriques. Pendant que Ceide assume le tout de ses doigts géniaux, ses excentricités; lesquelles de transposition en accélération d'une guitare démentielle ne peuvent que rendre Gazzy plus admiratif. ''***Dener ou fou*** ''exclame Couleur…le reste est pour l'auditoire d'apprécier.

De plus, Gazzy et Dener font force commune pour s'apitoyer sur la cause populaire:" ***Gen lontan n ap gade pèp la k ap soufri/ Si nou pa di yon mo nou pap santi n anpè"***.L'exil des cerveaux et le sauve-qui-peut de la jeunesse sont dénoncés en filigrane ; les textes réalistes, avisent: …***Se pa san rezon jiskaprezan n ap mande pouki, nou toujou dèyè/ Nou pa gen chwa se al rekalkile, rekomanse/ prepare teren an pou yon demen meyè…/…Si nap chita pale, an nou fè l san manti/ pa pale fó, pale byen/ pou yon vwè dialog nasyonal…(san kolon)/. Et si vous voulez être à bord:"…Ayisyen nan tout rakwen/ Pran destinen n nan men n…nan men n, nan men n, nan men n, nan men n…"*** (une façon de dire A bas : Minhusta, Cholera, Occupation).Là Céide ne veut être en reste. Alors quoi de plus convaincant que ces joyfull runs, imprégnés de tics vocaux interprétatifs. Espérant que les apatrides s'y mettent.

Fot papa m rate son coup, projetant un G. Pier C. au fief de Richie Hérard, l'homme qui a le don du conte et transforme toute histoire personnelle et anodine en odyssée sociable. Et cette boutade mal ficelée donne à Mr. G. un air de diseur de bonne aventure avec des tentations d'inceste. Alors, scandale dans la famille on en a eu ras le bol dans les années 60-70 avec Sacha Distel. Et l'indigestion persiste. Pa poze m kesyon s'alterne entre parolie à l'eau de rose et rythme de feu charriant une ambiance envahissante auréolée d'un clavier aspergeant le tout. Horn section trépidant, guitare pêtant de solos, cordes ingénieuses, pendant que Couleur colore les ébats vocalement.

It does'nt matter, introduisant Jessie Belleval, un timbre sympa (Bienvenüe), examen réussi avec ce tantinet d'une Tania Sainval. Evitons le jeu des similarités. Et à Jessie sa part pour sa sublime réplique qui a infusé du soul à Gazzman dans ses supplications vocales Et ce kadans non-orthodoxe ; s'apparentant à une ballade rythmée, emballée d'un clavier omniprésent au son d'une mélodie simple et douce, très dans le coup. S'ensuit Cette fois-ci, plus compassé, avec des frivolités à la clef, la guitare a fait des siennes, des cuivres syncopés au chorus adapté. Et Gazzman qui drape le tout de sa musicalité pendant que la musique coule à flot..Defi revient au galop sur une mesure charpentée, un lyrisme faisant flèche de tout bois à l'endroit des concurrents (pratique planétaire), cocktail de cordes extasiés, synthé florissant, percussions psychédéliques et chœurs en bandoulière, afin que nul n'ignore de quel bois disip se chauffe.

Lanmou pi fó, entre regret et résignation sur des arrangements appliqués, des claviers accomodants; agrafés de bridges. Dans des dénouements bien apprêtés pour projeter un morceau bien entrainant. J'ai brûlé les étapes (Etap), une sarabande personnelle, décrivant un cheminement qui l'autorise à se justifier, dans une confidence étalant bien des souvenirs et de détours; racines familiales, vocation, spiritualité et philosophie. Un voyage vers l'intimité au gré d'une guitare inspirée, un synthé équilibré. Des percussions sur mesure, aspergées de trilles vocales. ***Aparans*** projette l'amour partagé, au partenaire idéal comme dans les romans. Allure agencée aidante; permettant à l'ensemble d'inspirer à l'unisson sous un entrain contagieux tout en feeling.

Conçue pour la chaude ambiance Limenar en ferme bien de volets kaleisdoscopant de multiples références périphériques. Sous une démarche chaloupée en multicolore. Incitant irrésistiblement à la danse. En fait, **Klere y**o demeure une œuvre assez convaincante, grâce à un groupe qui a sû soigneusement délivrer la marchandise au moment opportun. D'autant que ces temps récents ont été abondants en production de qualité. Dabord, les vétérans Raymond Cajuste et Cubano et son Skah-Shah ont su bien faire la part des choses avec des réalisations d'envergure. Puis, le Zenglen a été triomphant, et, le Klass consistant. Et maintenant le Disip qui a su tirer son épingle du jeu avec une excellente performance. En attendant King Arly. Entretemps Gazzy est aux anges et n'a de compte à rendre à personne. Il a attendu ce moment pour faire la gueule, et personne ne peut le lui enlever. Bravo maestro.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION:
Unplanned Pregnancy? Need help? FREE assistance: caring staff, counseling and financial help. You choose the loving, pre-approved adoptive parents. Joy 1-866-922-3678. www.ForeverFamiliesThroughAdoption.org. Hablamos Espanõl.

ATTORNEY
REAL ESTATE Attorney. Buy/Sell/Mortgage Problems. Attorney & Real Estate Bkr, PROBATE/CRIMINAL/BUSINESS- Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417 718 835-9300 LovellLawnewyork@gmail.com

AUTO DONATIONS
Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

DISC JOCKEY
House party DJ for all Haitian or Caribbean parties. New York metro area only. Call or text 347.379.5765. Ask for Junior.

EDUCATION
Auditioning talented kids & teens for NYCPerformersAcademy.com. Flexible one-on-one middle and high school classes for young performers. Scholarships for gifted students this week 212-239-1110

EDUCATION
Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

HEALTH
Haitians love "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (203) 666-8650 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. GEORGE TOWN CAR SERVICE, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED
Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Card Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED
Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

L
OTS & ACREAGE
ABANDONED FARM LIQUIDATION SALE. AUG 6TH– 3 HRS NYC! 7 acres–$19,900 10 acres–$24,900. 20 acres- $39,900, 30 acres- $59,900, 24 Parcels being SOLD OFF! Terms are avail! Call to register 888-905-8847. Virtual Tour: NewYorkLandandLakes.com

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Resort Services. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED TO BUY
CASH FOR DIABETIC TEST STRIPS. Up to $35/Box! Sealed & Unexpired. Payment Made SAME DAY. Highest Prices Paid!! Call JENNI Today! 800-413-3479.

Haiti Top 10 – Vocalistes Féminines

Par Ed Rainer

Numéro 6-Nicole Saint-Victor (*)
" Une prima classique attitrée"

Ex-aequo –
"Mambo" Lucienne Pierre
*(Port-au-Prince *)*
"La cantatrice du vodou"



Nicole St. Victor

Nicole Saint-Victor fut coiffée depuis l'enfance de musique savante, pour s'illustrer en adepte de l'opéra. Cette diva s'était initiée dans cette voie sous l'expertise de Elizabeth Mahy, qui fut le passage obligé dans ce domaine. Pour s'accommoder amplement, au gré d'une singularité inouïe et une voix de référence plénière, mais marquée par l'environnement sonore natif.

Son remarquable talent s'est aussi bonifié sous la formation de la légendaire Carmen Brouard qui l'avait imprégnée d'une diction musicale indispensable à sa mission de classique patentée. En 1964, elle fut la récipiendaire d'une bourse d'études au Conservatoire de Paris, où elle affermit sa posture d'éminence vocale, tout en se frayant une ère nommée de choix en Europe. Faisant montre de son registre vivace et syncrétique infusé d'un phrasé tout personnel.

Elle a aussi fréquenté l'Académie Ste. Cécile de Rome, d'où l'envol d'une carrière élogieuse qui la conforta dans sa position. Spécialiste du chant conventionnel, elle demeure au pays la grande figure de ce paramètre. Notamment, avec sa tessiture élégamment sophistiquée et universelle, ressourcée aux normes rigoureuses traditionnelles mais si adaptatives aux déviations du terroir. Comptant aussi à son actif, une contribution particulière à la formation des jeunes, forte d'une vocation de pédagogue, dans l'entourage de l' « Orchestre Philharmonique Sainte Trinité », avec lequel elle remporta bien des triomphes en terre étrangère.

Tout cela atteste bien sa longue trajectoire et cette forte dominance lui ayant permis d'être la gagnante en 1967 à Paris du ''Prix Mélodie Française", ainsi que de celui de L'Université Royale d'Haïti. C'est une cantatrice lyrique, pénétrée d'émotion fidèle aux vibrations environnantes, que demeure cette étonnante contemporaine dont la superbe voix de soprano renferme autant d'atouts. Nicole s'est bâtie le profile d'un vrai pilier de la chanson classique. Toujours disponible et active dans la pérennisation du chant savant au fumet local.

Autant que sa contribution remarquée dans l'œuvre collective célébrant le centenaire de son idole Anton Jaegerhuber. Elle prit aussi part aux explorations non-orthodoxes de Gérald Merceron, nimbant de son registre aérien l'œuvre:" Energie Mystérieuse", au début des années 1980. Prouvant ainsi son habilité à franchir les normes établies du classicisme.

Aussi bien que dans une production marquant le Bicentenaire de l'Indépendance d'Haïti. Nicole St. Victor forte d'une capacité nantie d'équilibre et de diaphanéité, au métissage d'une panoplie de tendances: baroque, classique, romantique, moderne et populaire, qu'elle codifie au gré de sa musicalité plurielle, mais naturelle. Ainsi que l'œuvre personnelle: ''Nicole St. Victor, la soprano", dans laquelle sa résonnante voix de "bellacanta"et de soliste, fit la part intégrale d'une expérience épatante, et dans laquelle chaque pièce défile comme une perle rare.



Lucienne Pierre

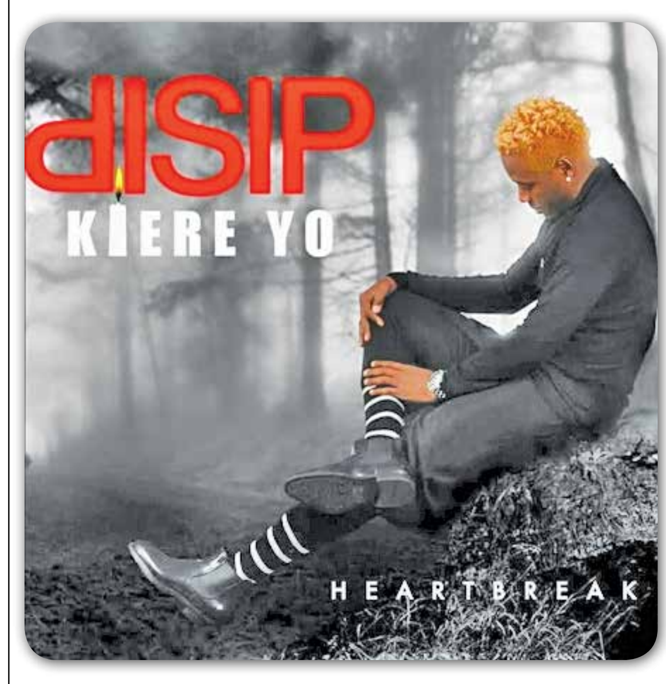
Malgré sa grande prépondérance vocale, Mambo Lucienne fut propulsée comme la plus mal connue de la scène musicale haïtienne. A une époque où adopter les paramètres du vodou n'étaient pas de mise et vous valait la quarantaine. A cause des stigmates et préjugés d'un environnement aux idées dépassées, son passage de ce fait ne fut aperçu que par les adeptes et les connaisseurs.

Lucienne Pierre commença à pratiquer de façon orthodoxe l'art lyrique du vodou de par les traditions familiales. C'est au début des années 1950 qu'elle débuta sa carrière musicale au sein de la ***''Compagnie Loccocia"***, dans laquelle elle eut l'opportunité de mettre en évidence son extraordinaire capacité vocale.

Dotée d'un registre aigu parsemé d'un phrasé vertigineux à travers lesquels s'entremêlent le profane et le sacré. Possédant cette habilité et cette agilité qui la campèrent comme la voix la plus complexe de sa génération, et, la reine incontestée du negro spiritual local. Ses hymnes de vodou imbibés de vocalises plaintives, passionnément délivrées, fusionnant l'art séculaire aux rythmes populaires, en plus de ballades contemporaines qui les transforment en musique de climat; épurée de naïveté et transmutée en perles inédites.

Au gré d'un pitch infaillible, capable d'atteindre triple gammes, sans tomber dans la détonation. De plus, elle a su réinventer en adaptations personnelles des chants folkloriques et traditionnels qu'elle a su rendre pénétrants sur scène et sur disque. Sa sensibilité les métaphorisant en exaltations et transes qui sont les reflets de la plus authentique musique du pays profond dont elle a révélé l'expression la plus sacrée.

Disip: ''Klere yo"



Par Ed Rainer

Un intro, annonçant la couleur, Gazzman qui sermonne de façon péremptoire, débitant ***''Cent fois sur le métier…"***. Comble de paradoxes, pour avoir été laissé sur ma faim dans les deux œuvres précédentes. C'est aussi réconfortant d'entendre de l'artiste lui-même, qu'il y avait tant à gommer, qu'il a fallu remettre ses ouvrages à l'heure. Il est vrai que Gazzman a toujours privilégié son sens hype à son flair sensoriel, s'entichant en baroudeur, animateur, et tel fut le lot de ses galères. Bien que Richie avec Defi (Lopital) et Arly avec Legacy, aient prouvé qu'il avait aussi du corazon dans ces deux méga-hits qui l'ont sacré super star. C'est cette approche qu'il a su explorer dans ce nouvel ouvrage, en campant un Gazzman polychrome dans des contours inexplorés, priorisant la sensibilité.

''Klere yo" est donc une œuvre de transition avec un G.C sous des traits versatiles. Pourtant cette métamorphose, il faut la souligner ne peut-être que la contribution de l'incontournable Dener Céide, que Gazz a eu la sagesse de faire son chaperon pour produire ce C.D de facture. Il faut dire que Ceide s'implante comme un talent musical sacré; ayant déjà mis ses griffes lumineuses et son gosier épatant dans la majorité des œuvres récentes, distillant son flair avec :Tabou, Harmonik, Zenglen, Klass etc.

Son don d'arrangeur et sa capacité de multi-instrumentiste, compositeur ont fait de lui le plus sollicité du milieu. Voici donc le complément qui a

Suite à la page (19)